

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2621

[2006/202122]

#### 22 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L4122-5, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-1 et 2, L4135-1 à 4, L4142-37, L4143-3 et 7, L4231-1 et L4151-2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, l'urgence étant motivée comme suit :

« L'urgence est motivée par le calendrier et la nécessité de ne pas mettre en péril la bonne organisation du scrutin d'octobre 2006 en fournissant aux opérateurs électoraux toutes les instructions avant les vacances d'été.

Les projets d'arrêtés soumis à l'avis de la Section de Législation rencontrent les objectifs qui ont prévalu lors de la rédaction du décret, c'est-à-dire :

— coordonner l'ensemble assez disparate des arrêtés adoptés par le Fédéral en les regroupant par thématique au travers du fil conducteur du cheminement des opérations électorales et en y intégrant les modifications découlant du projet de décret modifiant le livre 1<sup>er</sup> de la 4<sup>ème</sup> partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Cette coordination doit permettre une plus grande transparence et éviter un risque de confusion dans le chef des destinataires de ces différentes mesures;

— adapter les textes ainsi coordonnés à la réalité institutionnelle »;

Vu l'avis n°11/2006 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 4 mai 2006;

Vu l'avis n°40.637/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juin 2006;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des collèges électoraux

*Section 1<sup>re</sup>.* — Convocation des collèges électoraux en vue des élections communales et provinciales

**Article 1<sup>er</sup>.** Heures d'ouverture et de fermeture des locaux de vote automatisé.

Les locaux de vote, dans les communes désignées conformément à l'article 12 du présent arrêté pour le vote automatisé, ouvrent de 8 à 15 heures.

Les électeurs qui se trouvent encore dans la file d'attente à l'heure de la fermeture des locaux sont encore admis au vote.

**Art. 2.** Nombre d'électeurs admis dans le local de vote automatisé.

Dans les cantons électoraux et communes désignés conformément à l'article 12 pour le vote automatisé, le nombre d'électeurs admis à voter par section de vote s'élève à 900, ce qui correspond à cinq machines à voter par section de vote et 180 électeurs par machine à voter.

**Art. 3.** Instructions aux électeurs.

Le texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est manuel figure sur le modèle 1 en annexe.

Le texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est automatisé figure sur le modèle 2 en annexe.

*Section 2.* — Modèle de convocation électorale pour les électeurs.

**Art. 4.** Pour les électeurs belges, les lettres de convocation sont imprimées sur papier blanc.

Les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un Etat membre de l'Union européenne, inscrits sur le registre des électeurs, reçoivent une convocation de couleur bleue.

**Art. 5.** Les lettres de convocation pour les électeurs belges sont établies conformément au modèle 3 ci-annexé.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Pour les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un autre Etat membre de l'Union européenne, les lettres de convocation pour l'élection des conseils communaux sont établies conformément au modèle 4 ci-annexé.

§ 2. Les lettres de convocation des électeurs, ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne portent la lettre « C ».

Les lettres de convocation des électeurs non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne portent la lettre « E ».

**Art. 7.** Dans la commune de Comines-Warneton, les lettres de convocation pour les électeurs belges sont établies conformément au modèle 5 ci-annexé.

Les lettres de convocation des ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et des ressortissants d'Etats tiers sont établies conformément au modèle 6 ci-annexé, en reprenant les mentions prévues à l'article 6, § 2.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** En cas d'élection extraordinaire d'un conseil communal, de secteur, provincial, les lettres de convocation sont établies conformément au modèle 7 ci-annexé.

§ 2. Le modèle prévu au § 1 est d'application pour les électeurs belges, les électeurs ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne et les électeurs ressortissants d'Etats tiers, étant entendu que les ressortissants UE et hors UE ne peuvent pas voter à l'élection du conseil provincial.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article L4124-1, § 6, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le texte des instructions pour l'électeur, conforme aux modèles visés aux § 2 et 3 du présent article, ainsi que le texte prévu à l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sont mentionnés au verso des lettres de convocation.

§ 2. Ces textes, pour les communes où le vote est manuel, figurent sur le modèle 8 en annexe.

§ 3. Ces textes, pour les communes où le vote est automatisé, figurent sur le modèle 9 en annexe.

#### Section 3. — Vote par procuration

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Le formulaire de procuration à utiliser lors des élections provinciales et communales et de secteur correspond au modèle 10 figurant en annexe.

§ 2. Le certificat à délivrer par le bourgmestre aux électeurs qui sont autorisés à voter par procuration, conformément à l'article L4132-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> dudit Code, pour cause de séjour temporaire à l'étranger non motivé par des raisons professionnelles ou de service, est conforme au modèle 11 figurant en annexe.

Ce certificat sera délivré en l'absence d'une attestation de l'organisation de voyages.

#### Section 4. — Assistance au vote

**Art. 11.** La déclaration, visée à l'article L4133-2, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relative à l'assistance au vote, est rédigée sur un formulaire conforme au modèle 12 annexé au présent arrêté. Ce formulaire est délivré gratuitement par le secrétariat communal.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant.

#### CHAPITRE II. — Désignation des cantons pour l'usage d'un système de vote automatisé

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Conformément à l'arrêté royal du 30 mars 1998 remplaçant l'arrêté royal du 18 avril 1994 portant désignation des cantons électoraux pour l'usage d'un système de vote automatisé, les cantons électoraux énumérés ci-après utilisent un système de vote automatisé pour les élections communales et provinciales du 8 octobre 2006 :

1<sup>o</sup> Province de Hainaut : cantons électoraux de Lens et Frasnés-lez-Anvaing;

2<sup>o</sup> Province de Liège : cantons électoraux de Liège, Visé, Bassenge, Fléron, Herstal, Grâce-Hollogne, Aywaille, Saint-Nicolas, Seraing, Verlaine, Eupen et Saint-Vith;

3<sup>o</sup> Province de Luxembourg : canton électoral de Durbuy.

§ 2. En application de l'arrêté ministériel du 10 mars 1999 déterminant dans les cantons et communes faisant usage d'un système de vote automatisé, l'ordre dans lequel les votes sont exprimés en cas d'élections simultanées, lors du renouvellement des conseils provinciaux et communaux, les votes doivent être exprimés dans l'ordre suivant : le conseil provincial et le conseil communal.

En cas d'élections simultanées pour le renouvellement des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection des conseils de secteurs, les votes doivent être exprimés dans l'ordre suivant : le conseil provincial, le conseil communal et le conseil de secteur.

#### CHAPITRE III. — Délivrance du registre des électeurs

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Conformément à l'article L4122-5, § 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les personnes mandatées par un parti politique ont le droit de se faire produire des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 13 ci-annexé.

§ 2. Conformément à l'article L4122-5, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat peut se faire produire, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable dès le dépôt de sa candidature et pour autant qu'il s'engage à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 14 ci-annexé.

**Art. 14.** Pour la délivrance des exemplaires du registre des électeurs visée à l'article L4122-5, § 1<sup>er</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal est tenu d'utiliser un format de fichier informatique dont la structure doit permettre l'importation directe des données qu'il contient dans une application permettant d'effectuer différents traitements de ces données, et notamment l'élaboration de listes d'électeurs répondant à certains critères de sélection.

#### CHAPITRE IV. — *Bulletins*

**Art. 15.** Mentions concernant le candidat en application de l'article L4142-4, § 5, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 1<sup>er</sup>. Dans son acte de présentation, le candidat mentionne, après son identité complète, le nom sous lequel il souhaite être inscrit sur l'affiche prévue à l'article L4142-37, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et sur le bulletin de vote. Le bureau de circonscription utilisera ces indications pour déterminer les mentions qui seront inscrites sur le bulletin.

§ 2. Il ne peut être mentionné qu'un seul prénom, un prénom composé devant être considéré comme un seul prénom.

Le prénom choisi doit être mentionné dans l'énumération des prénoms dans l'acte de naissance.

§ 3. Pour autant que la mention de ce prénom différent n'ait pas pour effet de prêter à confusion avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie;

2° le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix, un notaire, ou un bourgmestre; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

§ 4. L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

**Art. 16.** Formulation du bulletin

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article L4142-37, § 1<sup>er</sup>, le bureau de circonscription formule le bulletin de vote conformément aux modalités ci-après.

§ 2. Le bulletin porte, dans l'ordre, les mentions suivantes :

1° « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial »;

2° « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune;

3° « 8 octobre 2006 »;

4° « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers »;

5° une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage, dans l'ordre déterminé par les tirages au sort successifs;

6° une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum et une largeur de 30 mm maximum, les sigles ou logos des listes de candidats correspondant aux numéros;

7° une ligne reprenant la case de tête où l'électeur peut marquer son approbation pour l'ordre de la liste, ou en cas de candidature isolée, pour le candidat dont le nom figure au-dessous de cette case;

8° pour chaque liste, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l'ordre figurant sur l'acte de présentation, avec les mentions suivantes : le nom et le prénom conformément à l'article 15, précédés d'un numéro d'ordre, suivi de la case où l'électeur marquera son choix. La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm.

Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4 mm;

9° un numéro d'identification comportant l'indication chiffrée de la date de l'élection, ainsi que, pour l'élection communale, la mention du numéro INS de la commune et, pour l'élection provinciale, le numéro INS de la province suivi du numéro d'ordre attribué au district.

§ 3. Les mentions du bulletin de vote sont établies en français, conformément au modèle 15 annexé, sauf pour les communes suivantes :

1° à Malmedy et à Waimes, le bulletin est établi conformément au modèle 16 annexé, en français et en allemand, avec priorité au français;

2° à Amel (Amblève), Bullingen (Bullange), Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, Kelmis (La Calamine), Lontzen, Raeren et Sankt-Vith (Saint-Vith), le bulletin est établi conformément au modèle 17 annexé, en allemand et en français, avec priorité à l'allemand.

**Art. 17.** Formes du bulletin en exécution de l'article L4142-37, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 1<sup>er</sup>. Pour les élections communales et provinciales, les dimensions des bulletins de vote sont arrêtées comme suit :

1° la largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires;

2° la hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

§ 2. Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le Gouvernement met à disposition du président de chaque bureau de circonscription la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l'élection.

§ 3. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales et rose pour les élections de secteur.

§ 4. Il ne peut être fait usage dans une même circonscription de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

**Art. 18.** Gabarit.

En application de l'article L4143-7, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, chaque bureau de vote se voit livrer, en même temps que les bulletins de vote qui lui sont destinés, une feuille vierge de papier électoral, de la dimension du bulletin de vote correspondant à leur circonscription, sur laquelle il déterminera l'emplacement où celui-ci sera estampillé avant d'être remis à l'électeur.

CHAPITRE V. — *Frais électoraux*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions générales

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les provinces concluent les contrats nécessaires au règlement des frais électoraux visés à l'article L4135-2, § 2, et assurent les règlements des créances. Elles procèdent ensuite auprès des communes de leur ressort aux récupérations appropriées, au prorata des électeurs inscrits.

Toutefois, lorsque dans la province, des communes utilisent un système de vote automatisé, elles sont exclues de la répartition pour ce qui concerne la récupération des frais résultant du paiement des jetons de présence aux membres des bureaux de dépouillement communaux et provinciaux, la constitution de ceux-ci étant propre au vote manuel.

§ 2. Les jetons de présence sont liquidés sur foi de la liste des membres présents du bureau électoral adressée par le président du bureau électoral concerné. Cette liste est établie conformément au modèle 18 annexé au présent arrêté.

§ 3. Pour le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux de la province, chaque province conclut avec la Poste, sur base de la convention conclue entre la Région wallonne et celle-ci, un contrat portant exécution du paiement des jetons de présence au moyen de versements sur les comptes financiers des membres des bureaux électoraux.

§ 4. Les membres des bureaux électoraux qui ont droit à une indemnité de déplacement transmettent leur déclaration de créance à la province. Cette déclaration de créance est établie conformément au modèle 19 annexé au présent arrêté et mentionne l'adresse de la province.

§ 5. Les électeurs visés à l'article 20 du présent arrêté, et qui demandent le remboursement de leurs frais de déplacement établissent leur déclaration de créance au moyen du modèle 20 annexé au présent arrêté, et mentionne l'adresse de la province.

Sur base d'une convention conclue entre chaque province et la Société nationale des Chemins de fer belges, celle-ci facture à la province concernée les frais résultant des déplacements effectués par les électeurs en question qui ont bénéficié d'un titre de transport gratuit. Elle mentionne sur ses factures le code provincial S.N.C.B. figurant sur les lettres de convocation.

§ 6. Chaque province souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police destinée à garantir les dommages résultant des accidents survenus aux membres des bureaux électoraux et règle les dépenses concernées.

*Section 2.* — Remboursement des frais de déplacement à certains électeurs

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'électeur visé à l'article L4135-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation peut s'adresser au greffier provincial de sa province pour obtenir le remboursement de ses frais de déplacement, dans les trois mois de l'élection.

La demande est établie sur une formule conforme au modèle 20 annexé au présent arrêté, à laquelle sont joints les documents suivants :

- a) la lettre de convocation estampillée par le bureau de vote;
- b) un certificat d'inscription dans les registres de la population s'il s'agit d'électeurs ne résidant plus dans la commune où ils doivent voter;
- c) l'un des documents suivants :
  - 1° une attestation de l'employeur établissant qu'ils sont rémunérés par lui s'il s'agit d'électeurs salariés ou appointés en mission à l'étranger ou exerçant leur profession dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
  - 2° une attestation de la Direction de l'établissement d'enseignement constatant qu'ils y sont régulièrement inscrits s'il s'agit d'électeurs qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
  - 3° une attestation de la Direction du centre d'accueil, de l'établissement hospitalier, ou de la maison de santé constatant qu'ils y sont hébergés ou qu'ils s'y trouvent en traitement s'il s'agit d'électeurs séjournant, pour des raisons d'ordre médical ou de santé, dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
- d) le cas échéant, le titre de transport en commun dont il a été fait usage.

§ 2. Les frais sont remboursés sur la base du tarif des transports de voyageurs en deuxième classe, tel qu'il est appliqué par la Société nationale des chemins de fer belges le jour de l'élection.

§ 3. Les électeurs qui, pour leur déplacement, font usage des lignes de la Société nationale des chemins de fer belges, peuvent, au lieu de solliciter le remboursement de leurs frais, obtenir un parcours gratuit en deuxième classe en produisant, à la station de départ, leur lettre de convocation à l'élection et leur carte d'identité, ainsi que l'un des documents prévus au § 1.

Le titre de transport délivré est valable du vendredi précédant le jour de l'élection jusqu'au dimanche suivant. Il ne peut servir au voyage de retour que sur production de la lettre de convocation, dûment estampillée par le bureau de vote.

*Section 3. — Jeton de présence et indemnités en faveur des membres des bureaux*

**Art. 21.** Jeton de présence - Montant de base en exécution de l'article L4135-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

§ 1<sup>er</sup>. Le montant de base du jeton de présence que les membres des bureaux électoraux perçoivent, pour chaque séance prévue par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est fixé à 12,50 euros.

§ 2. Tenant compte de la charge et des responsabilités exercées par les présidents et les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant du jeton de présence est ajusté comme suit :

- pour les présidents des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par six;

- pour les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par quatre.

§ 3. Le montant de base des jetons de présence destinés aux présidents, membres, secrétaires et secrétaires adjoints des bureaux de vote qui font usage d'un système de vote automatisé est multiplié par 1 1/2.

**Art. 22.** Séances couvertes par le jeton de présence.

§ 1<sup>er</sup>. Les jetons de présence perçus par les membres des bureaux électoraux sont destinés à l'accomplissement de leur devoir civique et couvrent l'ensemble des réunions que ces bureaux doivent tenir conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Pour les bureaux de vote, il s'agit de la séance prévue pour recevoir les électeurs venus exprimer leur vote.

Pour les bureaux de dépouillement, il s'agit de la séance prévue pour dépouiller le contenu des urnes dont ils ont la charge.

Pour les bureaux de vote automatisé, les tâches de vote et de dépouillement sont effectuées en une seule séance.

§ 3. Pour les bureaux de circonscription, il s'agit des séances relatives à la réception des actes de candidature, la vérification de la recevabilité des actes, l'arrêt provisoire, la réception des réclamations contre des candidatures et des recours contre l'écartement de certaines listes de candidats, le dépôt des actes rectificatifs, l'arrêt définitif des listes de candidats, le tirage au sort provincial et communal, la formulation, la confection et la supervision de l'impression des bulletins de vote, la supervision de la réalisation des écrans de vote, les déclarations de groupement, la répartition des sièges entre les listes le jour du scrutin, la désignation des élus et des suppléants, et l'appareillement.

§ 4. Pour les bureaux de canton, il s'agit des séances relatives à la formation des présidents des bureaux de vote et de dépouillement, et celle relative au recensement des votes.

**Art. 23.** Indemnités pour prestations exceptionnelles

§ 1<sup>er</sup>. En dehors des séances énumérées à l'article 22 du présent arrêté, pour lesquelles seul le jeton de présence peut être réclamé, les membres des bureaux de circonscription et des bureaux de canton peuvent avoir à accomplir des tâches qui sont nécessaires afin de garantir le bon déroulement des élections mais qui ne se rapportent pas à une séance du bureau. Ces tâches concernent, notamment, l'envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le décret y compris l'expédition des procès-verbaux, la procédure de désignation des membres des bureaux, les démarches accomplies en vue de procéder aux investigations quant à l'éligibilité des candidats, l'encodage numérique des listes et leur transmission, les corrections qui suivent la vérification par le Gouvernement des doubles candidatures, la rédaction et l'envoi du rapport d'impression dans les bureaux de circonscription à vote manuel, la mise à jour des écrans de vote dans les bureaux de circonscription à vote automatisé, la communication de la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent, l'organisation par le président du bureau de circonscription de la livraison des bulletins de vote, la communication des extraits du procès-verbal de recensement aux élus.

Pour effectuer ces tâches, le collège communal, à la demande du président du bureau de circonscription, met à la disposition de celui-ci, en application de l'article L4145-5, § 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le collège communal fixe également l'indemnité à charge de la commune à payer aux personnes désignées, notamment en tant que calculateurs. Ces calculateurs interviennent aussi bien dans le cadre du vote manuel que du vote automatisé.

§ 2. Conformément à l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, les agents sous contrat de travail ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, en vue de l'accomplissement des obligations civiques le temps nécessaire, avec un maximum de cinq jours. Les agents statutaires de la fonction publique fédérale, régionale, communautaire, provinciale et communale bénéficient de dispositions similaires en vertu de leur statut respectif.

Ne peuvent donc faire l'objet d'une indemnisation que les tâches décrites au § 1<sup>er</sup>, pour autant qu'elles se situent en dehors des heures de travail normales des membres des bureaux concernés dans l'exercice de leur profession.

§ 3. La déclaration de créance se rapportant aux tâches effectuées conformément au § 1<sup>er</sup> est adressée à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, accompagnée du relevé des heures prestées et des pièces justificatives éventuelles. Cette déclaration est établie conformément au modèle 21 annexé au présent arrêté.

§ 4. Toute demande d'indemnisation, conformément au § 2, pour une tâche qui ne serait pas mentionnée expressément dans la liste reprise au § 1<sup>er</sup> du présent article, doit faire l'objet d'une attestation sur base du modèle 22 annexé au présent arrêté justifiant de la nécessité de cette tâche dans la procédure électorale et de l'impossibilité de l'effectuer dans les heures de travail normales.

L'indemnisation des tâches sera opérée sur base de cette déclaration de créance.

**Art. 24.** Remboursement des frais des bureaux de circonscription et de canton

Les frais réels consentis par les bureaux de circonscription et de canton dans l'exercice de leur mission font l'objet d'un remboursement sur base d'une déclaration de créance modèle 23 en annexe, accompagnée de pièces justificatives, adressée à l'administration provinciale de leur ressort. Ces frais comportent les reproductions de documents, communications par télécopieur, frais d'appels téléphoniques, papeterie, transport des accessoires et autres frais semblables.

*Section 4. — Frais de déplacement en exécution de l'article L4135-3, § 4 et 5, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. L'indemnité allouée aux membres des bureaux électoraux à titre de remboursement de leur frais de déplacements est fixée à 0,15 euro par kilomètre parcouru.

§ 2. La déclaration de créance établie conformément au modèle 20 annexé au présent arrêté est adressée à l'administration provinciale du ressort dans les trois mois de l'élection.

*Section 5. — Couverture des risques résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux exécution de l'article L4135-2, § 2, 4°*

**Art. 26.** Souscription d'une police d'assurance

§ 1<sup>er</sup>. Chaque province souscrit auprès d'une compagnie d'assurance une police destinée à garantir les dommages corporels résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux, lors des élections, tant dans l'exercice de leurs fonctions que sur le trajet aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 2. Cette police d'assurance couvre les dommages corporels résultant des accidents dont sont victimes les membres des bureaux électoraux durant l'exécution de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 3. Elle couvre également la responsabilité civile résultant des dommages causés par leur fait ou leur faute à des tiers dans l'exercice de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

Les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

§ 4. La notion de chemin aller-retour du domicile de l'assuré au lieu de réunion de son bureau est déterminée par référence à l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 12 juillet 1991.

**Art. 27.** Personnes visées par le contrat d'assurance.

§ 1<sup>er</sup>. Par assurés, il faut entendre :

1° les membres des bureaux centraux d'arrondissement, des bureaux principaux provinciaux, des bureaux de district, de canton et communaux ainsi que des bureaux de vote et de dépouillement, à l'exclusion des témoins mais y compris les assesseurs suppléants convoqués expressément par le président du bureau pour lequel ils ont été désignés;

2° pour la couverture du risque visé à l'article 26, § 2, les personnes visées au 1° ci-dessus ainsi que les agents de la Région wallonne désignés par le Ministre des Affaires intérieures pour collaborer à l'organisation des élections.

§ 2. Les membres des bureaux électoraux qui sont soumis au régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, sont exclus de la garantie visée au § 1<sup>er</sup>.

En cas d'existence d'une ou de plusieurs assurances s'appliquant en tout ou en partie aux mêmes risques que ceux couverts par le présent article, la police d'assurance visée au § 2 n'aura effet qu'à titre supplétif, après épuisement des dites assurances.

**Art. 28.** Période couverte par le contrat d'assurance.

§ 1<sup>er</sup>. La police d'assurance prend effet, selon les catégories de bureaux électoraux qui doivent être constitués, aux dates fixées pour leur première réunion par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Elle expire à la date à laquelle ces bureaux ont accompli l'ensemble de leurs opérations.

§ 2. La prime versée à l'assureur par application de la convention d'assurance fait l'objet d'une ristourne qui s'élève à la moitié de la différence entre quatre-vingt-cinq pour cent du montant de la prime et le montant des dépenses.

Par dépenses, il faut entendre les montants payés pour sinistre de même que les réserves pour sinistre restant éventuellement à régler.

CHAPITRE VI. — *Prix des copies de la liste indiquant la composition des bureaux de vote et de dépouillement*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article L4125-5, § 7, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le président du bureau communal transmet aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal. Ce tableau est établi conformément au modèle 24 annexé.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

§ 2. La délivrance de ces copies se fait contre paiement :

1° de la somme de 1,50 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant moins de 25.000 électeurs inscrits;

2° de la somme de 2 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant de 25.001 à 100.000 électeurs inscrits;

3° de la somme de 2, 48 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant plus de 100.000 électeurs inscrits.

Si le nombre d'électeurs inscrits dans la commune ou le canton n'est pas connu au moment de l'introduction de la demande, le nombre d'électeurs inscrits lors des dernières élections servira de référence.

CHAPITRE VII. — *Isoloir et matériel électoral*

**Art. 30.** Isoloirs.

§ 1<sup>er</sup>. Dans chaque local de vote, les isoloirs sont aménagés et disposés de manière que chaque électeur soit soustrait à la vue et puisse marquer son bulletin de vote sans intervention ni interruption.

§ 2. Les principes auxquels se conforment les isoloirs sont les suivants :

1° la hauteur de l'isoloir doit être suffisante pour empêcher les électeurs qui se trouvent dans des isoloirs contigus de voir le bulletin de leur voisin;

2° le plateau intérieur doit être assez large et profond pour que l'électeur puisse y déposer son bulletin sans avoir à le plier;

3° le stylo ou le crayon utilisé pour voter doit pouvoir être attaché à l'isoloir.

§ 3. La conception de l'isoloir répond aux normes fixées par l'arrêté ministériel du 10 août 1894 relatif au matériel électoral, modifié par les arrêtés ministériels des 13 mai 1963 et 6 mai 1980.

**Art. 31.** Isoloirs adaptés.

§ 1<sup>er</sup>. La conception de l'isoloir adapté répond aux normes fixées par l'arrêté ministériel du 10 août 1894 relatif au matériel électoral, modifié par les arrêtés ministériels des 13 mai 1963 et 6 mai 1980, alinéa H.

§ 2. L'isoloir adapté doit être installé au rez-de-chaussée, dans un local de vote ou à proximité, et de manière à permettre une circulation aisée des électeurs nécessitant une assistance et qui souhaitent en faire l'usage. Toutes les ruptures de niveau au rez-de-chaussée seront pourvues d'un plan incliné provisoire ou non, assurant la circulation aisée tout en garantissant la sécurité des passants.

§ 3. Les collèges communaux veilleront à convoquer les électeurs nécessitant une assistance dans les bâtiments de leur commune les mieux adaptés à leurs besoins.

**Art. 32.** Urnes.

§ 1<sup>er</sup>. Les principes auxquelles se conforment les urnes sont les suivants :

1° l'urne doit avoir la capacité d'accueillir le nombre de bulletins de la grandeur nécessaire, correspondant à l'élection;

2° elle doit être conçue de telle façon qu'un bulletin de vote puisse y être déposé, mais qu'il ne puisse en être retiré sans qu'il devienne évident que l'urne a été ouverte ou endommagée;

3° elle ne comporte qu'une seule ouverture permettant d'introduire les bulletins de vote.

§ 2. La conception de l'urne répond aux normes fixées par l'arrêté royal du 9 août 1894 se rapportant au matériel électoral, articles 1 à 6.

§ 3. Pour chaque élection, l'urne se verra apposer un numéro d'identification unique, qui sera reporté sur le procès-verbal.

§ 4. A la clôture du scrutin, des scellés seront apposés en vue du transport jusqu'au centre de dépouillement.

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 34.** Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

## Annexes

- Modèle 1. Texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est manuel.
- Modèle 2. Texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est automatisé.
- Modèle 3. Lettre de convocation à utiliser pour les élections des conseils provinciaux et communaux et destinée aux électeurs belges.
- Modèle 4. Lettre de convocation à utiliser pour l'élection des conseils communaux et destinée aux électeurs Européens et extra-européens.
- Modèle 5. Lettre de convocation à utiliser pour les élections simultanées des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe du conseil de l'action sociale dans la commune de Comines-Warneton.
- Modèle 6. Lettre de convocation à utiliser pour l'élection du conseil communal de Comines-Warneton et destinée aux ressortissants Européens et extra-européens.
- Modèle 7. Lettre de convocation à utiliser pour l'élection extraordinaire d'un conseil communal, provincial ou de secteur
- Modèle 8. Texte à apposer au dos des lettres de convocation dans les communes de vote traditionnel.
- Modèle 9.. Texte à apposer au dos des lettres de convocation dans les communes de vote automatisé
- Modèle 10. Formulaire de procuration.
- Modèle 11. Attestation du bourgmestre – procuration en cas de séjour à l'étranger pour des raisons autres que professionnelles.
- Modèle 12. Déclaration - électeur accompagné.
- Modèle 13. Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un parti.
- Modèle 14. Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un candidat.
- Modèle 15. Bulletin de vote francophone.
- Modèle 16. Bulletin de vote pour les communes de Malmédy et Waimes.
- Modèle 17. Bulletin de vote pour les communes de Amel (Amblève), Bullingen (Bullange), Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, Kelmis (La Calamine), Lontzen, Raeren et Sankt-Vith (Saint-Vith).
- Modèle 18. Liste des membres du bureau électoral en vue du paiement des jetons de présence.
- Modèle 19. Remboursement des frais de déplacement des membres du bureau électoral.
- Modèle 20. Remboursement des frais de déplacement des électeurs.
- Modèle 21. Déclaration de créance concernant les indemnités pour prestations exceptionnelles des membres des bureaux de circonscription et de canton.
- Modèle 22. Attestation justifiant de la nécessité d'une tâche exceptionnelle spécifique (à annexer au modèle 21).
- Modèle 23. Déclaration de créance afférente aux frais réels des membres des bureaux de circonscription et de canton.
- Modèle 24. Composition des bureaux électoraux.

**Modèle 1. — Texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est manuel.**

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 13 heures.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 13 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur belge est admis à voter pour élire les conseillers communaux, provinciaux et les membres des conseils de secteurs.

A Comines-Warneton, il est également admis à voter pour élire les membres du Conseil de l'action sociale.

Les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et les ressortissants d'Etats tiers bénéficient du droit de vote exclusivement pour les élections communales et les élections des membres des conseils de secteurs dès lors qu'ils sont munis de leur lettre de convocation mentionnant respectivement la lettre « C » ou « E ».

Les électeurs se présentent à l'entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d'identité.

L'électeur qui se présente avec un couvre-chef pour un motif religieux ou médical indéniable, doit veiller, comme sur sa carte d'identité, à ce que son visage soit entièrement dégagé, à savoir : le front, les joues, les yeux, le nez et le menton.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le 23 septembre 2006.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal. La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

Le secrétaire pointe leur nom sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu'il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d'identité.



Si l'électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

A défaut d'inscription au registre de scrutin, nul n'est admis à prendre part au vote s'il ne produit soit une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un extrait d'un arrêt de la cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre des électeurs mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre de scrutin.

Les personnes qui apportent la preuve de leur nationalité belge, et qui répondent par ailleurs aux autres conditions d'électorat, sont admises à l'ensemble des scrutins sur présentation de documents probants.

Malgré l'inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège des bourgmestre et échevins ou la cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt. Un extrait de cette décision, ou de cet arrêt doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs exclus ou suspendus de leurs droits électoraux et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l'égard desquels il serait justifié soit par des documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune.

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, un bulletin de vote.

Pour chaque scrutin auquel il est convoqué, l'électeur reçoit un bulletin.

Le bulletin est blanc, vert ou rose respectivement pour les élections communales, provinciales ou de secteur. Il est de couleur bleue pour l'élection directe du conseil de l'action sociale de Comines-Warneton.

L'électeur se rend directement dans un des isolements et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

L'électeur visé à l'article L4133-2 peut se faire accompagner d'un accompagnant. Le nom de l'un et de l'autre est mentionné au procès-verbal. En l'absence d'un accompagnant de son choix, il peut se faire accompagner du président du bureau de vote.

L'électeur qui ne répond pas aux conditions de l'article L4133-2 et qui souhaite se faire accompagner pourra recourir à l'assistance du président du bureau de vote, pour autant qu'il justifie de cette nécessité auprès de ce dernier. Mention en est faite au procès-verbal.

Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal.

L'électeur formule son vote.

Les listes de candidats sont classées sur le bulletin conformément à leur numéro d'ordre et à la suite les unes des autres.

A l'aide du crayon électoral, il appose une marque dans la case de son choix :

1° soit en tête de liste, s'il adhère à l'ordre de présentation de la liste de son choix;

2° soit, s'il veut modifier cet ordre, dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats de cette liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

L'électeur peut émettre autant de suffrages qu'il y a de mandats à conférer.

Si l'électeur marque son choix à la fois en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats, le vote en tête de liste sera considéré comme non avenu.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin de vote reconnaissable ne soit manifeste.

Si, par inadvertance, l'électeur détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt annulé.

L'électeur sort de l'isoloir et montre au président le bulletin plié en quatre à angle droit, avec le timbre à l'extérieur.

Il dépose le bulletin vert dans l'urne provinciale, le blanc dans l'urne communale et le rose dans l'urne réservée aux élections de secteur.

La lettre de convocation lui est restituée après que le président ou un assesseur délégué par lui l'a estampillée. Le président lui restitue également sa carte d'identité.

Sont nuls :

1° tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi;

2° ceux qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent des suffrages pour des candidats sur des listes différentes;

3° ceux dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats d'une autre liste;

4° ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature, ou une marque non autorisée par le présent code.

5° ceux repris par le président à l'électeur qui a détérioré son bulletin par inadvertance et qui en a reçu un autre pour exprimer valablement son vote.

6° ceux repris par le président lorsque l'électeur a déplié son bulletin en sortant de l'isoloir de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. En ce cas, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige l'électeur à recommencer son vote.

Le président inscrit sur les bulletins repris en exécution du 5° et du 6° la mention : « Bulletin repris », et y ajoute son paraphe.

Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de cinq à dix euros.

En cas de récidive, l'amende sera de dix à vingt-cinq euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

L'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

Le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis en cas de vote par procuration.

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1, en l'absence des conditions requises à cet effet;

2° ayant donné procuration, laisser voter son mandataire malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'exercice du vote par procuration;

3° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

4. accepter ou donner plusieurs mandats en application du vote par procuration;

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différentes communes ou locaux.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende vingt-six à deux cents euros.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Modèle 2. — Texte des instructions pour les électeurs dans les locaux où le vote est automatisé**

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 15 heures.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur belge est admis à voter pour élire les conseillers communaux, provinciaux et les membres des conseils de secteurs.

A Comines-Warneton, il est également admis à voter pour élire les membres du Conseil de l'action sociale.

Les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et les ressortissants d'Etats tiers bénéficient du droit de vote exclusivement pour les élections communales et les élections des membres des conseils de secteurs dès lors qu'ils sont munis de leur lettre de convocation

mentionnant respectivement la lettre « C » ou « E ».

Les électeurs se présentent à l'entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d'identité.

L'électeur qui se présente avec un couvre-chef pour un motif religieux ou médical indéniable, doit veiller, comme sur sa carte d'identité, à ce que son visage soit entièrement dégagé, à savoir : le front, les joues, les yeux, le nez et le menton.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le 23 septembre 2006.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal. La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

Le secrétaire pointe leur nom sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu'il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d'identité.

Si l'électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

A défaut d'inscription au registre de scrutin, nul n'est admis à prendre part au vote s'il ne produit soit une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un extrait d'un arrêt de la cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre électoral mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre.

Les personnes qui apportent la preuve de leur nationalité belge, et qui répondent par ailleurs aux autres conditions d'électorat, sont admises à l'ensemble des scrutins sur présentation de documents probants.

Malgré l'inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège des bourgmestre et échevins ou la cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt. Un extrait de cette décision, ou de cet arrêt doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs exclus ou suspendus de leurs droits électoraux et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l'égard desquels il serait justifié soit par des documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte magnétique destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte magnétique validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

L'électeur se rend directement dans un des isoieurs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

L'électeur visé à l'article L4133-2 peut se faire accompagner d'un accompagnant. Le nom de l'un et de l'autre est mentionné au procès-verbal. En l'absence d'un accompagnant de son choix, il peut se faire accompagner du président du bureau de vote.

L'électeur qui ne répond pas aux conditions de l'article L4133-2 et qui souhaite se faire accompagner pourra recourir à l'assistance du président du bureau de vote, pour autant qu'il justifie de cette nécessité auprès de ce dernier. Mention en est faite au procès-verbal.

Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal.

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte magnétique dans la fente prévue à cet effet au lecteur-enregistreur de cartes de la machine à voter.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales et de secteurs expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal et, après avoir confirmé celui-ci, ils expriment leur suffrage pour l'élection du conseil de secteur qu'ils confirment également.

Pour chaque élection :

l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en posant le crayon optique perpendiculairement à la zone de la liste choisie. Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran de visualisation affiche pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés de leur numéro d'ordre;

si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il place le crayon optique perpendiculairement sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran;

sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en plaçant le crayon optique perpendiculairement et successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats.

Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur reprend sa carte magnétique. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. A cette fin, l'électeur introduit à nouveau sa carte magnétique dans la fente; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés. L'électeur remet ensuite sa carte magnétique au président.

Après l'avoir vérifiée, le président invite l'électeur à la déposer dans l'urne. Il reçoit en retour sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

La carte magnétique est annulée :

s'il s'avère, lors de la vérification visée au paragraphe précédant, qu'une marque ou une inscription a été faite sur la carte, susceptible d'identifier l'électeur;

si, par suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré la carte qui lui a été remise ou s'il déclare que la visualisation de son choix ne correspond pas aux suffrages exprimés;

si, pour une raison technique quelconque, l'enregistrement de la carte par l'urne électronique se révèle impossible.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, l'électeur est invité à recommencer son vote au moyen d'une autre carte. Si lors d'une seconde tentative, la carte est à nouveau annulée en vertu de l'alinéa précédent, a), l'électeur n'est plus admis à voter, son vote étant déclaré nul.

Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de cinq à dix euros.

En cas de récidive, l'amende sera de dix à vingt-cinq euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

L'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

Le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis en cas de vote par procuration.

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1, en l'absence des conditions requises à cet effet;

2° ayant donné procuration, laisser voter son mandataire malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'exercice du vote par procuration;

3° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

4. accepter ou donner plusieurs mandats en application du vote par procuration;

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différentes communes ou locaux.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende vingt-six à deux cents euros.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Modèle 3. — Lettre de convocation à utiliser pour les élections des conseils provinciaux  
et communaux et destinée aux électeurs belges**

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE de VILLE de	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
-------------------------	-------------------------------------	-----------------------	----------

ELECTIONS DU 8 OCTOBRE 2006 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL PROVINCIAL ET DU CONSEIL COMMUNAL(2).

NOM, PRENOMS, SEXE ET, LE CAS ECHEANT,  
NOM DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE  
RESIDENCE PRINCIPALE, N° RG

LOI ELECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs : .....

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE 8 octobre 2006 (3) entre 8 heures et..... heures (4), munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... Conseillers provinciaux (5) et..... conseillers communaux (5)

Local : Adresse :	Bureau n° :
----------------------	-------------

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire,

Le bourgmestre

N.B. :

1. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

— les instructions pour l'électeur;

— le texte de l'article L4132-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099020

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099222

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099424

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099525

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Dans les communes où le conseil de secteur est élu directement, ajouter :

« ET DU CONSEIL DE SECTEUR »;

ajouter le nombre de membres de ce conseil à élire.

(3) Faire précéder le nom de «M.» pour un électeur masculin et de «Mme» pour un électeur féminin.

(4) Indiquer 13 ou 15 selon qu'il s'agit d'une commune où il est fait usage d'un système de vote traditionnel ou d'un système de vote automatisé.

(5) Indiquer le nombre de membres à élire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

**Modèle 4. — Lettre de convocation à utiliser pour l'élection des conseils communaux  
et destinée aux électeurs européens et extra-européens.**

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE de VILLE de	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
-------------------------	-------------------------------------	-----------------------	----------

ELECTIONS DU 8 OCTOBRE 2006 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL(2).

NOM, PRENOMS, SEXE ET, LE CAS ECHEANT,  
NOM DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE  
RESIDENCE PRINCIPALE, N° RG

LOI ELECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs : .....

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE 8 octobre 2006 entre 8 heures et..... heures (4), munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... conseillers communaux (5)

Local : Adresse :	Bureau n° :
----------------------	-------------

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire,

Le bourgmestre

N.B. :

1. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le Gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

— les instructions pour l'électeur;

— le texte de l'article L4132-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099020

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099222

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099424

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099525

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Dans les communes où le conseil de secteur est élu directement, ajouter :

« ET DU CONSEIL DE SECTEUR »;

ajouter le nombre de membres de ce conseil à élire.

(3) Faire précéder le nom de «M.» pour un électeur masculin et de «Mme» pour un électeur féminin.

(4) Indiquer 13 ou 15 selon qu'il s'agit d'une commune où il est fait usage d'un système de vote traditionnel ou d'un système de vote automatisé.

(5) Indiquer le nombre de membres à élire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

**Modèle 5. — Lettre de convocation à utiliser pour les élections simultanées du conseils provincial, communal et de l'élection directe du conseil de l'action sociale de Comines-Warнетon**

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE de VILLE de	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
-------------------------	-------------------------------------	-----------------------	----------

ELECTIONS DU 8 OCTOBRE 2006 POUR LE RENOUELEMENT DU CONSEIL PROVINCIAL, DU CONSEIL COMMUNAL ET DU CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE (2).

NOM, PRENOMS, SEXE ET, LE CAS ECHEANT,  
NOM DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE  
RESIDENCE PRINCIPALE, N° RG

LOI ELECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs : .....

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE 8 octobre 2006 entre 8 heures et 13 heures, munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

.....conseillers provinciaux (3)..... conseillers communaux (3) et .....membres du conseil de l'action sociale (3).

Local : Adresse :	Bureau n° :
----------------------	-------------

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire,

Le bourgmestre

N.B. :

1. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

— les instructions pour l'électeur;

— le texte de l'article L4132-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de «M.» pour un électeur masculin et de «Mme» pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Modèle 6. — Lettre de convocation à utiliser pour l'élection du conseil communal de Comines-Warneton  
et destinée aux ressortissants européens et extra-européens**

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE de VILLE de	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
-------------------------	-------------------------------------	-----------------------	----------

ELECTIONS DU 8 OCTOBRE 2006 POUR LE RENOUELEMENT DU CONSEIL COMMUNAL(2).

NOM, PRENOMS, SEXE ET, LE CAS ECHEANT, NOM DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE RESIDENCE PRINCIPALE, N° RG
---

LOI ELECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs : .....

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE 8 octobre 2006 entre 8 heures et 13 heures, munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... conseillers communaux (3).

Local : Adresse :	Bureau n° :
----------------------	-------------

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire,

Le bourgmestre

N.B. :

1. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;
- le texte de l'article L4132-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de «M.» pour un électeur masculin et de «Mme» pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD



## Modèle 7. — Lettre de convocation à utiliser pour l'élection extraordinaire d'un conseil communal, provincial ou de secteur (\*)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE de VILLE de	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
-------------------------	-------------------------------------	-----------------------	----------

ELECTIONS DU 8 OCTOBRE 2006 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL, PROVINCIAL OU DE SECTEUR (\*).

NOM, PRENOMS, SEXE ET, LE CAS ECHEANT, NOM DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE RESIDENCE PRINCIPALE, N° RG	LOI ELECTORALE  LETTRE DE CONVOCATION
---	---

N° registre des électeurs : .....

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE.....entre 8 heures et..... (3)heures, munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... conseillers communaux (2),.....conseillers provinciaux (2),..... ..conseillers de secteur (2) (\*)

Local : Adresse :	Bureau n° :
----------------------	-------------

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire, Le bourgmestre

N.B. :

1. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;
- le texte de l'article L4132-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation

Vu pour être annexé à Notre arrêté du .....

(\*) Biffer la mention inutile

Faire précéder le nom de « M. » pour un électeur masculin et de « Mme » pour un électeur féminin.

Indiquer le nombre de membres à élire.

Indiquer 13 ou 15 selon qu'il s'agit d'une commune où il est fait usage d'un système de vote traditionnel ou d'un système de vote automatisé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

**Modèle 8. — texte à apposer au dos des lettres de convocation dans les communes de vote traditionnel****INSTRUCTIONS POUR L'ÉLECTEUR**

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 13 heures.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 13 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le 23 septembre 2006.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, un bulletin de vote.

Pour chaque scrutin auquel il est convoqué, l'électeur reçoit un bulletin.

Le bulletin est blanc, vert ou rose respectivement pour les élections communales, provinciales ou de secteur. Il est de couleur bleue pour l'élection directe du conseil de l'action sociale de Comines-Warneton.

L'électeur se rend directement dans un des isoloirs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

Les listes de candidats sont classées sur le bulletin conformément à leur numéro d'ordre et à la suite les unes des autres.

A l'aide du crayon électoral, il appose une marque dans la case de son choix :

1° soit en tête de liste, s'il adhère à l'ordre de présentation de la liste de son choix;

2° soit, s'il veut modifier cet ordre, dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats de cette liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

Sont nuls :

1° tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi;

2° ceux qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent des suffrages pour des candidats sur des listes différentes;

3° ceux dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats d'une autre liste;

4° ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature, ou une marque non autorisée par le présent code.

5° ceux repris par le président à l'électeur qui a détérioré son bulletin par inadvertance et qui en a reçu un autre pour exprimer valablement son vote.

6° ceux repris par le président lorsque l'électeur a déplié son bulletin en sortant de l'isoloir de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. En ce cas, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige l'électeur à recommencer son vote.

**Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation**

**Article L4132-1. § 1<sup>er</sup>.** Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

#### Modèle 9. — texte à apposer au dos des lettres de convocation dans les communes de vote automatisé

##### INSTRUCTIONS POUR L'ELECTEUR

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 15 heures.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le 23 septembre 2006.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte magnétique destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte magnétique validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

L'électeur se rend directement dans un des isoloirs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte magnétique dans la fente prévue à cet effet au lecteur-enregistreur de cartes de la machine à voter.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales et de secteurs expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal et, après avoir confirmé celui-ci, ils expriment leur suffrage pour l'élection du conseil de secteur qu'ils confirment également.

Pour chaque élection :

l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en posant le crayon optique perpendiculairement à la zone de la liste choisie; si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il place le crayon optique perpendiculairement sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran;

sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en plaçant le crayon optique perpendiculairement et successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats.

Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur reprend sa carte magnétique. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. A cette fin, l'électeur introduit à nouveau sa carte magnétique dans la fente; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés. L'électeur remet ensuite sa carte magnétique au président.

Après l'avoir vérifiée, le président invite l'électeur à la déposer dans l'urne. Il reçoit en retour sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

La carte magnétique est annulée :

s'il s'avère, lors de la vérification visée au 6, qu'une marque ou une inscription a été faite sur la carte, susceptible d'identifier l'électeur;

si, par suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré la carte qui lui a été remise ou s'il déclare que la visualisation de son choix ne correspond pas aux suffrages exprimés;

si, pour une raison technique quelconque, l'enregistrement de la carte par l'urne électronique se révèle impossible.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, l'électeur est invité à recommencer son vote au moyen d'une autre carte. Si lors d'une seconde tentative, la carte est à nouveau annulée en vertu de l'alinéa précédent, a), l'électeur n'est plus admis à voter, son vote étant déclaré nul.

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4132-1.** § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Modèle 10. — FORMULAIRE DE PROCURATION

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

LE .....2006

## 123.O10.E5.3

Annexe : un certificat

Eventuellement un acte de notoriété

Je soussigné(e) ..... (nom et prénoms),

Né(e) le .....

Résidant à ..... rue ..... n°... bte...

N° d'identification au Registre National des personnes physiques : .....

Inscrit(e) comme électeur(rice) dans la commune de .....

Donne procuration à..... (nom et prénoms)

Né(e) le .....

Résidant à ..... rue ..... n°... bte....

pour voter en mon nom et pour mon compte aux élections du 8 octobre 2006.

Pour la raison suivante (1) :

? je suis, pour cause de maladie ou d'infirmité de moi-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, dans l'incapacité de me rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Je joins un certificat médical.

? je suis, pour des raisons professionnelles ou de service :

a) retenu à l'étranger, de même que les électeurs, membres de ma famille ou de ma suite, qui résident avec moi;

b) me trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote.

Je joins un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont je dépends.

? je suis un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable que j'effectue auprès de mon administration communale.

? J'exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain (les membres de ma famille habitant avec moi peuvent de même donner procuration). Je joins un certificat du bourgmestre de la commune où je suis inscrit au registre de population.

? je me trouve, au jour du scrutin, dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.

? En raison de mes convictions religieuses, je me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote.

Je joins une attestation délivrée par les autorités religieuses.

? Je suis étudiant(e) et, pour des motifs d'étude, me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat de la direction de l'établissement que je fréquente.

? Je serai, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et me trouverai dès lors dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote.

Je joins un certificat de l'organisation de voyages ou un certificat délivré par le bourgmestre de mon domicile.

Le mandataire, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (2) :

? soit se porter mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile;

? soit se porter mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

Fait à....., le.....2006

Le mandant,

(signature)

Le mandataire,

(signature)

Je soussigné, bourgmestre de la commune de ..... atteste par la présente que le mandant et le mandataire précités y sont tous deux inscrits au registre de la population et que M. .... (nom du mandataire) est le ..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de M. .... (nom du mandant).

Sceau de la commune (signature du bourgmestre)

Je soussigné, bourgmestre de la commune de ..... atteste par la présente que M. .... (nom du mandataire) y est inscrit au registre de la population et certifie, sur le vu de l'acte de notoriété qui m'a été présenté, que le précité est le ..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de M. .... (nom du mandant).

Sceau de la commune (signature du bourgmestre)

Cette rubrique (3) est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits.

Cette rubrique (4) est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandataire est inscrit, lorsque le mandant a sa résidence principale dans une autre commune.

Remarque : Aucune des rubriques (3) et (4) n'est à compléter lorsque le mandant se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de ses convictions religieuses et est à même de produire à cet effet une attestation émanant des autorités religieuses dont il relève.

(1) cocher la case adéquate

(2) cocher la case adéquate

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. L4132-1 . § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat.

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a) est retenu à l'étranger, de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale.

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population.

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses.

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages.

Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété.

L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, les nom, prénoms, date de naissance et adresse du mandant et du mandataire et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

Art. L4143-20. § 6. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés à l'article L4132-1 § 1<sup>er</sup> et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne « a voté par procuration ».

Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article L4143-25 al.1<sup>er</sup> 2° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**MODELE 11. — ATTESTATION DU BOURGMESTRE – PROCURATION EN CAS DE SEJOUR A L'ETRANGER  
POUR DES RAISONS AUTRES QUE PROFESSIONNELLES**

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.O10.E5.4

Le \_\_\_\_\_ 2006

Commune de.....

Je soussigné..... ,

bourgmestre de la commune de..... ,

atteste par la présente, après avoir pris connaissance des justificatifs qui m'ont été soumis, que

M./Mme..... (nom et prénoms),

résidant n°....., rue.....

portant le n°..... d'identification au Registre national des personnes physiques,

inscrit(e) comme électeur (rice) sous le numéro....., est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, à savoir en..... (nom du pays)

non motivé par des raisons professionnelles ou de service.

L'intéressé(e), qui a introduit sa demande avant le (date de la demande) remplit dès lors les conditions prévues par l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour mandater un autre électeur à l'effet de voter en son nom et pour son compte.

Délivré à....., le.....

Bourgmestre

Sceau de la commune (signature)

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art.L4132-1 § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

(...)

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages.

Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Modèle 12. — DECLARATION – ELECTEUR ACCOMPAGNE

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.O10.E5.1

Le .....2006.

Je soussigné(e).....(nom et prénoms),

Né(e) le .....

Résidant à .....rue..... n°.....bte.....

N° d'identification au Registre national des personnes physiques :.....

Inscrit(e) comme électeur dans la commune de .....

Déclare vouloir faire usage de la faculté qui m'est donnée de me faire accompagner, en vue des élections du 8 octobre 2006.

Par M./Mme.....(nom et prénoms)

Né(e) le .....

Résidant à ..... rue ..... n°.....bte.....

N° d'identification au Registre national des personnes physiques :.....

Inscrit(e) comme électeur dans la commune de .....

L'accompagnant, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (1) :

? soit se porter accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile;

? soit se porter accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

Signature de l'électeur

Signature de l'accompagnant

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**Article L4133-2.** § 1<sup>er</sup>. L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le quinzième jour avant celui de l'élection.

Justifient d'un besoin d'accompagnement :

1° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement mental ou de l'apprentissage;

2° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement physique;

3° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement sensoriel;

4° les personnes qui connaissent des difficultés d'ordre psychique;

5° les personnes qui connaissent des difficultés suite à une maladie chronique ou dégénérative;

6° les personnes dont la langue maternelle n'est pas une des langues prévues à l'article 4 de la Constitution, quand cela a pour conséquence des difficultés de lecture.

§ 2. L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Aucun accompagnant ne peut assister plus d'un électeur.

Un candidat peut être désigné accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

§ 3. La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

§ 4. Le président du bureau de vote expulse l'accompagnant qui enfreint le prescrit des paragraphes précédents.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD



Province : District électoral : .....

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

Canton électoral : Commune : .....

**Modèle 13. — DEMANDE DE DELIVRANCE D'EXEMPLAIRES  
OU COPIES DU REGISTRE DES ELECTEURS A UN PARTI.**

Monsieur le Bourgmestre,

Nous soussignés,

M./Mme .....

électeurs de la commune ou du district, et mandatés par le parti .....

nous engageons à présenter une liste de candidats pour les élections communales et/ou provinciales (1) du 8 octobre 2006 dans la circonscription électorale de..... (2)

et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Nous demandons par conséquent la délivrance de..... copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux<sup>3</sup> de votre commune.

Nous souhaitons obtenir les copies ou exemplaire sur support papier/informatique<sup>4</sup> et nous déclarons autoriser M./Mme ..... à recevoir ces copies en notre nom.

Nous reconnaissons avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et nous nous engageons à nous y conformer.

A ....., le.....2006

Signature(s),

Extraits du Code de la démocratie et de la décentralisation

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

**12.C5.O10.1**

**Article L4122-5.** § 1<sup>er</sup>. Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le gouvernement.

§ 2. Chaque parti politique visé au § 1 peut obtenir deux exemplaires ou copies de ce registre à titre gratuit, sur support papier ou sur le support informatisé visé au § 1<sup>er</sup>, au choix du parti, pour autant qu'il dépose une liste de candidats aux élections dans la commune.

La délivrance d'exemplaires ou de copies supplémentaires est faite contre paiement du prix coûtant à déterminer par le collège communal.

Si le parti ne présente pas de liste de candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

(...)

§ 6. Le collège communal ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux §§ 1, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

**Article L4122-34.** § 1<sup>er</sup>. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1<sup>er</sup> n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****12.C1.O10.1**

Province : District électoral : .....

Canton électoral : Commune : .....

**Modèle 14. — DEMANDE DE DELIVRANCE D'EXEMPLAIRES  
OU COPIES DU REGISTRE DES ELECTEURS A UN CANDIDAT**

Monsieur le Bourgmestre,

Je soussigné,

M/Mme .....

candidat à l'élection communale et/ou provinciale (1) dans la circonscription de.....

demande la délivrance de..... copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux (3) de votre commune.

Je m'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Je souhaite obtenir ces copies ou exemplaire sur support papier/informatique5.

Je reconnais avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et je m'engage à m'y conformer.

A ....., le.....2006

Signature,

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****12.C1.O10.1**Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4122-5.** § 1<sup>er</sup>. Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le gouvernement.

(...)

§ 3. Toute personne figurant comme candidat sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection peut obtenir, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et sur le support informatique visé au § 1<sup>er</sup>, pour autant qu'elle en ait fait la demande par lettre recommandée au Bourgmestre et qu'elle s'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le collège communal vérifie, au moment de la délivrance, que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Si le demandeur est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

(...)

§ 6. Le collège communal ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux § 1, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

**Article L4122-34.** § 1<sup>er</sup>. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1<sup>er</sup> n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.B13.E5.1

## Modèle 15. — BULLETINS DE VOTE FRANCOPHONES

Election .....

Circonscription électorale de .....

8 octobre 2006

Election de..... conseillers.

## Instructions pour l'impression du bulletin

1. Le bulletin porte, dans l'ordre, les mentions suivantes :

1° « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial »;

2° « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune;

3° « 8 octobre 2006 »

4° « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers »;

5° Une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage, dans l'ordre déterminé par les tirages au sort successifs; en cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine par tirage au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent. Les listes affiliées obtiennent le numéro d'ordre commun visé par les articles L4142-26 à 31 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, et aucune autre liste ne peut obtenir un de ces numéros, même si aucune liste affiliée n'est présentée dans la commune.

6° Une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum, les sigles ou logos des listes de candidats correspondant aux numéros;

7° Une ligne reprenant la case de tête où l'électeur peut marquer son approbation pour l'ordre de la liste ou en cas de candidature isolée pour le candidat dont le nom figure au-dessous de cette case

8° Pour chaque liste, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l'ordre figurant sur l'acte de présentation, avec les mentions suivantes : le nom et le prénom, précédés d'un numéro d'ordre et suivis de la case où l'électeur marquera son choix. La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm. Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4mm.

9° Un numéro d'identification comportant l'indication chiffrée de la date de l'élection, ainsi que, pour l'élection communale, la mention du numéro INS de la commune et, pour l'élection provinciale, le numéro INS de la province suivi du numéro d'ordre attribué au district.

2. Les mentions du bulletin de vote sont établies en français.

3. Les dimensions des bulletins de vote sont arrêtées comme suit :

1° La largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires.

2° La hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

4. Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le gouvernement met à disposition du président de chaque bureau de circonscription la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l'élection.

5. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales.

6. Il ne peut être fait usage dans un même collège électoral de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.B13.E5.2

## Modèle 16. — BULLETINS DE VOTE BILINGUES FRANÇAIS-ALLEMAND

Election ..... / Wahl von .....

Circonscription électorale/Wahlkreis von de .....

8 octobre 2006/8 Oktober 2006

Election de ..... conseillers/Wahl von ..... Mitgliedern.

**Wahl von ..... Mitgliedern.**

## Instructions pour l'impression du bulletin

1. Le bulletin porte, dans l'ordre, les mentions suivantes :

1° « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial »;

2° « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune;

3° « 8 octobre 2006 »

4° « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers »;

5° Une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage, dans l'ordre déterminé par les tirages au sort successifs; en cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine par tirage au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Les listes affiliées obtiennent le numéro d'ordre commun visé par l'article L4142-26 à 31, et aucune autre liste ne peut obtenir un de ces numéros, même si aucune liste affiliée n'est présentée dans la commune.

6° Une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum, les sigles ou logos des listes de candidats correspondant aux numéros;

7° Une ligne reprenant la case de tête où l'électeur peut marquer son approbation pour l'ordre de la liste ou en cas de candidature isolée pour le candidat dont le nom figure au-dessous de cette case

8° Pour chaque liste, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l'ordre figurant sur l'acte de présentation, avec les mentions suivantes : le nom et le prénom, précédés d'un numéro d'ordre et suivi de la case où l'électeur marquera son choix. La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm. Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4mm.

9° Un numéro d'identification comportant l'indication chiffrée de la date de l'élection, ainsi que, pour l'élection communale, la mention du numéro INS de la commune et, pour l'élection provinciale, le numéro INS de la province suivi du numéro d'ordre attribué au district.

2. Les mentions du bulletin de vote sont établies en français et en allemand, avec priorité au français.

3. Les dimensions des bulletins de vote sont arrêtées comme suit :

1° La largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires.

2° La hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

4. Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le gouvernement met à disposition du président de chaque bureau de circonscription la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l'élection.

5. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales.

6. Il ne peut être fait usage dans un même collège électoral de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.B13.E5.4

## Modèle 17. — BULLETINS DE VOTE BILINGUES ALLEMAND-FRANÇAIS

Wahl von ...../Election .....

Wahlkreis von/Circonscription électorale de .....

8 Oktober 2006/8 octobre 2006

Wahl von ..... Mitgliedern./Election de ..... conseillers.

--

## Instructions pour l'impression du bulletin

1. Le bulletin porte, dans l'ordre, les mentions suivantes :

1° « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial »;

2° « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune;

3° « 8 octobre 2006 »

4° « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers »;

5° Une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage, dans l'ordre déterminé par les tirages au sort successifs; en cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine par tirage au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Les listes affiliées obtiennent le numéro d'ordre commun visé par l'article L4142-26 à 31, et aucune autre liste ne peut obtenir un de ces numéros, même si aucune liste affiliée n'est présentée dans la commune.

6° Une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum, les sigles ou logos des listes de candidats correspondant aux numéros;

7° Une ligne reprenant la case de tête où l'électeur peut marquer son approbation pour l'ordre de la liste liste ou en cas de candidature isolée pour le candidat dont le nom figure au-dessous de cette case

8° Pour chaque liste, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l'ordre figurant sur l'acte de présentation, avec les mentions suivantes : le nom et le prénom, précédés d'un numéro d'ordre et suivi de la case où l'électeur marquera son choix. La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm. Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4mm.

9° Un numéro d'identification comportant l'indication chiffrée de la date de l'élection, ainsi que, pour l'élection communale, la mention du numéro INS de la commune et, pour l'élection provinciale, le numéro INS de la province suivi du numéro d'ordre attribué au district.

2. Les mentions du bulletin de vote sont établies en allemand et en français, avec priorité à l'allemand.

3. Les dimensions des bulletins de vote sont arrêtées comme suit :

1° La largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires.

2° La hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

4. Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le gouvernement met à disposition du président de chaque bureau de circonscription la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l'élection.

5. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales.

6. Il ne peut être fait usage dans un même collège électoral de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****123.BE.B20.1**

Province : ..... Canton électoral : ..... Commune : .....

Bureau de vote/de dépouillement n°..... date de la séance Vote manuel [ ] Vote automatisé

(Biffer la mention inutile) (cocher la mention exacte)

**Modèle 18. — LISTE DES MEMBRES DU BUREAU ELECTORAL  
EN VUE DU PAIEMENT DES JETONS DE PRESENCE**

Transmis au président du bureau principal de canton de ....., le ...../..... 2006.

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE !

VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

M./Mme : .....Président du bureau, tél. ou GSM n°.....

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Secrétaire du bureau

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Secrétaire adjoint (1)

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Assesseur

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Assesseur

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Assesneur

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Assesneur

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

M./Mme : .....Assesneur (1)

Adresse Code postal Commune

| | | | - | | | | | | | | | | - | | | |

Montant Numéro de compte Signature

Le président de ce bureau électoral confirme la présence des personnes dont les noms figurent sur cette liste.

Certifié sincère et complet

Le Secrétaire,

Le Secrétaire adjoint (6),

Le Président,

Les Assesneurs,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : ..... Canton électoral : .....  
 Commune : .....  
 Bureau de vote/de dépouillement n° [ ] Vote manuel [ ] Vote automatisé  
 (Biffer la mention inutile) (cocher la mention exacte)

**Modèle 19. — REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES MEMBRES DU BUREAU ELECTORAL**

A transmettre à l'administration provinciale de (Nom et adresse de la province)  
 POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE !  
 VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Le (la) soussignée :

M./Mme : ..... Tél. ou GSM n° .....

Adresse	Code postal	Commune

Fonction au sein du bureau	Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

Départ (commune où se situe le bureau électoral de l'intéressé (e))	Destination

Nombre de kilomètres parcourus	Nombre de déplacements	Raison des déplacements

A rembourser : .....m x 0,15 €, soit €  
 Total

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 8 janvier 2007 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à ....., le..... 2006

Signature du président du bureau

Signature de l'intéressé(e)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
 E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
 Ph. COURARD



## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.BE.010.1

## Modèle 20. — REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES ELECTEURS

A transmettre à (adresse de l'administration provinciale

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE !

VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Le (la) soussignée :

M./Mme : .....Tél. ou GSM n°.....

Adresse

Code postal

Commune

			-									-		
--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--

Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

Départ (commune où se situe le bureau électoral de l'intéressé (e))

Destination

pour lui-même et les personnes suivantes, membres de la famille, également électeurs, au nombre de .....

M./Mme : ..... M./Mme : .....

M./Mme : ..... M./Mme : .....

M./Mme : ..... M./Mme : .....

Motif du déplacement :

Changement de résidence.

Salariés ou appointés exerçant leur profession à l'étranger ou dans une autre commune que celle où ils doivent voter, ainsi que les membres de leur famille.

Etudiants séjournant, en raison de leurs études, dans une commune autre que celles où ils doivent voter.

Séjour dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé située dans une autre commune que celle où l'électeur doit voter.

A rembourser : ..... x ..... €, soit €

Total

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 8 janvier 2007 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à ....., le ..... 2006

Signature de l'intéressé(e)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.BE.O30.1

Province : .....Canton électoral : .....Commune : .....

Bureau communal/de district/de canton Vote manuel [ ] Vote automatisé

(Biffer la mention inutile) (cocher la mention exacte)

**Modèle 21. — DECLARATION DE CREANCE  
CONCERNANT LES INDEMNITES POUR PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES PARTICULIERES  
DES MEMBRES DES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION ET DE CANTON**

Transmis à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, le ..... 2006.

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE !

VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Je soussigné(e),

M./Mme : .....Tél. ou GSM n°.....

Adresse	Code postal	Commune														
<table border="1"> <tr> <td> </td><td> </td><td> </td><td>-</td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td>-</td><td> </td><td> </td> </tr> </table>						-								-		
			-								-					
Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)																

Déclare avoir effectué les prestations suivantes :

Envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le Code de la démocratie locale, y compris l'expédition des procès-verbaux : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Désignation des membres des bureaux : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Investigations quant à l'éligibilité des candidats : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Encodage numérique des listes et leur transmission : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Correction des doubles candidatures suite à la vérification par le Gouvernement : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Rédaction et envoi du rapport d'impression (uniquement dans les bureaux de circonscription à vote manuel) :

oui / non, pour une durée de ..... heures.

Mise à jour des écrans de vote (uniquement dans les bureaux de circonscription à vote automatisé) : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Communication de la liste officielle des candidats aux candidats et aux déposants qui le demandent : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Organisation de la livraison des bulletins de vote : oui / non, pour une durée de ..... heures.

Autres (mentionner la nature de la (des) prestation(s)) : .....

Je joins à la présente, pour chacune des prestations visées ci-dessus, les pièces justificatives éventuelles.

Par ailleurs, je joins à la présente le justificatif, modèle 22, attestant de la nécessité de la tâche visée au 9°.

Le président de ce bureau électoral atteste de l'exactitude de cette déclaration.

Certifié sincère et complet

Le Président,

Le déclarant,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : .....Canton électoral : .....Commune : .....

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

**123.BE.O30.2**

Bureau communal/de district/de canton Vote manuel [ ] Vote automatisé

(Biffer la mention inutile) (cocher la mention exacte)

**Modèle 22. — ATTESTATION  
JUSTIFIANT DE LA NECESSITE D'UNE TACHE EXCEPTIONNELLE SPECIFIQUE (A ANNEXER AU MODELE 21)**

Je soussigné(e), M/Mme .....

Déclare avoir effectué la ou les tâche(s) suivante :

.....

Cette tâche était justifiée en raison des motifs suivants :

.....

Il m'était par ailleurs impossible d'effectuer cette tâche durant mes heures de travail normales pour les motifs suivants :

.....

Certifié sincère et complet

A....., le .....2006

Le déclarant,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : ..... Canton électoral : ..... Commune : .....

Bureau communal/de district/de canton  Vote manuel  Vote automatisé

(Biffer la mention inutile) (cocher la mention exacte)

**Modèle 23. — DECLARATION DE CREANCE AFFERENTE AUX FRAIS REELS  
DES MEMBRES DES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION ET DE CANTON**

Transmis à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, le ..... 2006.

**POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE !**

**VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !**

Je soussigné(e),

M./Mme : ..... Président/Secrétaire/Assesseur (biffer la mention inutile)  
du bureau, tél. ou GSM n° .....

Adresse Code postal Commune

	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse; border-top: 1px solid black;"> <tr> <td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;">-</td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;">-</td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td><td style="width: 2%;"> </td> </tr> </table>						-								-					
					-								-							
Montant	Numéro de compte	Signature																		

Déclare qu'il m'est dû le remboursement de frais réels, pour le montant global spécifié ci-dessus, et afférents aux tâches suivantes :

Reproduction de documents : oui / non, pour un montant de ..... euros;

Communications par télécopieur : oui / non, pour un montant de ..... euros;

Appels téléphoniques : oui / non, pour un montant de ..... euros;

Papeterie : oui / non, pour un montant de ..... euros;

Transport des accessoires : oui / non, pour un montant de ..... euros;

Autres frais semblables : oui / non, pour un montant de ..... euros.

Origine et justification de ces frais : .....

Je joins à la présente, pour chacun des frais visés ci-dessus, les pièces justificatives éventuelles.

Le président du bureau électoral atteste de l'exactitude de cette déclaration.

Certifié sincère et complet

Le Président,

Le déclarant,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

**20.B20P.BE.1**

Province : ..... District électoral : .....

Canton électoral : ..... Commune : .....

Vote manuel [ ] Vote automatisé (cocher la mention exacte)

**Modèle 24a. — TABLEAU DE COMPOSITION DU BUREAU DE CANTON, ET DES BUREAUX DE DEPOUILLEMENT PROVINCIAL**

Le Président du Bureau de Canton atteste que le Bureau de Canton, et les bureaux de dépouillement provincial sont composés comme suit (2) :

**Bureau de Canton**

	Nom et prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du Registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					

%

**Bureau de dépouillement provincial n° ..... (8) , siégeant à .....(9)**

	Nom et prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du Registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					

A ..... 2006,

Le Président du Bureau de Canton,

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-7.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3 § 2.

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3 § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7 § 1 1° et 2°.

(...)

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

**Article L4125-8.** Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provincial selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

## 12.B30P.BE.1

Province : .....District électoral : .....

Canton électoral : .....Commune : .....

Vote manuel [ ] Vote automatisé (cocher la mention exacte)

Modèle 24b. — TABLEAU DE COMPOSITION DU BUREAU COMMUNAL, DES BUREAUX DE VOTE  
ET DES BUREAUX DE DEPOUILLEMENT COMMUNAL

Le Président du Bureau communal atteste que le Bureau communal, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement communal sont composés comme suit (10) :

## Bureau communal

	Nom et prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du Registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					

%

## Bureau de vote n°.....(11), siégeant à .....(12)

	Nom et prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du Registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Secrétaire adjoint <sup>13</sup>					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur <sup>3</sup>					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant (3)					

Bureau de dépouillement communal n° .....(14), siégeant à .....(15)

	Nom et prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du Registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					
Assesneur suppléant					

A ....., le ..... 2006,

Le Président du Bureau communal,



**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****12.B30P.BE.1**Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 4. Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

**Article L4125-3.** (...)

§ 2. Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, selon le rang d'ancienneté;

2° les juges de paix ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

3° les juges du tribunal de police ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

4° les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires;

5° les notaires;

6° les titulaires de fonctions du niveau A ou B relevant de la Région wallonne, et les titulaires d'un grade équivalent relevant de l'Etat fédéral, de la Communauté française, de la Communauté germanophone, des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le personnel enseignant;

8° les stagiaires du parquet;

9° au besoin les personnes désignées parmi les électeurs de la commune occupant ailleurs des fonctions équivalentes à celles définies au point 6°.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral.

Les autorités publiques occupant des personnes visées à l'alinéa précédent sous 6° et 7°, communiquent les nom, prénoms, adresse et profession de ces personnes aux administrations communales où elles ont leur résidence principale.

(...)

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3 § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7 § 1 1° et 2°.

(...)

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Notes

(1) Biffer les mentions non-applicables

(2) Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales.

(3) Biffer les mentions non-applicables

(4) Biffer les mentions non-applicables

(5) 1. Biffer les mentions non-applicables  
2. Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales  
3. Biffer les mentions non-applicables  
4. Biffer les mentions non-applicables

(6) (en cas de vote automatisé)

(7) Il convient de compléter le présent tableau en fonction du nombre effectif de bureaux de dépouillement

(8) Indiquer le numéro tel qu'attribué par le Président du Bureau de Canton

(9) Indiquer l'adresse complète

(10) Il convient de compléter le présent tableau en fonction du nombre effectif de bureaux de vote et de dépouillement

(11) Chaque bureau de vote se voit attribuer une section d'électeurs. Il convient d'indiquer le numéro de la section d'électeurs correspondante tel qu'il est attribué par le Gouverneur conformément à l'article L4123-1 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

(12) Indiquer l'adresse complète

(13) A ne remplir qu'en cas de vote automatisé

(14) Indiquer le numéro tel qu'attribué par le Président du Bureau communal

(15) Indiquer l'adresse complète

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2621

[2006/202122]

**22. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, insbesondere der Artikel L4122-5, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-1 und 2, L4135-1 bis 4, L4142-37, L4143-3 und 7, L4231-1 und L4151-2;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 84 § 1 Absatz 1, Nr. 2°, wobei die Dringlichkeit wie folgt begründet wird :

„Die Begründung der Dringlichkeit liegt in dem Zeitplan und in der Notwendigkeit, die Organisation der Wahlen im Oktober 2006 nicht zu gefährden. In dieser Hinsicht ist es erforderlich, den am Wahlverfahren beteiligten Operatoren alle Anweisungen vor den Sommerferien zukommen zu lassen.

Die dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung unterbreiteten Erlassentwürfe genügen den bei der Verfassung des Dekrets geltenden Zielen, nämlich :

— das etwas uneinheitliche Korpus der von der föderalen Ebene verabschiedeten Erlasse koordinieren, indem sie thematisch nach dem Leitfaden der Reihenfolge der verschiedenen Wahlverrichtungen gruppiert werden, wobei die Abänderungen, die sich aus dem Entwurf des Dekrets zur Abänderung von Teil IV, Buch I des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ergeben, eingearbeitet werden. Diese Koordinierung soll für größere Transparenz sorgen und die Gefahr einer Verwirrung seitens der durch die verschiedenen Maßnahmen betroffenen Personen vermeiden;

— die so koordinierten Texte an die institutionelle Wirklichkeit anpassen“.

Aufgrund des am 4. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens des „Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne“ (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 11/2006;

Aufgrund des am 13. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 40.637/4;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Die Wahlkollegien

*Abschnitt 1 — Einberufung der Wahlkollegien im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen*

**Artikel 1** - Öffnungs- und Schließungszeiten der Wahllokale, in denen eine automatisierte Wahl stattfindet.

Die Wahllokale in den Gemeinden, die laut Art. 12 des vorliegenden Erlasses für die automatisierte Wahl bestimmt worden sind, sind von 8 bis 15 Uhr geöffnet.

Die Wähler, die zum Zeitpunkt der Schließung der Wahllokale noch immer in der Warteschlange stehen, werden noch zur Wahl zugelassen.

**Art. 2** - Anzahl der im Wahllokal, in dem eine automatisierte Wahl stattfindet, zugelassenen Wähler

In den gemäß Art. 12 für das automatisierte Wahlverfahren bestimmten Wahlkantonen und Gemeinden beträgt die Anzahl zur Wahl zugelassener Wähler pro Wahlsektion neunhundert, was fünf Wahlapparaten pro Wahlsektion und 180 Wählern pro Wahlapparat entspricht.

**Art. 3** - Anweisungen für die Wähler

Der Wortlaut der Anweisungen für die Wähler in Wahllokalen, in denen mit Papierstimmzetteln gewählt wird, steht auf dem beiliegenden Muster 1.

Der Wortlaut der Anweisungen für die Wähler in Wahllokalen mit automatisierter Stimmabgabe steht auf dem beiliegenden Muster 2.

*Abschnitt 2 — Muster der Wahlaufforderung für die Wähler*

**Art. 4** - Die Wahlaufforderungen für belgische Wähler für die verschiedenen Wahlen werden auf weißem Papier gedruckt.

Ausländische Wähler - ob Angehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht -, die im Wählerregister eingetragen sind, erhalten eine Wahlaufforderung in blauer Farbe.

**Art. 5** - Die Wahlaufforderungen für die belgischen Wähler werden gemäß dem beiliegenden Muster 3 erstellt.

**Art. 6** - § 1. Für ausländische Wähler, ob Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht, werden die Wahlaufforderungen für die Gemeinderatswahlen gemäß dem beiliegenden Muster 4 erstellt.

§ 2. Die Wahlaufforderungen der Wähler, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben „C“.

Die Wahlaufforderungen der Wähler, die keine Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben „E“.

**Art. 7** - In der Gemeinde Comines-Warneton werden die Wahlaufforderungen für die belgischen Wähler werden gemäß dem beiliegenden Muster 5 erstellt.

Die Wahlaufforderungen für Staatsangehörige der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und für Staatsangehörige von Drittstaaten werden gemäß dem beiliegenden Muster 6 erstellt, wobei die in Art. 6 § 2 vorgesehenen Angaben übernommen werden.

**Art. 8** - § 1. Im Falle einer außerordentlichen Wahl eines Gemeinde-, Sektoren- oder Provinzialrates werden die Wahlaufforderungen gemäß dem beiliegenden Muster 7 erstellt.

§ 2. Das in § 1 vorgesehene Muster findet Anwendung auf die belgischen Wähler, auf die Wähler, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, und auf die Wähler, die Staatsangehörige eines Drittstaates sind, wobei davon auszugehen ist, dass die EU- und Nicht-EU-Staatsangehörigen für die Wahl des Provinzialrats nicht wählen dürfen.

**Art. 9** - § 1. In Anwendung von Art. L4124-1 § 6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden der Wortlaut der Anweisungen für den Wähler in Übereinstimmung mit § 2 und 3 des vorliegenden Artikels sowie der in Art. L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen angegeben.

§ 2. Dieser Wortlaut steht auf dem beiliegenden Muster 8 für die Gemeinden, wo mit Papierstimmzetteln gewählt wird.

§ 3. Dieser Wortlaut steht auf dem beiliegenden Muster 9 für die Gemeinden mit automatisierter Wahl.

#### Abschnitt 3 — Wahl mittels Vollmacht

**Art. 10** - § 1. Das Vollmachtsformular, das bei den Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenwahlen zu verwenden ist, entspricht dem Muster 10 in der Anlage.

§ 2. Die Bescheinigung, die der Bürgermeister den Wählern ausstellen muss, die gemäß Artikel L4132-1 § 1 Nr. 7° des besagten Kodex ermächtigt sind, aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes, der nicht aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen gerechtfertigt ist, mittels Vollmacht zu wählen, entspricht dem Muster 11, das in der Anlage beigefügt ist.

Diese Bescheinigung wird bei Fehlen einer Bescheinigung des Reiseveranstalters ausgehändigt.

#### Abschnitt 4 - Hilfeleistung bei der Wahl

**Art. 11** - Die in Artikel 4133-2, § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Erklärung bezüglich der Hilfeleistung bei der Wahl wird auf einem Formular ausgestellt, das dem vorliegenden Erlass beigefügten Muster 12 entspricht. Dieses Formular wird von dem Gemeindesekretariat kostenlos ausgestellt.

In der Erklärung werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet.

#### KAPITEL II — Bestimmung der Wahlkantone, in denen ein automatisiertes Wahlverfahren angewandt wird

**Art. 12** - § 1. In Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. März 1998 zur Ersetzung des Königlichen Erlasses vom 18. April 1994 zur Bestimmung der Wahlkantone, in denen ein automatisiertes Wahlverfahren angewandt wird, wird in den nachstehend aufgelisteten Wahlkantonen für die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006 ein automatisiertes Wahlsystem angewandt :

1° Provinz Hennegau :

Wahlkantone von Lens und Frasnes-lez-Anvaing.

2° Provinz Lüttich :

Wahlkantone von Lüttich, Visé, Bassenge, Fléron, Herstal, Grâce-Hollogne, Aywaille, Saint-Nicolas, Seraing, Verlaine, Eupen und Sankt-Vith.

3° Provinz Luxemburg :

Wahlkanton von Durbuy.

§ 2. In Anwendung des ministeriellen Erlasses vom 10. März 1999 zur Festlegung der Reihenfolge der Stimmabgabe bei gleichzeitigen Wahlen in den Kantonen und Gemeinden, die ein automatisiertes Wahlsystem anwenden, findet die Stimmabgabe bei der Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte in folgender Reihenfolge statt : der Provinzialrat und der Gemeinderat.

Bei gleichzeitigen Wahlen zur Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte und bei der Wahl der Sektorenräte erfolgt die Stimmabgabe in folgender Reihenfolge : der Provinzialrat, der Gemeinderat und der Sektorenrat.

#### KAPITEL III — Ausstellung des Wählerregisters

**Art. 13** - § 1. In Übereinstimmung mit Art. L4122-5 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung haben die von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen das Recht, sich Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald dieses ausgestellt ist, sofern sie sich schriftlich und auf einer gemeinsamen Urkunde dazu verpflichten, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag muss per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben gestellt werden.

Der Antrag muss gemäß dem beigefügten Muster 13 aufgestellt werden.

§ 2. In Übereinstimmung mit Art. L4122-5 § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hat jeder Kandidat das Recht, sich gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald er seine Kandidatur hinterlegt hat, sofern er sich dazu verpflichtet, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag muss per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Der Antrag muss gemäß dem beigefügten Muster 14 aufgestellt werden.

**Art. 14** - Für die Ausstellung der Abschriften des Wählerregisters nach Art. L4122-5, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ist das Gemeindekollegium verpflichtet, ein Dateiformat zu benutzen, dessen Struktur es ermöglicht, die enthaltenen Daten direkt in eine Anwendung zu importieren, anhand deren sie auf mehrfache Weise verarbeitet werden können, und insbesondere die Ausstellung von Wählerlisten mit bestimmten Auswahlkriterien ermöglichen.

KAPITEL IV — *Stimmzettel*

**Art. 15** - Angaben zum Kandidaten in Anwendung von Artikel L4142-4 § 5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

§ 1. In seiner Vorschlagsurkunde erwähnt der Kandidat nach seiner vollständigen Identität den Namen unter dem er auf der in Art. L4142-37, § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Plakat und dem Stimmzettel eingetragen werden möchte. Der Kreisvorstand wird diese Angaben benutzen, um diejenigen Angaben festzulegen, die auf dem Stimmzettel vermerkt werden.

§ 2. Auf dem Stimmzettel darf nur ein Vorname angegeben werden, wobei zusammengesetzte Vornamen als ein Vorname gelten.

Der gewählte Vorname muss unter den in der Geburtsurkunde angegebenen Vornamen erscheinen.

§ 3. Der Kreisvorstand kann einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und dem Stimmzettel einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern durch die Benutzung dieses anderen Vornamen keine Verwechslung mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person entsteht und die folgenden Regeln beachtet werden :

1° Der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist : in diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf dem Stimmzettel drucken zu lassen;

2° Der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt : z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf dem Stimmzettel gedruckt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen : der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter, einem Notar oder einem Bürgermeister ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde, der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf dem Stimmzettel vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

§ 4. Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

**Art. 16** - Formulierung des Stimmzettels

§ 1. Zur Anwendung von Art. L4142-37 § 1 formuliert der Kreisvorstand den Stimmzettel in Übereinstimmung mit den nachstehenden Modalitäten.

§ 2. Auf dem Stimmzettel stehen die nachstehenden Angaben in folgender Reihenfolge :

1° "Wahl des Gemeinderats" oder "Wahl des Provinzialrats";

2° "Wahlkreis von" gefolgt durch den Namen des Distrikts oder der Gemeinde;

3° "8. Oktober 2006"

4° "Wahl von", gefolgt durch die Anzahl zu besetzender Mandate, gefolgt durch "Ratsmitgliedern";

5° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Nummer jeder Liste von Kandidaten, die sich zur Wahl vorstellen, angeführt wird, in der durch die aufeinanderfolgenden Auslosungen gegebenen Reihenfolge;

6° Eine höchstens 30 mm breite Zeile, in der in höchstens 10 mm hohen Buchstaben die Listenkürzel und Logos der den Nummern entsprechenden Kandidatenlisten zu lesen sind;

7° Eine Zeile, in der das Feld am Kopf der Liste steht, wo der Wähler seine Zustimmung zur Reihenfolge in der Liste oder, im Falle einer einzigen Kandidatur, für den Kandidaten, dessen Name unter diesem Feld steht, ausdrücken kann;

8° Für jede Liste, die notwendige Anzahl Zeilen, um alle Kandidaten anführen zu können, in der in der Vorschlagsurkunde angegebenen Reihenfolge und mit folgenden Angaben : Name und Vorname gemäß Art. 15, denen eine laufende Nummer vorangestellt wird, und gefolgt durch das Feld, wo der Wähler seine Stimme abgibt. Die Höhe des Feldes darf drei Textzeilen und 20 mm nicht überschreiten.

Die Stimmfelder sind schwarz und weisen in der Mitte einen kleinen in der Farbe des Papiers gehaltenen Kreis von vier Millimetern Durchmesser auf.

9° Eine Kennnummer, die das Datum der Wahl in Ziffern sowie für die Gemeindewahl die "INS"-Nummer der Gemeinde und für die Provinzialwahl die "INS"-Nummer der Provinz, gefolgt durch die dem Distrikt zugeteilte laufende Nummer, enthält.

§ 3. Die Vermerke auf dem Stimmzettel werden in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Muster 15 in Französisch abgefasst außer für die folgenden Gemeinden :

1° In Malmedy und in Weismes wird der Stimmzettel in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Muster 16 erstellt, in Französisch und in Deutsch, mit Vorrang für die französische Sprache.

2° In Amel (Amblève), Büllingen (Bullange), Burg-Reuland, Bütgenbach, Eupen, Kelmis (La Calamine), Lontzen, Raeren und Sankt-Vith (Saint-Vith) wird der Stimmzettel in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Muster 17 erstellt, in Deutsch und in Französisch, mit Vorrang für die deutsche Sprache.

**Art. 17** - Formen des Stimmzettels in Anwendung von Artikel L4142-37 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

§ 1. Für die Gemeinde- und Provinzialwahlen werden die Abmessungen der Stimmzettel wie folgt festgelegt :

1° Die Breite des Stimmzettels ist 6 cm für eine Liste zuzüglich 4 cm für jede zusätzliche Liste.

2° Die Höhe des Stimmzettels ist 18 cm für neun Mandate zuzüglich 2 cm für jeweils zwei zusätzliche Mandate.

§ 2. Die Stimmzettel bestehen aus einem Einzelblatt. Die Regierung stellt dem Vorsitzenden jedes Kreisvorstands die für die Wahl notwendige Menge Wahlpapier zur Verfügung.

§ 3. Das Papier ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen und rosa für die Sektorenwahlen.

§ 4. Innerhalb eines selben Wahlkreises dürfen keine Stimmzettel unterschiedlichen Formats benutzt werden. In allen Fällen müssen die bei ein und derselben Wahl verwendeten Stimmzettel absolut identisch sein.

**Art. 18** - Musterblatt

In Anwendung von Art. L4143-7 § 3 erhält jedes Wahlbüro gleichzeitig mit den ihm bestimmten Stimmzetteln ein blanko Blatt Wahlpapier mit den Abmessungen des Stimmzettels ihres Kreises; auf diesem Blatt wird die Stelle angegeben, wo der Stempel gedrückt wird, bevor der Stimmzettel dem Wähler übergeben wird.

KAPITEL V — *Wahlkosten**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 19** - § 1. Die Provinzen schließen die Verträge ab, die für die Zahlung der in Art. L4135-2, § 2 erwähnten Wahlkosten notwendig sind, und sorgen für die Zahlung der Schuldforderungen. Danach tätigen sie die entsprechenden Beitreibungen bei den Gemeinden ihres Zuständigkeitsgebiets auf Grundlage der jeweiligen Zahl der eingetragenen Wähler.

Wenn in der Provinz bestimmte Gemeinden ein automatisiertes Wahlverfahren anwenden, sind diese jedoch von der Verteilung ausgenommen, was die Beitreibung der Kosten angeht, die durch die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der kommunalen und provincialen Wahlbürovorstände entstehen, da die Bildung dieser Vorstände der Stimmabgabe mittels Papierstimmzetteln eigen ist.

§ 2. Die Anwesenheitsgelder werden auf der Grundlage der Liste der anwesenden Mitglieder des Wahlvorstands ausgezahlt, die der Vorsitzende des betroffenen Wahlvorstands zustellt. Diese Liste wird gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 18 aufgestellt.

§ 3. Für die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Wahlvorstände der Provinz schließt jede Provinz mit dem Unternehmen DIE POST auf Grundlage der Vereinbarung zwischen diesem Unternehmen und der Wallonischen Region einen Vertrag zur Ausführung der Zahlung der Anwesenheitsgelder per Überweisung auf die Finanzkonten der Mitglieder der Wahlvorstände ab.

§ 4. Mitglieder von Wahlvorständen, die Anspruch auf eine Fahrkostenentschädigung haben, übermitteln ihre Forderungsanmeldung der Provinz. Diese Forderungsanmeldung wird in Übereinstimmung mit dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 19 aufgestellt und gibt die Adresse der Provinz an.

§ 5. Die Wähler, die in Art. 20 des vorliegenden Erlasses erwähnt sind, und die Erstattung ihrer Fahrkosten beantragen, erstellen ihre Forderungsanmeldung mittels des vorliegendem Erlass beigefügten Musters 20, auf dem die Adresse der Provinz stehen muss.

Auf der Grundlage einer zwischen jeder Provinz und der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen abgeschlossenen Vereinbarung fakturiert letztere der betreffenden Provinz die Kosten für die Fahrten der betreffenden Wähler, die einen kostenlosen Fahrausweis erhalten haben. Auf ihren Rechnungen erwähnt die NGBE den NGBE-Code der Provinz, der auf den Wahlaufforderungen steht.

§ 6. Jede Provinz schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung der Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen und zahlt die betreffenden Kosten.

*Abschnitt 2 — Erstattung der Fahrkosten bestimmter Wähler*

**Art. 20** - § 1. Die in Art. L4135-4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Wähler können sich binnen drei Monaten nach der Wahl an den Provinzgreffier ihrer Provinz richten, um die Rückerstattung ihrer Fahrkosten zu erhalten.

Der Antrag wird auf einem Formular erstellt, der dem diesem Erlass beigefügten Muster 20 entspricht, und dem folgende Dokumente beigefügt werden :

- a) die vom Wahlbürovorstand abgestempelte Wahlaufforderung;
- b) eine Bescheinigung über die Eintragung in den Bevölkerungsregistern, wenn es sich um Wähler handelt, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen müssen;
- c) Eins der folgenden Dokumente :

1° eine Bescheinigung des Arbeitgebers, aus der ersichtlich ist, dass sie von ihm bezahlt werden, wenn es sich um Wähler handelt, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind und die entweder im Auftrag im Ausland sind oder ihren Beruf in einer anderen Gemeinde ausüben als der, in der sie wählen müssen;

2° eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt, aus der ersichtlich ist, dass sie ordnungsgemäß eingetragen sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;

3° eine Bescheinigung der Leitung des Aufnahmezentrums, der Pflegeanstalt oder der Gesundheitseinrichtung, aus der ersichtlich ist, dass sie dort aufgenommen oder in Behandlung sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aus medizinischen oder gesundheitlichen Gründen in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;

- d) ggf. der benutzte Fahrschein der öffentlichen Verkehrsmittel.

§ 2. Die Kosten werden auf Grundlage des Tarifs für den Personentransport in 2. Klasse rückerstattet, so wie er am Tag der Wahl von der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen angewandt wird.

§ 3 - Wähler, die für ihre Reise die Linien der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen benutzen, können, anstatt die Erstattung ihrer Kosten zu beantragen, eine kostenlose Fahrkarte zweiter Klasse erhalten, wenn sie am Abfahrtsbahnhof ihre Wahlaufforderung und ihren Personalausweis, sowie eins der in § 1 vorgesehenen Dokumente vorlegen.

Der ausgestellte Fahrschein ist vom Freitag vor dem Wahltag bis zum nächsten Sonntag gültig. Er kann für die Rückfahrt nur auf Vorlage der ordnungsgemäß vom Wahlbürovorstand abgestempelten Wahlaufforderung gebraucht werden.

*Abschnitt 3 — Anwesenheitsgeld und Entschädigungen für die Mitglieder der Wahlvorstände*

**Art. 21** - Anwesenheitsgeld - Grundbetrag in Ausführung von Art. L4135-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

§ 1. Der Grundbetrag des Anwesenheitsgelds, das die Mitglieder der Wahlvorstände für jede im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Sitzung erhalten, beträgt 12,50 Euro.

§ 2. Unter Berücksichtigung der Last und der Verantwortlichkeiten, die von den Vorsitzenden und Mitgliedern der Kreis- und Kantonvorstände ausgeübt werden, wird der Betrag des Anwesenheitsgelds wie folgt angepasst :

- für die Vorsitzenden der Kreis- und Kantonvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit sechs multipliziert;
- für die Mitglieder der Kreis- und Kantonvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit vier multipliziert.

§ 3. Der Grundbetrag der Anwesenheitsgelder für die Vorsitzenden, Mitglieder, Sekretäre und beigeordneten Sekretäre der Wahlbüros mit automatisierter Stimmabgabe wird mit 1 1/2 multipliziert.

**Art. 22** - Durch das Anwesenheitsgeld gedeckte Sitzungen

§ 1. Die von den Mitgliedern der Wahlvorstände erhaltenen Anwesenheitsgelder dienen zur Erfüllung ihrer bürgerlichen Pflicht und decken die Gesamtheit der Versammlungen, die diese Vorstände in Übereinstimmung mit dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung abhalten müssen.

§ 2. Für die Wahlvorstände handelt es sich um die Sitzung zur Aufnahme der Wähler, die gekommen sind, um ihre Stimme abzugeben.

Für die Zählbürovorstände handelt es sich um die Sitzung zur Auszählung der Stimmen aus den Urnen, für die sie verantwortlich sind.

Für die automatisierten Wahlbüros erfolgen die Wahl- und Auszählungsvorgänge in einer einzigen Sitzung.

§ 3. Für die Kreisvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Entgegennahme der Wahlvorschläge, zur Prüfung der Zulässigkeit der Vorschläge, zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten, zum Empfang der Beschwerden gegen Kandidaturen und der Einsprüche gegen die Zurückweisung bestimmter Kandidatenlisten, zur Hinterlegung der Berichtigungsurkunden, zum endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten, zur provinziellen und kommunalen Auslosung, zur Formulierung, Ausstellung und Aufsicht über den Druck der Stimmzettel, zur Aufsicht über die Herstellung der Wahlbildschirme, zu Listengruppierungserklärungen, zur Ausbildung und Eidesleistung der Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände, zur Verteilung der Sitze zwischen den Listen am Tag der Wahl, zur Bestimmung der Gewählten und Ersatzmitglieder und zur Listenverbindung.

§ 4. Für die Kantonvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Ausbildung der Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände und um die Sitzung zur Stimmenauszählung.

**Art. 23** - Vergütungen für außerordentliche Leistungen

§ 1. Neben den in Art. 22 des vorliegenden Erlasses aufgelisteten Sitzungen, für die nur ein Anwesenheitsgeld beansprucht werden kann, können die Mitglieder der Kreisvorstände und Kantonvorstände dazu gebracht werden, für den guten Ablauf der Wahlen notwendige Aufgaben zu erfüllen, die sich jedoch nicht auf eine Vorstandssitzung beziehen. Diese Aufgaben betreffen insbesondere die Sendung der durch das Dekret verlangten Schreiben, Aufstellungen und Tabellen einschließlich des Versands der Protokolle, das Verfahren zur Bestimmung der Vorstandsmitglieder, die Maßnahmen zur Untersuchung der Wählbarkeit der Kandidaten, die digitale Codierung der Listen und ihre Übermittlung, die Korrekturen anschließend an die Überprüfung von Doppelkandidaturen durch die Regierung, die Abfassung und der Versand des Druckberichts an die Kreisvorstände, wo die Stimmabgabe mittels Papierstimmzetteln vorgenommen wird, die Aktualisierung der Wahlbildschirme in den Kreisvorständen, wo die Stimmabgabe automatisiert ist, die Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an letztere und an die Anmelder, die es beantragen, die Organisation der Lieferung der Stimmzettel durch den Vorsitzenden des Kreisvorstands, die Übermittlung der Auszüge aus dem Auszählungsprotokoll der Wahl an die Gewählten.

Um diese Aufgaben durchzuführen, setzt das Gemeindegremium dem Vorsitzenden des Kreisvorstands, auf Antrag des Letzteren, das zur Erfüllung seiner Aufgabe notwendige Personal und Material zur Verfügung, in Anwendung von Art. L4145-5 § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

Das Gemeindegremium legt ebenfalls die Vergütung fest, die die Gemeinde den insbesondere als Rechengehilfen bestimmten Personen zu zahlen hat. Diese Rechengehilfen werden sowohl bei der manuellen als auch der automatisierten Stimmabgabe eingeschaltet.

§ 2. In Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 28. August 1963 über die Fortzahlung des normalen Lohns der Arbeiter, der Hausangestellten, der Angestellten und der auf Binnenschiffen angeheuerten Arbeitnehmer für Abwesenheitstage bei familiären Ereignissen oder zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten oder ziviler Aufträge haben die unter Arbeitsvertrag eingestellten Bediensteten das Recht, ihre Arbeit während der nötigen Zeit, die höchstens fünf Tage beträgt, zu verlassen, um ihre staatsbürgerlichen Pflichten auszuüben, wobei sie ihre normale Entlohnung weiter beziehen. Statutarische Bedienstete des föderalen, regionalen, gemeinschaftlichen, provinziellen und kommunalen öffentlichen Dienstes haben Anspruch auf ähnliche Bestimmungen auf der Grundlage ihres jeweiligen Statuts.

Nur die unter § 1 beschriebenen Aufgaben dürfen also Gegenstand einer Vergütung sein, sofern sie außerhalb der normalen Arbeitsstunden der Mitglieder der betroffenen Vorstände in der Ausübung ihres Berufs stattfinden.

§ 3. Die Forderungsanmeldung betreffend die gemäß § 1 geleisteten Aufgaben wird an die Provinzialverwaltung des Zuständigkeitsgebiets des Kreis- oder Kantonvorstands gerichtet; ihr werden die Aufstellung der geleisteten Stunden und ggf. Belege beigefügt. Diese Forderungsanmeldung wird gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 21 aufgestellt.

§ 4. Anträge auf Entschädigung gemäß § 2 für eine Aufgabe, die nicht ausdrücklich in der Liste gemäß § 1 des vorliegenden Artikels erwähnt wäre, müssen Gegenstand einer Bescheinigung aufgrund des vorliegendem Erlass beigefügten Musters 22 sein, in der die Notwendigkeit dieser Aufgabe im Wahlverfahren und die Unmöglichkeit, sie während den normalen Arbeitsstunden zu verrichten, nachgewiesen werden.

Die Vergütung für diese Aufgaben erfolgt auf der Grundlage dieser Forderungsanmeldung.

**Art. 24** - Rückzahlung der Kosten der Kreis- und Kantonvorstände

Die tatsächlichen Kosten, die die Kreis- und Kantonvorstände im Rahmen ihrer Aufgabe gemacht haben, sind Gegenstand einer Rückzahlung auf Grundlage einer Forderungsanmeldung gemäß dem beigefügten Muster 23, der die entsprechenden Belege beigefügt werden. Die Forderungsanmeldung wird der zuständigen Provinzialverwaltung übermittelt. Diese Kosten betreffen die Vervielfältigung von Unterlagen, die Fax-Mitteilungen, die Telefonanrufe, die Büro- und Schreibwaren, den Transport von Zubehör und sonstige gleichartige Ausgaben.

*Abschnitt 4* — Fahrkosten in Ausführung von Art. L4135-3 § 4 und 5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

**Art. 25** - § 1. Die den Mitgliedern der Wahlvorstände gewährte Fahrtkostenentschädigung ist auf 0,15 EUR pro zurückgelegten Kilometer festgelegt.

§ 2. Die gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 20 erstellte Schuldforderung wird der zuständigen Provinzialverwaltung binnen drei Monaten nach der Wahl übermittelt.

*Abschnitt 5 — Deckung der Risiken infolge von Unfällen,  
die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen können - Ausführung von Artikel L4135-2 § 2 4.*

**Art. 26 - Abschluss einer Versicherungspolice**

§ 1. Jede Provinz schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung von körperlichen Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände bei den Wahlen sowohl in der Ausübung ihres Amtes als auch auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zustoßen können.

§ 2. Diese Versicherung deckt die körperlichen Schäden, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zustoßen.

§ 3. Sie deckt ebenfalls die zivilrechtliche Haftung für Schäden, die Mitglieder der Wahlvorstände Drittpersonen durch eigenes Zutun oder Verschulden in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zufügen.

Untereinander gelten die Versicherten als Drittpersonen.

§ 4. Der Begriff "Weg vom Wohnsitz des Versicherten zum Tagungsort seines Vorstandes und zurück" wird gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle, abgeändert durch das Gesetz vom 12. Juli 1971, bestimmt.

**Art. 27 - Im Versicherungsvertrag bestimmte Personen**

§ 1. Unter "Versicherten" sind zu verstehen :

1° die Mitglieder der Zentralwahlvorstände der Bezirke, der Hauptwahlvorstände der Provinzen, der Distrikt-, Kanton- und Gemeindevorstände sowie der Wahl- und Zählbürovorstände ausschließlich der Zeugen, aber einschließlich der Ersatzbeisitzer, die vom Vorsitzenden des Vorstandes, für den sie bestimmt worden sind, ausdrücklich zum Erscheinen aufgefordert werden;

2° für die Deckung des in Art. 26, § 2 beschriebenen Risikos die unter Nr. 1° weiter oben erwähnten Personen sowie die Bediensteten der Wallonischen Region, die vom Minister der inneren Angelegenheiten bestimmt werden, um an der Organisation der Wahlen mitzuwirken.

§ 2. Mitglieder der Wahlvorstände, die der durch das Gesetz vom § 2. Juli 3 über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle, Wegeunfälle und Berufskrankheiten im öffentlichen Sektor eingeführten Regelung unterliegen, sind von der in § 1 erwähnten Deckung ausgeschlossen.

Decken eine beziehungsweise mehrere Versicherungen ganz oder teilweise die Risiken, die auch durch vorliegenden Artikel gedeckt werden, bildet die in § 2 erwähnte Versicherung nur eine Ergänzung, nach Erschöpfung dieser Versicherungen.

**Art. 28 - Vom Versicherungsvertrag gedeckte Periode**

§ 1. Die Versicherung läuft je nach Kategorie der zusammzusetzenden Wahlvorstände ab dem Datum, das durch den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung für die erste Tagung festgelegt ist.

Sie endet am Datum, an dem diese Vorstände all ihre Verrichtungen durchgeführt haben.

§ 2 - Die Prämie, die dem Versicherer in Anwendung des Versicherungsvertrags gezahlt wird, ist Gegenstand einer Erstattung, die sich auf die Hälfte der Differenz zwischen fünfundachtzig Prozent des Prämienbetrags und dem Betrag der Ausgaben beläuft.

Unter Ausgaben sind die Beträge, die für Unglücksfälle gezahlt werden, und Rückstellungen für eventuell noch abzuwickelnde Unglücksfälle zu verstehen.

*KAPITEL VI - Preis der Abschriften der Liste mit der Zusammensetzung der Wahl- und Zählbürovorstände*

**Art. 29 - § 1.** In Übereinstimmung mit Art. L4125-5, § 7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstands den Vorsitzenden der Wahlvorstände und des Gemeindezählbürovorstands, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonvorstands und dem Gemeindegremium die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, des Wahlbürovorstände sowie der Gemeindezählbürovorstände angibt. Diese Tabelle wird nach dem beigefügten Muster 24 erstellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

§ 2. Die Aushändigung dieser Abschriften erfolgt gegen Zahlung :

1° von 1,50 EUR pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit weniger als 25.000 eingetragenen Wählern;

2° von 2 EUR pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit von 25.001 bis zu 100.000 eingetragenen Wählern;

3° von 2,48 EUR pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit mehr als 100.000 eingetragenen Wählern;

Falls die Anzahl der in der Gemeinde oder im Kanton eingetragenen Wähler bei Einreichung des Antrags nicht bekannt ist, dient die Anzahl der bei den letzten Wahlen eingetragenen Wähler als Bezugswert.



KAPITEL VII — *Wahlkabine und Wahlmaterial***Art. 30 - Wahlkabinen**

§ 1. In jedem Wahllokal werden die Wahlkabinen so eingerichtet und aufgestellt, dass jeder Wähler geschützt von den Blicken von anderen Personen seine Wahl ohne Einmischung noch Unterbrechung abgeben kann.

§ 2. Die Grundsätze, denen die Wahlkabinen genügen, sind die folgenden :

1° Die Höhe der Wahlkabine muss zureichend sein, um zu verhindern, dass die sich in angrenzenden Wahlkabinen befindenden Wähler den Stimmzettel ihres Nachbarn sehen können.

2° Der Tisch zum Ausfüllen des Stimmzettels muss so breit und tief sein, dass der Wähler seinen Stimmzettel darauf legen kann, ohne ihn falten zu müssen.

3° Der zum Ausfüllen des Stimmzettels benutzte Stift oder Bleistift muss an die Wahlkabine festgebunden werden können.

§ 3. Die Konstruktion der Wahlkabine entspricht den Normen, die im ministeriellen Erlass vom 10. August 1894 über das Wahlmaterial, abgeändert durch die ministeriellen Erlasse vom 13. Mai 1963 und 6. Mai 1980 festgelegt sind.

**Art. 31 - Angepasste Wahlkabinen**

§ 1. Die Konstruktion der angepassten Wahlkabine entspricht den Normen, die im ministeriellen Erlass vom 10. August 1894 über das Wahlmaterial, abgeändert durch die ministeriellen Erlasse vom 13. Mai 1963 und 6. Mai 1980, Absatz H, festgelegt sind.

§ 2. Die angepasste Wahlkabine muss im Erdgeschoss, in einem Wahllokal oder in dessen Nähe, aufgestellt werden, um einen bequemen Zugang der hilfsbedürftigen Wähler, die sie benutzen möchten, zu ermöglichen. Alle Niveauunterschiede im Erdgeschoss werden mit einer vorläufigen oder endgültigen Rampe ausgeglichen, um einen bequemen Verkehr und zugleich die Sicherheit der vorbeigehenden Personen zu gewährleisten.

§ 3. Die Gemeindegremien werden dafür sorgen, dass die hilfsbedürftigen Wähler in denjenigen Gebäuden ihrer Gemeinde einberufen werden, die ihren Bedürfnissen am besten entsprechen.

**Art. 32 - Urnen**

§ 1. Die Grundsätze, denen die Urnen genügen, sind die folgenden :

1° Die Urne muss eine Kapazität haben, die der Anzahl und der Größe der der Wahl entsprechenden Stimmzettel genügt.

2° Sie muss so entworfen sein, dass ein Stimmzettel eingeworfen, jedoch nicht herausgenommen werden kann, ohne dass offensichtlich wird, dass die Urne geöffnet oder beschädigt worden ist.

3° Eine Wahlurne hat nur eine Öffnung zum Einwerfen der Stimmzettel.

§ 2. Der Entwurf der Urne entspricht den Normen, die im Königlichen Erlass vom 9. August 1894 über das Wahlmaterial, Art. 1 bis 6 festgelegt sind.

§ 3. Für jede Wahl wird auf die Urne eine einmalige Kennnummer aufgedrückt, die in dem Protokoll angegeben wird.

§ 4. Am Abschluss der Abstimmung werden die Urnen versiegelt, im Hinblick auf deren Transport zum Zählzentrum.

**Art. 33** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 34** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die inneren Angelegenheiten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Anlagen

- Muster 1. Wortlaut der Anweisungen für den Wähler in Wahlbüros, in denen mit Papierstimmzetteln gewählt wird.
- Muster 2. Wortlaut der Anweisungen für den Wähler in Wahlbüros mit automatisierter Stimmabgabe.
- Muster 3. Wahlaufforderung für die Wahlen der Provinzial- und Gemeinderäte für belgische Wähler.
- Muster 4. Wahlaufforderung für die Wahl der Gemeinderäte für europäische und nichteuropäische Wähler.
- Muster 5. Wahlaufforderung für die gleichzeitigen Wahlen der Provinzial- und Gemeinderäte und für die Direktwahl des Sozialhilferats in der Gemeinde Comines-Warneton.
- Muster 6. Wahlaufforderung für die Wahl des Gemeinderats von Comines-Warneton für europäische und nichteuropäische Staatsangehörige.
- Muster 7. Wahlaufforderung für die außerordentliche Wahl eines Gemeinderats, eines Provinzialrats oder eines Sektorenrats
- Muster 8. Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen in den Gemeinden mit traditionellem Wahlverfahren
- Muster 9. Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen in den Gemeinden mit automatisiertem Wahlverfahren
- Muster 10. Vollmachtsformular.
- Muster 11. Bescheinigung des Bürgermeisters – Vollmacht bei einem Auslandsaufenthalt aus Gründen, die keine beruflichen Gründe sind.
- Muster 12. Erklärung - begleiteter Wähler.
- Muster 13. Antrag auf Ausstellung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an eine politische Partei.
- Muster 14. Antrag auf Ausstellung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an einen Kandidaten.
- Muster 15. Stimmzettel in französischer Sprache
- Muster 16. Stimmzettel für die Gemeinden Malmedy und Weismes.
- Muster 17. Stimmzettel für die Gemeinden Amel (Amblève), Bullingen (Bullange), Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, Kelmis (La Calamine), Lontzen, Raeren und Sankt-Vith (Saint-Vith).
- Muster 18. Liste der Mitglieder des Wahlvorstands zwecks Zahlung der Anwesenheitsmarken.
- Muster 19. Rückerstattung der Fahrkosten an die Mitglieder des Wahlvorstands
- Muster 20. Rückerstattung der Fahrkosten an die Wähler.
- Muster 21. Forderungsanmeldung betreffend die Vergütungen für außerordentliche Leistungen der Mitglieder der Kreis- und Kantonvorstände.
- Muster 22. Bescheinigung zur Begründung der Notwendigkeit einer Aufgabe im Wahlverfahren.
- Muster 23. Forderungsanmeldung betreffend die tatsächlichen Ausgaben der Wahlvorstände.
- Muster 24. Zusammensetzung der Wahlvorstände.

**Muster 1 - Wortlaut der Anweisungen für den Wähler in Wahlbüros,  
in denen mit Papierstimmzetteln gewählt wird**

Die Wähler werden von 8 bis 13 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

Wähler, die sich vor 13 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Die belgischen Wähler werden zur Stimmabgabe für die Wahl der Gemeinderäte, Provinzialräte und Mitglieder der Sektorenräte zugelassen.

In Comines-Warneton werden die belgischen Wähler ebenfalls zur Stimmabgabe für die Wahl der Mitglieder des Sozialhilferats zugelassen.

Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und die Staatsangehörigen von Drittstaaten sind ausschließlich zur Stimmabgabe für die Gemeindewahlen und die Wahlen der Mitglieder der Sektorenräte zugelassen, sofern sie ihre Wahlaufforderung bei sich haben, auf der der Buchstabe "C" bzw. "E" vermerkt ist.

Die Wähler treffen mit ihrer Wahlaufforderung und ihrem Personalausweis am Eingang des Wahllokals ein.

Der Wähler, der aus einem unlegbaren religiösen oder ärztlichen Grund mit einer Kopfbedeckung vorstellig wird, muss dafür sorgen, dass sein Gesicht - d.h. Stirn, Wangen, Nase und Kinn - vollständig unbedeckt ist.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am 23. September 2006 eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist. In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

Der Sekretär kreuzt den Namen der Wähler auf einer Abschrift des Abstimmungsregisters an.

Der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer prüft die Übereinstimmung der Angaben auf der zweiten Abschrift des Abstimmungsregisters mit den Angaben auf der Wahlaufforderung und dem Personalausweis.

Wird der Wähler zur Wahl zugelassen, so wird sein Name ebenfalls auf dieser Abschrift angekreuzt.

Der Wähler, der seine Wahlaufforderung nicht bei sich hat, kann zur Stimmabgabe zugelassen sein, wenn seine Identität und Eigenschaft vom Wahlbüro anerkannt wird.

Wer nicht auf dem Abstimmungsregister steht, darf nicht an der Wahl teilnehmen, es sei denn, er legt einen Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder einen Auszug aus einem Entscheid des Appellationshofes, durch den seine Eintragung angeordnet wird, oder eine Bescheinigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vor, in der bestätigt wird, dass der Betreffende die Wählereigenschaft besitzt.

Die Namen der Wähler, die noch nicht im Wählerregister eingetragen sind, vom Vorstand jedoch zur Wahl zugelassen werden, werden in beiden Abschriften des Abstimmungsregisters eingetragen.

Die Personen, die ihre belgische Staatsangehörigkeit nachweisen können, und den anderen Wahlberechtigungsbedingungen genügen, werden auf Vorlage der betreffenden Belege zu den gesamten Wahlen zugelassen.

Trotz Eintragung im Wählerregister darf der Vorstand diejenigen Wähler nicht zur Wahl zulassen, deren Streichung das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der Appellationshof durch einen Beschluss beziehungsweise einen Entscheid angeordnet hat. Ein Auszug aus diesem Beschluss bzw. diesem Entscheid muss vorgelegt werden.

Ebenso darf der Vorstand nicht diejenigen Wähler zur Wahl zulassen, die vom Wahlrecht ausgeschlossen worden sind oder deren Wahlrecht ausgesetzt ist, und deren Unfähigkeit durch eine Urkunde festgelegt wird, deren Ausstellung vom Gesetz vorgesehen ist.

Abschließend darf der Wahlvorstand auch nicht die Wähler zulassen, bei denen entweder durch Schriftstücke oder durch ihr Eingeständnis erwiesen ist, dass sie am Wahltag das für die Stimmabgabe erforderliche Alter nicht erreicht haben oder am selben Tag bereits in einer anderen Sektion oder in einer anderen Gemeinde gewählt haben.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm einen Stimmzettel gegen Abgabe dieser Unterlagen.

Der Wähler erhält einen Stimmzettel für jede Abstimmung, zu der er einberufen wird.

Die Farbe des Stimmzettels ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen und rosa für die Sektorenwahlen. Die Farbe des Stimmzettels ist blau für die Direktwahl des Sozialhilferats von Comines-Warneton.

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Der in Artikel L4133-2 erwähnte Wähler darf sich von einem Begleiter begleiten lassen. Die Namen beider Personen werden im Protokoll vermerkt. In Ermangelung eines Begleiters seiner Wahl, kann er sich vom Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes begleiten lassen.

Der Wähler, der die Bedingungen von Artikel L4133-2 nicht erfüllt, und, der sich begleiten lassen möchte, darf sich vom Vorsitzenden des Wahlvorstands helfen lassen, sofern er diese Notwendigkeit bei letzterem begründet. Dies wird im Protokoll vermerkt.

Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigelegt.

Der Wähler gibt seine Stimme ab.

Die Kandidatenlisten sind auf dem Stimmzettel nebeneinander aufgenommen in der durch ihre laufende Nummer gegebenen Ordnung.

Anhand des zur Verfügung gestellten Bleistifts färbt er das Feld, das seiner Wahl entspricht :

1° entweder am Kopf der Liste, wenn er mit der Vorschlagsreihenfolge der Liste, die seiner Wahl entspricht, einverstanden ist;

2° oder, wenn er diese Reihenfolge ändern möchte, gibt er eine oder mehrere Vorzugsstimmen im Feld hinter dem Namen des beziehungsweise der von ihm bevorzugten Kandidaten dieser Liste.

Der Wähler darf so viele Stimmen abgeben, wie Mandate zu vergeben sind.

Wenn der Wähler gleichzeitig eine Stimme im Kopffeld der Liste und für einen oder mehrere Kandidaten derselben Liste abgibt, so gilt die Stimme im Kopffeld der Liste als nicht vorhanden.

Die Stimmabgabe ist gültig, selbst wenn die Markierung unvollständig eingezeichnet ist, es sei denn, die Absicht, den Stimmzettel erkennbar zu machen, ist offensichtlich.

Wenn ein Wähler den ihm überreichten Stimmzettel versehentlich beschädigt, kann er gegen Rückgabe des ersten, der sofort für ungültig erklärt wird, beim Vorsitzenden einen anderen verlangen.

Der Wähler verlässt die Wahlkabine und zeigt dem Vorsitzenden seinen in vier zu einem Rechteck gefalteten Stimmzettel mit dem Stempel nach außen.

Er wirft den grünen Stimmzettel in die Urne für die Provinzialwahlen, den weißen Stimmzettel in die Urne für die Gemeindewahlen und den rosa Stimmzettel in die Urne für die Sektorenwahlen.

Die Wahlaufforderung wird ihm zurückgegeben, nachdem der Vorsitzende oder ein von ihm beauftragter Beisitzer sie mit einem Stempel versehen hat. Der Vorsitzende gibt ihm ebenfalls seinen Wahlausweis zurück.

Ungültig sind:

- 1° alle Stimmzettel, die nicht die Stimmzettel sind, deren Verwendung durch das Gesetz erlaubt ist;
- 2° Stimmzettel, die mehr als eine Listenstimme aufweisen oder die Vorzugsstimmen für Kandidaten auf verschiedenen Listen aufweisen;
- 3° Stimmzettel, auf denen der Wähler gleichzeitig eine Stimme im Kopffeld einer Liste und eine Stimme hinter dem Namen von einem oder mehreren Kandidaten einer anderen Liste abgegeben hat;
- 4° Stimmzettel, deren Formen und Abmessungen geändert wurden, die innen ein Papier oder irgendeinen Gegenstand enthalten oder die den Wähler durch ein Zeichen, eine Streichung oder eine durch das vorliegende Gesetzbuch nicht zugelassene Markierung erkennbar machen könnten.
- 5° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler zurückgenommen hat, der seinen Stimmzettel durch Versehen beschädigt hat und einen anderen bekommen hat, auf dem er seine Stimme gültig abgeben kann.
- 6° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler zurückgenommen hat, der seinen Stimmzettel aufgefoldet hat, um bekanntzugeben, wie er gewählt hat. In diesem Fall nimmt der Vorsitzende den aufgefoldeten Stimmzettel zurück, der sofort für ungültig erklärt wird, und verpflichtet den Wähler, nochmals zu wählen.

Der Vorsitzende vermerkt auf den in Ausführung der Nummern 5° und 6° zurückgenommenen Stimmzetteln den Hinweis "Zurückgenommener Stimmzettel" und paraphiert sie.

Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Friedensrichter die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen ist, unmöglich an der Wahl teilnehmen können.

Es wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Friedensrichter im Einvernehmen mit dem Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt.

Innerhalb acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet.

Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von fünf bis zu zehn Euro geahndet.

Bei Rückfall wird eine Geldstrafe von zehn bis zu fünfundzwanzig Euro verhängt.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

Wenn unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen ein Wähler mindestens viermal innerhalb fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung der Wahl fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf er während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer andersartigen Wahl fernblieb, und umgekehrt, so stellt dies für den Zuwiderhandelnden keine Rückfälligkeit dar.

Hinsichtlich der Vollstreckung der Strafen darf kein Aufschub gewährt werden.

Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

- 1° unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei Wahl mittels Vollmacht.
- 2° einen oder mehrere Stimmzettel beiseite schaffen oder einbehalten.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden ebenfalls als Stimmenfang betrachtet :

- 1° eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1, § 1 erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen;
- 2° nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die für die Ausübung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht vorgesehenen Bedingungen nicht vorhanden waren;
- 3° wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben war oder imstande war, selbst sein Wahlrecht auszuüben;
4. mehrere Vollmachten in Anwendung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht annehmen oder erteilen;

Wer an diesen Vergehen schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu tausend Euros belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

- 1°. In einem Wahllokal entgegen den Vorschriften der Artikel L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wählen
- 2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn man in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Muster 2 - Wortlaut der Anweisungen für den Wähler in Wahlbüros mit automatisierter Stimmabgabe**

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

Wähler, die sich vor 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Die belgischen Wähler werden zur Stimmabgabe für die Wahl der Gemeinderäte, Provinzialräte und Mitglieder der Sektorenräte zugelassen.

In Comines-Warneton werden die belgischen Wähler ebenfalls zur Stimmabgabe für die Wahl der Mitglieder des Sozialhilferats zugelassen.

Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und die Staatsangehörigen von Drittstaaten sind ausschließlich zur Stimmabgabe für die Gemeindewahlen und die Wahlen der Mitglieder der Sektorenräte zugelassen, sofern sie ihre Wahlaufforderung bei sich haben, auf der der Buchstabe "C" bzw. "E" vermerkt ist.

Die Wähler treffen mit ihrer Wahlaufforderung und ihrem Personalausweis am Eingang des Wahllokals ein.

Der Wähler, der aus einem unleugbaren religiösen oder ärztlichen Grund mit einer Kopfbedeckung vorstellig wird, muss dafür sorgen, dass sein Gesicht - d.h. Stirn, Wangen, Nase und Kinn - vollständig unbedeckt ist.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am 23. September 2006 eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohrt an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohrt nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist. In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

Der Sekretär kreuzt den Namen der Wähler auf einer Abschrift des Abstimmungsregisters an.

Der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer prüft die Übereinstimmung der Angaben auf der zweiten Abschrift des Abstimmungsregisters mit den Angaben auf der Wahlaufforderung und dem Personalausweis.

Wird der Wähler zur Wahl zugelassen, so wird sein Name ebenfalls auf dieser Abschrift angekreuzt.

Der Wähler, der seine Wahlaufforderung nicht bei sich hat, kann zur Stimmabgabe zugelassen sein, wenn seine Identität und Eigenschaft vom Wahlbüro anerkannt wird.

Wer nicht auf dem Abstimmungsregister steht, darf nicht an der Wahl teilnehmen, es sei denn, er legt einen Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder einen Auszug aus einem Entscheid des Appellationshofes, durch den seine Eintragung angeordnet wird, oder eine Bescheinigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vor, in der bestätigt wird, dass der Betreffende die Wählereigenschaft besitzt.

Die Namen der Wähler, die noch nicht im Wahlregister eingetragen sind, jedoch vom Vorstand zur Wahl zugelassen werden, werden in beiden Abschriften des Registers eingetragen.

Die Personen, die ihre belgische Staatsangehörigkeit nachweisen können, und den anderen Wahlberechtigungsbedingungen genügen, werden auf Vorlage der betreffenden Belege zu den gesamten Wahlen zugelassen.

Trotz Eintragung im Wählerregister darf der Vorstand diejenigen Wähler nicht zur Wahl zulassen, deren Streichung das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der Appellationshof durch einen Beschluss beziehungsweise einen Entscheid angeordnet hat. Ein Auszug aus diesem Beschluss bzw. diesem Entscheid muss vorgelegt werden.

Ebenso darf der Vorstand nicht diejenigen Wähler zur Wahl zulassen, die vom Wahlrecht ausgeschlossen worden sind oder deren Wahlrecht ausgesetzt ist, und deren Unfähigkeit durch eine Urkunde festgelegt wird, deren Ausstellung vom Gesetz vorgesehen ist.

Abschließend darf der Wahlvorstand auch nicht die Wähler zulassen, bei denen entweder durch Schriftstücke oder durch ihr Eingeständnis erwiesen ist, dass sie am Wahltag das für die Stimmabgabe erforderliche Alter nicht erreicht haben oder am selben Tag bereits in einer anderen Sektion oder in einer anderen Gemeinde gewählt haben.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Magnetkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeindewahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Magnetkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Der in Artikel L4133-2 erwähnte Wähler darf sich von einem Begleiter begleiten lassen. Die Namen beider Personen werden im Protokoll vermerkt. In Ermangelung eines Begleiters seiner Wahl, kann er sich vom Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes begleiten lassen.

Der Wähler, der die Bedingungen von Artikel L4133-2 nicht erfüllt, und, der sich begleiten lassen möchte, darf sich vom Vorsitzenden des Wahlvorstandes helfen lassen, sofern er diese Notwendigkeit bei letzterem begründet. Dies wird im Protokoll vermerkt.

Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigelegt.

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Magnetkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers am Wahlapparat ein.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinde- und Sektorenwahlen beschränkt ist, geben zunächst ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab; nachdem sie diese Stimmabgabe bestätigt haben, geben sie ihre Stimme für die Wahl des Sektorenrates ab und bestätigen sie ebenfalls.

Für jede Wahl gilt folgendes:

Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm hält und auf das Feld der gewählten Liste drückt. Nachdem sich der Wähler für eine Liste entschieden hat, zeigt der Bildschirm für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten an, denen ihre laufende Nummer vorangeht;

Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so hält er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm und setzt ihn auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet;

Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm hält und ihn nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten setzt.

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er seine Magnetkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisieren. Zu diesem Zweck führt der Wähler seine Magnetkarte erneut in den Schlitz ein; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern. Anschließend gibt der Wähler dem Vorsitzenden seine Magnetkarte zurück.

Nach Überprüfung der Karte fordert der Vorsitzende den Wähler auf, sie in die Urne zu stecken. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

Die Magnetkarte wird für ungültig erklärt :

wenn sich bei der im vorigen Paragraphen erwähnten Überprüfung herausstellt, dass eine Markierung oder eine Eintragung auf der Karte angebracht worden ist, die den Wähler erkennbar machen könnte;

wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens die ihm ausgehändigte Karte beschädigt hat, oder wenn er erklärt, dass die Visualisierung seiner Wahl nicht seiner tatsächlichen Stimmabgabe entspricht;

wenn aus irgendwelchem technischem Grund die Karte nicht durch die elektronische Urne gespeichert werden kann. In den im vorigen Absatz erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer anderen Karte zu wiederholen. Wenn nach einem zweiten Versuch die Karte erneut aufgrund des vorhergehenden Absatzes Buchstabe a) für ungültig erklärt wird, wird der Wähler nicht mehr zur Wahl zugelassen, und seine Stimmabgabe wird für ungültig erklärt.

Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Friedensrichter die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen ist, unmöglich an der Wahl teilnehmen können.

Es wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Friedensrichter im Einvernehmen mit dem Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt.

Innerhalb acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet.

Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von fünf bis zu zehn Euro geahndet.

Bei Rückfall wird eine Geldstrafe von zehn bis zu fünfundzwanzig Euro verhängt.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

Wenn unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen ein Wähler mindestens viermal innerhalb fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung der Wahl fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf er während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer andersartigen Wahl fernblieb, und umgekehrt, so stellt dies für den Zuwiderhandelnden keine Rückfälligkeit dar.

Hinsichtlich der Vollstreckung der Strafen darf kein Aufschub gewährt werden.

Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

1° unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei Wahl mittels Vollmacht.

2° einen oder mehrere Stimmzettel beiseite schaffen oder einbehalten.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden ebenfalls als Stimmenfang betrachtet :

1° eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1, § 1 erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen;

2° nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die für die Ausübung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht vorgesehenen Bedingungen nicht vorhanden waren;

3° wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben war oder imstande war, selbst sein Wahlrecht auszuüben;

4. mehrere Vollmachten in Anwendung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht annehmen oder erteilen;

Wer an diesen Vergehen schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu tausend Euros belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

1°. In einem Wahllokal entgegen den Vorschriften der Artikel L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wählen

2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn man in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Muster 3 - WAHLAUFFORDERUNG FÜR DIE WAHLEN DER PROVINZIAL-  
UND GEMEINDERÄTE FÜR BELGISCHE WÄHLER**

NGBE-CODE : (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL - GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
--------------------	------------------------------------	--------------	---------

WAHLEN VOM 8. OKTOBER 2006 ZUR ERNEUERUNG DES PROVINZIALRATES UND DES GEMEINDERATES (2).

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (3) UND  
GEGEBENENFALLS NAME DES EHEPARTNERS,  
HAUPTWOHNORT, NR-

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister : .....  
Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 8. Oktober 2006 zwischen 8 und..... Uhr (4), mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl :

von ..... Provinzialratsmitgliedern (5) und..... Gemeinderatsmitgliedern (5) vorzunehmen

Lokal : Adresse :	Wahlbüro Nr. :
----------------------	----------------

Im Auftrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums :

Der Sekretär,

N.B. :

Der Bürgermeister

1. Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf Erstattung ihrer Fahrkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben :

- die Anweisungen für den Wähler;

- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind. :

Provinz Wallonisch-Brabant : NGBE-Code : 098

Nummer der Einrichtung : 099020

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Hennegau : NGBE-Code : 098

Nummer der Einrichtung : 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Lüttich : NGBE-Code : 098

Nummer der Einrichtung : 099222

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Luxemburg : NGBE-Code : 098

Nummer der Einrichtung : 099424

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Namur : NGBE-Code : 098

Nummer der Einrichtung : 099525

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

(2) In den Gemeinden, wo der Sektorenrat direkt gewählt wird, wird folgender Wortlaut hinzugefügt :

„UND DES SEKTORENRATS“;

Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder dieses Rats angeben.

(3) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn. » und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr. » anzubringen.

(4) "13" oder "15" einfügen, je nachdem, ob es eine Gemeinde mit traditionellem Wahlverfahren oder mit automatisiertem Wahlverfahren betrifft.

(5) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

**MUSTER 4 - WAHLAUFFORDERUNG FÜR DIE WAHL DER GEMEINDERÄTE  
FÜR EUROPÄISCHE UND NICHTEUROPÄISCHE WÄHLER**

NGBE-CODE : (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL - GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
--------------------	------------------------------------	--------------	---------

WAHL VOM 8. OKTOBER 2006 ZUR ERNEUERUNG DES GEMEINDERATS (2).

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (3) UND  
GEGEBENENFALLS NAME DES EHEPARTNERS,  
HAUPTWOHNORT, NR-

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister : .....

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 8. Oktober 2006 zwischen 8 und..... Uhr (4), mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich, - Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl :

von ..... Gemeinderatsmitgliedern (5) vorzunehmen

Lokal : Adresse :	Wahlbüro Nr. :
----------------------	----------------

Im Auftrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums :

Der Sekretär

N.B. :

1. Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf Erstattung ihrer Fahrkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben :

- die Anweisungen für den Wähler;

- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind. :

Provinz Wallonisch-Brabant : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099020

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Hennegau : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Lüttich : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099222

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Luxemburg : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099424

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

Provinz Namur : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099525

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

(2) In den Gemeinden, wo der Sektorenrat direkt gewählt wird, wird folgender Wortlaut hinzugefügt :  
"UND DES SEKTORENRATS";

Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder dieses Rats angeben.

(3) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn. » und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr. » anzubringen.

(4) "13" oder "15" einfügen, je nachdem, ob es eine Gemeinde mit traditionellem Wahlverfahren oder mit automatisiertem Wahlverfahren betrifft.

(5) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Bürgermeister,



**MUSTER 5 - WAHLAUFFORDERUNG FÜR DIE GLEICHZEITIGEN WAHLEN DER PROVINZIAL-  
UND GEMEINDERÄTE UND FÜR DIE DIREKTWAHL DES SOZIALHILFERATS IN DER GEMEINDE COMINES-WARNETON**

NGBE-CODE : (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL - GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
--------------------	------------------------------------	--------------	---------

GLEICHZEITIGE WAHLEN VOM 8. OKTOBER 2006 ZUR ERNEUERUNG DES PROVINZIALRATES, DES GEMEINDERATES UND DES SOZIALHILFERATES.

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (2) UND  
GEGEBENENFALLS NAME DES EHEPARTNERS,  
HAUPTWOHNORT, NR-

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister : .....

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 8. Oktober 2006 zwischen 8 und 13 Uhr, mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl : Nr.

von .....Provinzialratsmitgliedern (3)..... Gemeinderatsmitgliedern (3) und .....Mitgliedern des Sozialhilferats (3) vorzunehmen.

Lokal : Adresse :	Wahlbüro Nr. :
----------------------	----------------

Im Auftrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums :

Der Sekretär

Der Bürgermeister,

N.B. :

1. Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf Erstattung ihrer Fahrkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben :

- die Anweisungen für den Wähler;

- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind. :

Provinz Hennegau : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

(2) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn. » und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr. » anzubringen.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**MUSTER 6 - WAHLAUFFORDERUNG FÜR DIE WAHL DES GEMEINDERATS VON COMINES-WARNETON FÜR EUROPÄISCHE UND NICHTEUROPÄISCHE STAATSANGEHÖRIGE**

NGBE-CODE : (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL - GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
--------------------	------------------------------------	--------------	---------

WAHL VOM 8. OKTOBER 2006 ZUR ERNEUERUNG DES GEMEINDERATS

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (2) UND  
GEBEBENENFALLS NAME DES EHEPARTNERS,  
HAUPTWOHNORT, NR-

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister : .....

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 8. Oktober 2006 zwischen 8 und 13 Uhr, mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl :

von ..... Gemeinderatsmitgliedern (3) vorzunehmen

Lokal : Adresse :	Wahlbüro Nr. :
----------------------	----------------

Im Auftrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums :

Der Sekretär

Der Bürgermeister,

N.B. :

1. Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf Erstattung ihrer Fahrkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben :

- die Anweisungen für den Wähler;

- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind. :

Provinz Hennegau : NGBE-CODE : 098

Nummer der Einrichtung : 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte : E000001

(2) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn. » und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr. » anzubringen.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**MUSTER 7 - WAHLAUFFORDERUNG FÜR DIE AUSSERORDENTLICHE WAHL EINES GEMEINDERATS,  
EINES PROVINZIALRATS ODER EINES SEKTORENRATS (\*)**

.....

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL - GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
--------------------	------------------------------------	--------------	---------

WAHL VOM ... ZUR ERNEUERUNG DES GEMEINDERATS, DES PROVINZIALRATS ODER DES SEKTORENRATS (\*)

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (3) UND GEBEBENENFALLS NAME DES EHEPARTNERS, HAUPTWOHNORT, NR-
---

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister : .....

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem ... zwischen 8 und ... (3) Uhr, mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl :

von ..... Gemeinderatsmitgliedern (2), ..... Provinzialratsmitgliedern (2), ... Mitgliedern des Sektorenrats (2) vorzunehmen (\*)

Lokal : Adresse :	Wahlbüro Nr. :
----------------------	----------------

Im Auftrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums :

Der Sekretär

Der Bürgermeister,

N.B. :

1. Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf Erstattung ihrer Fahrkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben :

- die Anweisungen für den Wähler;

- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

(\*) Unzutreffendes bitte streichen

Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn." und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr." anzubringen.

Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

13 bzw. 15 angeben, je nachdem es sich um eine Gemeinde handelt, in der mit Papierstimmzetteln oder mittels eines automatisierten Wahlsystems gewählt wird

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**MUSTER 8 - WORTLAUT AUF DER RÜCKSEITE DER WAHLAUFFORDERUNGEN  
IN DEN GEMEINDEN MIT TRADITIONELLEM WAHLVERFAHREN ANWEISUNGEN FÜR DIE WÄHLER**

Die Wähler werden von 8 bis 13 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

Wähler, die sich vor 13 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am 23. September 2006 eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm einen Stimmzettel gegen Abgabe dieser Unterlagen.

Der Wähler erhält einen Stimmzettel für jede Abstimmung, zu der er einberufen wird.

Die Farbe des Stimmzettels ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen und rosa für die Sektorenwahlen. Die Farbe des Stimmzettels ist blau für die Direktwahl des Sozialhilferats von Comines-Warneton.

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Die Kandidatenlisten sind auf dem Stimmzettel nebeneinander aufgenommen in der durch ihre laufende Nummer gegebenen Ordnung.

Anhand des zur Verfügung gestellten Bleistifts färbt er das Feld, das seiner Wahl entspricht :

1° entweder am Kopf der Liste, wenn er mit der Vorschlagsreihenfolge der Liste, die seiner Wahl entspricht, einverstanden ist;

2° oder, wenn er diese Reihenfolge ändern möchte, gibt er eine oder mehrere Vorzugsstimmen im Feld hinter dem Namen des beziehungsweise der von ihm bevorzugten Kandidaten dieser Liste.

Ungültig sind :

1° alle Stimmzettel, die nicht die Stimmzettel sind, deren Verwendung durch das Gesetz erlaubt ist;

2° Stimmzettel, die mehr als eine Listenstimme aufweisen oder die Vorzugsstimmen für Kandidaten auf verschiedenen Listen aufweisen;

3° Stimmzettel, auf denen der Wähler gleichzeitig eine Stimme im Kopffeld einer Liste und eine Stimme hinter dem Namen von einem oder mehreren Kandidaten einer anderen Liste abgegeben hat;

4° Stimmzettel, deren Formen und Abmessungen geändert wurden, die innen ein Papier oder irgendeinen Gegenstand enthalten oder die den Wähler durch ein Zeichen, eine Streichung oder eine durch das vorliegende Gesetzbuch nicht zugelassene Markierung erkennbar machen könnten.

5° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler zurückgenommen hat, der seinen Stimmzettel durch Versehen beschädigt hat und einen anderen bekommen hat, auf dem er seine Stimme gültig abgeben kann.

6° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler zurückgenommen hat, der seinen Stimmzettel aufgefaltet hat, um bekanntzugeben, wie er gewählt hat. In diesem Fall nimmt der Vorsitzende den aufgefalteten Stimmzettel zurück, der sofort für ungültig erklärt wird, und verpflichtet den Wähler, nochmals zu wählen.

**AUSZUG AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG**

**Art. L4132- 1 - § 1.** Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen;

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b. unmöglich im Wahllokal vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt,

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3. Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmartsgewerbetreibenden ausüben, und die Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4. Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt.

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen,

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2. Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigefügt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3. Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

---

## MUSTER 9 - WORTLAUT AUF DER RÜCKSEITE DER WAHLAUFFORDERUNGEN IN DEN GEMEINDEN MIT AUTOMATISIERTEM WAHLVERFAHREN

### ANWEISUNGEN FÜR DIE WÄHLER

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

Wähler, die sich vor 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am 23. September 2006 eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Magnetkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeindewahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Magnetkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

Der Wähler gibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Magnetkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers am Wahlapparat ein.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinde- und Sektorenwahlen beschränkt ist, geben zunächst ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab; nachdem sie diese Stimmabgabe bestätigt haben, geben sie ihre Stimme für die Wahl des Sektorenrates ab und bestätigen sie ebenfalls.

Für jede Wahl gilt folgendes :

Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm hält und auf das Feld der gewählten Liste drückt; Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so hält er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm und setzt ihn auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet; Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er den Lichtstift senkrecht zum Bildschirm hält und ihn nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten setzt.

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er seine Magnetkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisieren. Zu diesem Zweck führt der Wähler seine Magnetkarte erneut in den Schlitz ein; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern. Anschließend gibt der Wähler dem Vorsitzenden seine Magnetkarte zurück.

Nach Überprüfung der Karte fordert der Vorsitzende den Wähler auf, sie in die Urne zu stecken. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

Die Magnetkarte wird für ungültig erklärt :

wenn sich bei der in Nr. 6° erwähnten Überprüfung herausstellt, dass eine Markierung oder eine Eintragung auf der Karte angebracht worden ist, die den Wähler erkennbar machen könnte;

wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens die ihm ausgehändigte Karte beschädigt hat, oder wenn er erklärt, dass die Visualisierung seiner Wahl nicht seiner tatsächlichen Stimmabgabe entspricht;

wenn aus irgendwelchem technischem Grund die Karte nicht durch die elektronische Urne gespeichert werden kann.

In den im vorigen Absatz erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer anderen Karte zu wiederholen. Wenn nach einem zweiten Versuch die Karte erneut aufgrund des vorhergehenden Absatzes Buchstabe a) für ungültig erklärt wird, wird der Wähler nicht mehr zur Wahl zugelassen, und seine Stimmabgabe wird für ungültig erklärt.

#### AUSZUG AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG

**Artikel L4132-1 - § 1.** Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen;

2. Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b. unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt,

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3. Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4. Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt;

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen,

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung der Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2. Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnsitz an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnsitz nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3. Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

123.O10.E5.3

## MUSTER 10 - VOLLMACHTSFÖRMULAR

DEN .....2006

Anlage : eine Bescheinigung

Gegebenenfalls eine Offenkundigkeitsurkunde

Der (die) Unterzeichnete,..... (Name und Vornamen), Geboren am....., wohnhaft in..... Straße.... Nr... Bfk...

Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen : .....

als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde .....

Bevollmächtigt hiermit..... (Name und Vornamen),

Geboren am.....

Wohnhaft in ..... Straße.... Nr... Bfk.....

in seinem/ihrem Namen und für seine/ihre Rechnung bei den Wahlen vom 8. Oktober 2006 zu wählen.

und zwar aus folgendem Grund (1) :

? ich bin wegen Krankheit oder Behinderung, oder wegen Krankheit oder Behinderung von einem Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht dazu fähig, mich ins Wahlbüro zu begeben, oder dorthin befördert zu werden. Ich füge ein ärztliches Attest bei.

? ich bin aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a) im Ausland, sowie ebenfalls die Wähler, die meiner Familie oder meinem Gefolge angehören und mit mir zusammenwohnen;

b) am Wahltag im Königreich, kann aber unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden.

Ich füge eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörde oder des Arbeitgebers, der/dem ich unterstellt bin, bei.

Ich bin Selbstständiger und die unter den Buchstaben a) und b) erwähnte Verhinderung bestätige ich durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung.

Ich übe den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmartsgewerbetreibenden aus (die Mitglieder meiner Familie, die mit mir zusammenwohnen, können ebenfalls eine Vollmacht erteilen). Ich füge eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde bei, in der ich im Bevölkerungsregister eingetragen bin.

Mir wurde am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen.

Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt, in der sich der Betreffende befindet, bescheinigt.

? Aufgrund meiner religiösen Überzeugung ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Ich füge eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft bei.

Ich bin Student und aus Studiengründen ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt, die ich besuche, bei.

Aus anderen als den oben angeführten Gründen werde ich mich aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an meinem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sein, mich in das Wahlbüro zu begeben.

Ich füge eine Bescheinigung der Reiseveranstalters oder eine vom Bürgermeister meiner Gemeinde ausgestellte Bescheinigung bei.

Wenn der Mandatsträger Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort (2) :

entweder dass er für seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder für einen Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohrtort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Begleiter auftritt;

oder dass er für einen Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohrtort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaft jedoch bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Begleiter auftritt.

Zu....., den .....2006

Der (die) Vollmachtgeber(in),

(Unterschrift)

Der (die) Bevollmächtigte,

(Unterschrift)

3. Der/Die Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde. .... bescheinigt hiermit, dass beide, sowohl Vollmachtgeber(in) als Bevollmächtigte(r), im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sind und dass Hr./Fr. (Name des/der Bevollmächtigten) der/die..... (hier das Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis angeben ) von Herrn/Frau.....(Name des Vollmachtgebers) ist.

Stempel der Gemeinde (Unterschrift des Bürgermeisters)

3. Der/Die Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde. .... bescheinigt hiermit, dass Hr./Fr. (Name des/der Bevollmächtigten) in der Gemeinde im Bevölkerungsregister eingetragen ist, und bestätigt, dass gemäß der ihm vorgelegten Offenkundigkeitsurkunde der/die Vorerwähnte der/die. .... (hier das Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis angeben ) von Herrn/Frau.....(Name des Vollmachtgebers) ist.

Stempel der Gemeinde (Unterschrift des Bürgermeisters)

Diese Rubrik (3) ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in der sowohl Vollmachtgeber(in) als auch Bevollmächtigte(r) im Bevölkerungsregister eingetragen sind.

Diese Rubrik (4) ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in deren Bevölkerungsregister der/die Bevollmächtigte eingetragen ist, wenn der/die Vollmachtgeber(in) in einer anderen Gemeinde wohnhaft ist.

Anmerkung : Keine der Rubriken (3) und (4) ist auszufüllen, wenn der/die Vollmachtgeber(in) sich aus religiösen Gründen nicht ins Wahlbüro begeben und eine Bescheinigung der betreffenden Behörde der Glaubensgemeinschaft vorlegen kann.

1. Zutreffendes ankreuzen

(2) Zutreffendes ankreuzen

## AUSZUG AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG

Art. L4132-1 - § 1. Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen,

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a) im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b) unmöglich im Wahllokal vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a) und b) erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörde oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt.

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a) und b) erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3. Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung des Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4° Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt, in der sich der Betreffende befindet, bescheinigt.

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen;

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden.

Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden.

Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2. Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnoort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnoort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde.

Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3. Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

Art. L4143-20 - § 6. Um zur Stimmabgabe zugelassen zu werden, übergibt der Bevollmächtigte dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Art. L4132-1 § 1 erwähnten Bescheinigungen und zeigt ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vor; darauf vermerkt der Vorsitzende : "Hat mittels Vollmacht gewählt".

Die Vollmachten werden der in Artikel L4143-25 Absatz 1, 2° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Aufstellung beigelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD



Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

123.O10.E5.4

**MUSTER 11 - BESCHEINIGUNG DES BÜRGERMEISTERS – VOLLMACHT BEI EINEM AUSLANDSAUFENTHALT AUS GRÜNDEN,  
DIE KEINE BERUFLICHEN**

Den ..... 2006

Gemeinde : .....

Der (die) Unterzeichnete.

Bürgermeister der Gemeinde,

bescheinigt hiermit nach Kenntnisnahme der vorgelegten Belege, dass

Herr/Frau : .....(Name und Vornamen),

wohnhaft in Straße .....Nummer.....

mit der Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen : Nr. ....

als Wähler(in) unter Nummer ..... eingetragen, aufgrund eines vorübergehenden Aufenthaltes im Ausland, und zwar in (Land),

der nicht durch berufliche oder dienstliche Gründe bedingt ist, unmöglich am Wahltag im Wahlbüro vorstellig werden kann.

Der/Die Betreffende, der/die seinen/ihren Antrag vor dem. eingereicht hat, erfüllt daher die in Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung festgelegten Bedingungen, um einen anderen Wähler zu bevollmächtigen, in seinem/ihrer Namen zu wählen.

Ausgestellt in..... am .....

Bürgermeister

Stempel der Gemeinde (Unterschrift)

**AUSZÜGE AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG**

Art. L4133-1 - § 1. Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

(...)

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden.

Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister des Wohnsitzes eingereicht werden.

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

123.O10.E5.1

**MUSTER 12 - ERKLÄRUNG - BEGLEITETER WÄHLER**

Den.....2006

Der (die) Unterzeichnete ..... (Name und Vornamen),

Geboren am.....

Wohnhaft in .....Straße .....Nr.....

Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen : .....

als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde .....

Erklärt, von der ihm (ihr) gebotenen Möglichkeit, sich im Hinblick auf die Wahlen vom 8. Oktober 2006 begleiten zu lassen, Gebrauch machen zu wollen,

Der (die) Begleiter(in) ist .....(Name und Vornamen)

Geboren am.....

Wohnhaft in .....Straße.....Nr.....BFK.....

Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen : .....

als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde .....

Wenn der Begleiter Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort (1) :

? entweder dass er bei seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder bei einem Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Begleiter auftritt.

? oder dass er bei einem Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaftsverhältnis jedoch bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Begleiter auftritt.

Unterschrift des Wählers Unterschrift des Begleiters

(1) Zutreffendes ankreuzen

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

123.O10.E5.1

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung**Artikel L4133-2** - § 1. Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am fünfzehnten Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Folgende Personen rechtfertigen eine Begleitung :

1° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Geistesfunktionen oder des Lernens aufweisen;

2° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Körperfunktionen aufweisen;

3° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Sinnesfunktionen aufweisen;

4° diejenigen, die seelischen Schwierigkeiten aufweisen;

5° diejenigen, die Schwierigkeiten infolge einer chronischen oder degenerativen Krankheit aufweisen;

6° die Personen, deren Muttersprache nicht eine der in Artikel 4 der Verfassung vorgesehenen Sprachen ist, wenn dies zu Leseschwierigkeiten führt.

§ 2. Der betroffene Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Kein Begleiter darf mehr als einem Wähler beistehen.

Ein Kandidat kann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

§ 3. Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Erklärung werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

§ 4. Der Vorsitzende des Wahlvorstandes verweist den Begleiter, der die Vorschriften von vorstehenden Absätzen verletzt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.C5.O10.1

**MUSTER 13 - ANTRAG AUF AUSSTELLUNG VON AUSFERTIGUNGEN  
ODER ABSCHRIFTEN DES WÄHLERREGISTERS AN EINE POLITISCHE PARTEI**

Provinz : ..... Wahldistrikt : .....

Wahlkanton : ..... Gemeinde .....

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Die Unterzeichneten,

Herr/Frau : .....

Wähler der Gemeinde oder des Distrikts, und von der Partei ..... bevollmächtigt

verpflichten sich, eine Kandidatenliste für die Gemeindewahlen und/oder Provinzialwahlen<sup>1</sup> vom 8. Oktober 2006 im Wahlkreis<sup>2</sup> vorzuschlagen,

und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Wir beantragen somit die Ausstellung von ..... Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen bzw. provinziellen Wählerregisters (3) Ihrer Gemeinde.

Wir möchten diese Ausfertigungen oder Abschriften auf Papier / im EDV-Format 4 erhalten, und erklären, dass Herr / Frau .....  
dazu ermächtigt ist, diese Abschriften in unserem Namen zu erhalten.

Wir erklären, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumentes wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichten uns dazu, sie zu beachten.

Zu ....., den.....2006

Unterschrift(en)

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.C5.O10.1

## AUSZÜGE AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG

**Artikel L4122-5 - § 1.** Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

§ 2. Jede in § 1 erwähnte politische Partei kann, sofern sie in der Gemeinde eine Kandidatenliste einreicht, zwei Exemplare oder Abschriften dieses Registers kostenlos erhalten und zwar je nach Wunsch auf Papier oder auf einem in § 1 erwähnten Datenträger.

Die Ausstellung von zusätzlichen Exemplaren oder Abschriften erfolgt gegen Zahlung des durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu bestimmten Selbstkostenpreises.

Wenn die politische Partei keine Kandidatenliste einreicht, darf sie unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen, selbst nicht zu Wahlzwecken.

(...)

§ 6. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß § 1, § 3 und § 4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

**Artikel L4122-34 - § 1.** Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, § 6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecke sind.

§ 2. Strafen, die gegen Komplizen der im Absatz 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wären, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

12.C1.O10.1

**MUSTER 14 -ANTRAG AUF AUSSTELLUNG VON AUSFERTIGUNGEN  
ODER ABSCHRIFTEN DES WÄHLERREGISTERS AN EINEN KANDIDATEN**

Provinz : Wahldistrikt : .....

Wahlkanton : Gemeinde .....

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Der/die Unterzeichnete, Herr/Frau ....., Kandidat(in) bei der Gemeindevahl und/oder Provinzialwahl (5) im Wahlkreis (6) .....

beantragt die Ausstellung von ..... Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen bzw. provinziellen Wählerregisters (7) Ihrer Gemeinde.

Ich verpflichte mich dazu, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Ich möchte diese Abschriften bzw. Ausfertigungen auf Papier / im EDV-Format 8 erhalten. Ich erkläre, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumenten wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichte mich dazu, sie zu beachten.

....., den.....2006

Unterschrift,

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

12.C1.O10.1

**AUSZÜGE AUS DEM KODEX DER LOKALEN DEMOKRATIE UND DER DEZENTRALISIERUNG**

**Artikel L4122-5.** § 1. Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden..

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

(...)

§ 3. Jede Person, die als Kandidat auf einem im Hinblick auf die Wahl eingereichten Wahlvorschlag erscheint, kann gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier oder auf einem in § 1 erwähnten Datenträger beziehen, sofern sie bei dem Bürgermeister einen diesbezüglichen Antrag per Einschreibebrief eingereicht hat und sich verpflichtet, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium überprüft bei der Aushändigung, ob der Betreffende als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurde.

Wenn der Antragsteller nachträglich aus der Kandidatenliste gestrichen wird, darf er unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen.

(...)

§ 6. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß § 1, § 3 und § 4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

**Article L4122-34 - § 1.** Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, § 6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecke sind.

§ 2. Strafen, die gegen Komplizen der in Absatz 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wäre, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.B13.E5.1

## MUSTER 15 - STIMMZETTEL IN FRANZÖSISCHER SPRACHE

Election.....

Circonscription électorale de .....

8 octobre 2006

Election de ..... conseillers.

--

## Anweisungen für den Druck des Stimmzettels

1. Auf dem Stimmzettel stehen die nachstehenden Angaben in folgender Reihenfolge :

- 1° "Election", gefolgt durch "du conseil communal" oder "du conseil provincial"
- 2° "Circonscription électorale de" gefolgt durch den Namen des Distrikts oder der Gemeinde;
- 3° "8 octobre 2006"
- 4° "Election de", gefolgt durch die Anzahl zu besetzender Mandate, gefolgt durch "conseillers";

5° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Nummer jeder Liste von Kandidaten, die sich zur Wahl vorstellen, angeführt wird, in der durch die aufeinanderfolgenden Auslosungen gegebenen Reihenfolge; falls erforderlich kann der Vorstand beschließen, zwei oder mehrere unvollständige Listen in ein und dieselbe Spalte einzusetzen. Gegebenenfalls bestimmt er durch Auslosung, wo diese Spalten zu stehen kommen und welche Listennummern sie enthalten. Listenverbindungen erhalten die in Artikeln L4142-26 bis 31 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte gemeinsame laufende Nummer, und keine andere Liste darf eine dieser Nummern erhalten, selbst nicht, wenn keine Listenverbindung in der Gemeinde vorgeschlagen wurde.

6° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Listenkürzel und Logos der Kandidatenlisten, die den Nummern entsprechen, angeführt sind;

7° Eine Zeile, in der das Feld am Kopf der Liste steht, wo der Wähler seine Zustimmung für die Reihenfolge in der Liste oder für den Kandidaten, dessen Name unter diesem Kästchen steht, falls es nur eine Kandidatur gibt, ausdrücken kann;

8° Für jede Liste, die notwendige Anzahl Zeilen, um alle Kandidaten anführen zu können, in der in der Vorschlagsurkunde angegebenen Reihenfolge und mit folgenden Angaben : Name und Vorname, denen eine laufende Nummer vorangestellt wird, gefolgt durch das Feld, wo der Wähler seine Stimme abgibt. Die Höhe des Feldes darf drei Textzeilen und 20 mm nicht überschreiten. Die Stimmfelder sind schwarz und weisen in der Mitte einen kleinen in der Farbe des Papiers gehaltenen Kreis von vier Millimeter Durchmesser auf.

9° Eine Kennnummer, die das Datum der Wahl in Ziffern sowie für die Gemeindevahl die "INS"-Nummer der Gemeinde und für die Provinzialwahl die INS Nummer der Provinz, gefolgt durch die dem Distrikt zugeteilte laufende Nummer, enthält.

2. Die Vermerke auf dem Stimmzettel werden in Französisch abgefasst.

3. Die Abmessungen der Stimmzettel werden wie folgt festgelegt :

- 1° Die Breite des Stimmzettels ist 6 cm für eine Liste zuzüglich 4 cm für jede zusätzliche Liste.
- 2° Die Höhe des Stimmzettels ist 18 cm für neun Mandate zuzüglich 2 cm für jeweils zwei zusätzliche Mandate.

4. Die Stimmzettel bestehen aus einem Einzelblatt. Die Regierung stellt dem Vorsitzenden jedes Kreisvorstands die für die Wahl notwendige Menge Wahlpapier zur Verfügung.

5. Das Papier ist weiß für die Gemeindevahlen, grün für die Provinzialwahlen. 6. Innerhalb eines selben Wahlkollegiums dürfen keine Stimmzettel unterschiedlichen Formats benutzt werden. In allen Fällen müssen die bei ein und derselben Wahl verwendeten Stimmzettel absolut identisch sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.B13.E5.2

## MUSTER 16 - ZWEISPRACHIGE STIMMZETTEL FRANZÖSISCH-DEUTSCH

Election ..... / Wahl.....

Circonscription électorale/Wahlkreis von de .....

8 octobre 2006/8. Oktober 2006

Election de \_\_\_\_ conseillers. / Wahl von \_\_\_\_ Ratsmitgliedern.

Wahl von \_\_\_\_ Mitgliedern.

--

## Anweisungen für den Druck des Stimmzettels

1. Auf dem Stimmzettel stehen die nachstehenden Angaben in folgender Reihenfolge :

1° "Wahl", gefolgt durch "des Gemeinderats" oder "des Provinzialrats";

2° "Wahlkreis von" gefolgt durch den Namen des Distrikts oder der Gemeinde;

3° "8. Oktober 2006"

4° "Wahl von", gefolgt durch die Anzahl zu besetzender Mandate, gefolgt durch "Ratsmitgliedern";

5° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Nummer jeder Liste von Kandidaten, die sich zur Wahl vorstellen, angeführt wird, in der durch die aufeinanderfolgenden Auslosungen gegebenen Reihenfolge; falls erforderlich kann der Vorstand beschließen, zwei oder mehrere unvollständige Listen in ein und dieselbe Spalte einzusetzen. Gegebenenfalls bestimmt er durch Auslosung, wo diese Spalten zu stehen kommen und welche Listennummern sie enthalten.

Listenverbindungen erhalten die in Artikel L4142-26 bis 31 erwähnte gemeinsame laufende Nummer, und keine andere Liste darf eine dieser Nummern erhalten, selbst nicht, wenn keine Listenverbindung in der Gemeinde eingereicht wurde.

6° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Listenkürzel und Logos der Kandidatenlisten, die den Nummern entsprechen, angeführt sind;

7° Eine Zeile, in der das Feld am Kopf der Liste steht, wo der Wähler seine Zustimmung für die Reihenfolge in der Liste oder für den Kandidaten, dessen Name unter diesem Kästchen steht, falls es nur eine Kandidatur gibt, ausdrücken kann;

8° Für jede Liste, die notwendige Anzahl Zeilen, um alle Kandidaten anführen zu können, in der in der Vorschlagsurkunde angegebenen Reihenfolge und mit folgenden Angaben : Name und Vorname, denen eine laufende Nummer vorangestellt wird, gefolgt durch das Feld, wo der Wähler seine Stimme abgibt. Die Höhe des Feldes darf drei Textzeilen und 20 mm nicht überschreiten. Die Stimmfelder sind schwarz und weisen in der Mitte einen kleinen in der Farbe des Papiers gehaltenen Kreis von vier Millimeter Durchmesser auf.

9° Eine Kennnummer, die das Datum der Wahl in Ziffern sowie für die Gemeindewahl die "INS"-Nummer der Gemeinde und für die Provinzialwahl die INS Nummer der Provinz, gefolgt durch die dem Distrikt zugeteilte laufende Nummer, enthält.

2. Die Vermerke auf dem Stimmzettel werden in Französisch und in Deutsch abgefasst, mit Vorrang für die französische Sprache.

3. Die Abmessungen der Stimmzettel werden wie folgt festgelegt :

1° Die Breite des Stimmzettels ist 6 cm für eine Liste zuzüglich 4 cm für jede zusätzliche Liste.

2° Die Höhe des Stimmzettels ist 18 cm für neun Mandate zuzüglich 2 cm für jeweils zwei zusätzliche Mandate.

4. Die Stimmzettel bestehen aus einem Einzelblatt. Die Regierung stellt dem Vorsitzenden jedes Kreisvorstands die für die Wahl notwendige Menge Wahlpapier zur Verfügung.

5. Das Papier ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen.

6. Innerhalb eines selben Wahlkollegiums dürfen keine Stimmzettel unterschiedlichen Formats benutzt werden. In allen Fällen müssen die bei ein und derselben Wahl verwendeten Stimmzettel absolut identisch sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.B13.E5.4

## MUSTER 17 - ZWEISPRACHIGE STIMMZETTEL DEUTSCH-FRANZÖSISCH

Wahl ..... /Election .....

Wahlkreis von/Circonscription électorale de .....

8 Oktober 2006 / 8 octobre 2006

Wahl von \_\_\_\_ Ratsmitgliedern. / Election de \_\_\_\_ conseillers.

--

## Anweisungen für den Druck des Stimmzettels

1. Auf dem Stimmzettel stehen die nachstehenden Angaben in folgender Reihenfolge :

1° "Wahl", gefolgt durch "des Gemeinderats" oder "des Provinzialrats";

2° "Wahlkreis von" gefolgt durch den Namen des Distrikts oder der Gemeinde;

3° "8. Oktober 2006"

4° "Wahl von", gefolgt durch die Anzahl zu besetzender Mandate, gefolgt durch "Ratsmitgliedern";

5° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Nummer jeder Liste von Kandidaten, die sich zur Wahl vorstellen, angeführt wird, in der durch die aufeinanderfolgenden Auslosungen gegebenen Reihenfolge; falls erforderlich kann der Vorstand beschließen, zwei oder mehrere unvollständige Listen in ein und dieselbe Spalte einzusetzen. Gegebenenfalls bestimmt er durch Auslosung, wo diese Spalten zu stehen kommen und welche Listennummern sie enthalten.

Listenverbindungen erhalten die in Artikel L4142-26 bis 31 erwähnte gemeinsame laufende Nummer, und keine andere Liste darf eine dieser Nummern erhalten, selbst nicht, wenn keine Listenverbindung in der Gemeinde eingereicht wurde.

6° Eine Zeile, in der in Buchstaben von höchstens 10 mm die Listenkürzel und Logos der Kandidatenlisten, die den Nummern entsprechen, angeführt sind;

7° Eine Zeile, in der das Feld am Kopf der Liste steht, wo der Wähler seine Zustimmung für die Reihenfolge in der Liste oder für den Kandidaten, dessen Name unter diesem Kästchen steht, falls es nur eine Kandidatur gibt, ausdrücken kann;

8° Für jede Liste, die notwendige Anzahl Zeilen, um alle Kandidaten anführen zu können, in der in der Vorschlagsurkunde angegebenen Reihenfolge und mit folgenden Angaben : Name und Vorname, denen eine laufende Nummer vorangestellt wird, gefolgt durch das Feld, wo der Wähler seine Stimme abgibt. Die Höhe des Feldes darf drei Textzeilen und 20 mm nicht überschreiten. Die Stimmfelder sind schwarz und weisen in der Mitte einen kleinen in der Farbe des Papiers gehaltenen Kreis von vier Millimeter Durchmesser auf.

9° Eine Kennnummer, die das Datum der Wahl in Ziffern sowie für die Gemeindewahl die "INS"-Nummer der Gemeinde und für die Provinzialwahl die INS Nummer der Provinz, gefolgt durch die dem Distrikt zugeteilte laufende Nummer, enthält.

2. Die Vermerke auf dem Stimmzettel werden in Französisch und in Deutsch abgefasst, mit Vorrang für die deutsche Sprache.

3. Die Abmessungen der Stimmzettel werden wie folgt festgelegt :

1° Die Breite des Stimmzettels ist 6 cm für eine Liste zuzüglich 4 cm für jede zusätzliche Liste.

2° Die Höhe des Stimmzettels ist 18 cm für neun Mandate zuzüglich 2 cm für jeweils zwei zusätzliche Mandate.

4. Die Stimmzettel bestehen aus einem Einzelblatt. Die Regierung stellt dem Vorsitzenden jedes Kreisvorstands die für die Wahl notwendige Menge Wahlpapier zur Verfügung.

5. Das Papier ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen.

6. Innerhalb eines selben Wahlkollegiums dürfen keine Stimmzettel unterschiedlichen Formats benutzt werden. In allen Fällen müssen die bei ein und derselben Wahl verwendeten Stimmzettel absolut identisch sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD



**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

123.BE.B20.1

Provinz : Wahlkanton : Gemeinde.

Wahl-/Zählbürovorstand Nr. Datum der Sitzung [ ] Wahl mit Papierstimmzetteln [ ] Automatisierte Wahl

(Unzutreffendes bitte streichen) (den treffenden Vermerk ankreuzen)

**Muster 18 - Liste der Mitglieder des Wahlvorstands im Hinblick auf die Zahlung der Anwesenheitsmarken**

Dem Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Kantons von : , am ...../..... 2006 übermittelt

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE, IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN!  
 ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Herr/Frau : Vorsitzende(r) des Vorstands, Tel.- oder Handy-Nr. :

---

Anschrift	Postleizahl	Gemeinde
	-                     -	
Betrag	Kontonummer	Unterschrift

Herr/Frau : Sekretär(in) des Vorstands

---

Anschrift	Postleizahl	Gemeinde
	-                     -	
Betrag	Kontonummer	Unterschrift

Herr/Frau : Beigeordnete(r) Sekretär(in) 1

---

Anschrift	Postleizahl	Gemeinde
	-                     -	
Betrag	Kontonummer	Unterschrift

Herr/Frau : Beisitzer

---

Anschrift	Postleizahl	Gemeinde
	-                     -	
Betrag	Kontonummer	Unterschrift

Herr/Frau : Beisitzer

---

Anschrift	Postleizahl	Gemeinde
	-                     -	
Betrag	Kontonummer	Unterschrift

Herr/Frau : Beisitzer

Anschrift Postleizahl Gemeinde

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Betrag Kontonummer Unterschrift

Herr/Frau : Beisitzer

Anschrift Postleizahl Gemeinde

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Betrag Kontonummer Unterschrift

Herr/Frau : Beisitzer 1

Anschrift Postleizahl Gemeinde

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Betrag Kontonummer Unterschrift

Der Vorsitzende dieses Wahlbüros bestätigt die Anwesenheit der Personen, deren Namen auf dieser Liste stehen.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Der Sekretär Der beigeordnete Sekretär (9) , Der Vorsitzende, Die Beisitzer,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz : Wahlkanton :

Gemeinde.

Wahl-/Zählbürovorstand Nr. Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl

(Unzutreffendes bitte streichen) (den treffenden Vermerk ankreuzen)

**MUSTER 19 - RÜCKERSTATTUNG DER FAHRKOSTEN DER MITGLIEDER DES WAHLVORSTANDS**

Weiterzuleiten an die Provinzialverwaltung ..... (Provinz)  
(Anschrift der Provinz)

**UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!**

Der/die Unterzeichnete :

Herr/Frau : Tel.- oder Handy-Nr.

Anschrift	Postleitzahl	Gemeinde

Funktion innerhalb des Vorstands

Kontonummer (Das Konto muss dem angegebene Namen entsprechen)

Erklärt hiermit, dass ihm die Kosten für Fahrten, die wegen der Wahlen zwischen den nachstehend erwähnten Gemeinden zurückgelegt wurden, zurückzuerstatten sind :

Abfahrtstelle (Gemeinde, wo sich das Wahlvostand des/der Betroffenen befindet)	Bestimmung

Anzahl zurückgelegter Kilometer	Anzahl Fahrten	Grund dieser Fahrten

Zurückzuerstattender Betrag : €

..... km x 0,15 €, d.h. GESAMT

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 8. Januar 2007 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

Geschehen zu..... am.....2006

Unterschrift des Vorstandsvorsitzenden

Unterschrift der betreffenden Person

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## MUSTER 20 - RÜCKERSTATTUNG DER FAHRKOSTEN DER WÄHLER

Weiterzuleiten an (Anschrift der provinziellen Verwaltung)

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN!  
ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Der/die Unterzeichnete :

Herr/Frau : Tel.- oder Handy-Nr. :

Anschrift Postleitzahl Gemeinde

			-						-		
--	--	--	---	--	--	--	--	--	---	--	--

Kontonummer (Das Konto muss dem angegebenen Namen entsprechen)

Erklärt hiermit, dass ihm die Kosten für Fahrten, die wegen der Wahlen zwischen den nachstehend erwähnten Gemeinden zurückgelegt wurden, zurückzuerstatten sind :

Abfahrtstelle (Gemeinde, wo sich das Wahlvotum des/der Betroffenen befindet) Bestimmung

für ihn selbst, und die folgenden \_\_\_\_\_ (Anzahl angeben) Personen, die seiner Familie angehören und ebenfalls Wähler sind,

Herr/Frau : Herr/Frau :

Herr/Frau : Herr/Frau :

Herr/Frau : Herr/Frau :

Grund der Fahrt :

Wechsel des Wohnortes.

Gehalts- oder Lohnempfänger, die ihren Beruf im Ausland oder in einer anderen Gemeinde, als der, wo sie wählen müssen, ausüben.

Studenten, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen.

Aufenthalt in einer Pflegeanstalt oder Gesundheitseinrichtung, die sich in einer anderen Gemeinde befindet als der, in der der Wähler wählen muss.

Zurückzuerstattender Betrag : €

..... x ..... €, d.h. GESAMT

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 8. Januar 2007 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

Geschehen zu..... am..... 2006,

Unterschrift der betreffenden Person

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

123.BE.O30.1

Provinz : Wahlkanton : Gemeinde.

Gemeindevorstand/Distriktvorstand/Kantonvorstand Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl

(Unzutreffendes bitte streichen) (den treffenden Vermerk ankreuzen)

**MUSTER 21 - FORDERUNGSANMELDUNG BETREFFEND DIE VERGÜTUNGEN  
FÜR AUßERORDENTLICHE LEISTUNGEN DER MITGLIEDER DER KREIS- UND KANTONVORSTÄNDE**

Der für den Kreis- oder Kantonvorstand zuständigen Provinzialverwaltung am ..... 2006 übermittelt..

**UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!**

Ich Unterzeichnete(r) .....

Herr/Frau : Tel.- oder Handy-Nr. :

Anschrift Postleitzahl Gemeinde

| | | | - | | | | | | | | - | | | |

Kontonummer (Das Konto muss dem angegebenen namen entsprechen)

Erkläre; dass ich die folgenden Leistungen erbracht habe :

1. Versand der Schreiben, Aufstellungen und Tabellen, die durch den Kodex der lokalen Demokratie erfordert werden, einschließlich des Versands der Protokolle : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
2. Bestimmung der Mitglieder der Vorstände : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
3. Untersuchungen zur Wählbarkeit der Kandidaten : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
4. Numerische Dateneingabe und Übermittlung der Listen : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
5. Korrektur von Doppelkandidaturen anschließend an die Prüfung durch die Regierung : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
6. Abfassung und Versand des Druckberichts (nur in den Kreisvorständen, wo mit Stimmzetteln gewählt wird) :  
ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
7. Aktualisierung der Wahlbildschirme (nur in den Kreisvorständen mit automatisierter Stimmabgabe) : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
8. Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an die Kandidaten und Anmelder, die deren Mitteilung beantragen : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
9. Organisation der Lieferung der Stimmzettel : ja / nein, für eine Dauer von ..... Stunden.
10. Sonstige Leistungen (die Art dieser Leistungen angeben) : .....

Für jede der oben erwähnten Leistungen füge ich ggf. die Belege bei.

Zudem füge ich dem vorliegenden Schreiben das Muster 22 bei, in dem die Notwendigkeit der unter 9° angeführten Aufgabe bescheinigt wird.

Der Vorsitzende dieses Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Der Vorsitzende,

Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

123.BE.O30.2

Provinz : Wahlkanton : Gemeinde.

Gemeindevorstand / Distriktvorstand / Kantonvorstand Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl

(Unzutreffendes bitte streichen) (den treffenden Vermerk ankreuzen)

**MUSTER 22 - BESCHEINIGUNG ZUR BEGRÜNDUNG  
DER NOTWENDIGKEIT EINER AUßERORDENTLICHEN SPEZIFISCHEN AUFGABE (DEM MUSTER 21 BEIZUFÜGEN)**

Ich Unterzeichnete(r), Herr/Frau .....

Erkläre, dass ich die folgende(n) Aufgabe(n) erfüllt habe :

Die Rechtfertigung dieser Aufgabe liegt in folgenden Gründen :

Zudem war es mir unmöglich, diese Aufgabe während meiner normalen Arbeitszeiten auszuführen, und zwar aus folgenden Gründen :

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

....., den ..... 2006

Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz : Wahlkanton : Gemeinde.

Gemeindevorstand / Distriktvorstand / Kantonvorstand Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl

(Unzutreffendes bitte streichen) (den treffenden Vermerk ankreuzen)

**MUSTER 23 - FORDERUNGSANMELDUNG IN BEZUG AUF DIE TATSÄCHLICHEN AUSGABEN  
DER MITGLIEDER DER KREIS- UND KANTONVORSTÄNDE**

Der für den Kreis- oder Kantonvorstand zuständigen Provinzialverwaltung am ..... 2006 übermittelt.

**UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!**

Ich Unterzeichnete(r) .....

Herr/Frau : Vorsitzende(r) / Sekretär(in) / Beisitzer(in) (Unzutreffendes bitte streichen) des Vorstands, Tel.- oder Handy-Nr.

Anschrift

Postleitzahl

Gemeinde

						-											-			
--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

Betrag

Kontonummer

Unterschrift

Erkläre, dass die tatsächlichen Ausgaben in Höhe des obenstehenden Betrags betreffend die folgenden Aufgaben mir zurückerstattet werden müssen :

1. Vervielfältigung von Dokumenten : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;
2. Fax-Mitteilungen : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;
3. Telefonanrufe : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;
4. Büro- und Schreibwaren : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;
5. Transport von Zubehör : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;
6. Sonstige ähnliche Unkosten : ja / nein, für einen Betrag von ..... Euro;

Ursprung und Begründung dieser Ausgaben : .....

Für jede der oben erwähnten Ausgaben füge ich ggf. die Belege bei.

Der Vorsitzende des Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Der Vorsitzende,

Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz : Wahldistrikt : .....  
 Wahlkanton : Gemeinde. ....  
 Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl (die genaue Angabe ankreuzen)

**MUSTER 24A- TABELLE MIT DER ZUSAMMENSETZUNG DES KANTONVORSTANDS UND DER ZÄHLBÜROVORSTÄNDE  
 DER PROVINZ**

Der Vorsitzende des Kantonvorstands bescheinigt hiermit, dass der Kantonvorstand und die Zählbürovorstände der Provinz wie folgt zusammengesetzt sind(10) :

**1. Kantonvorstand**

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer des Nationalregisters	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					

%

**2. Zählbürovorstand der Provinz Nr. ... (11), mit Sitz in .....(12)**

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer des Nationalregisters	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					

%

....., den.....; 2006,

Der Vorsitzende des Kantonvorstands,



**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006**

20.B20P.BE.1

**Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung**

**Art. L4125-7 - § 1.** Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, sowie einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2. Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen :

1° des Präsidenten des Gerichts erster Instanz oder seines Stellvertreters, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

2° des Friedensrichters, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen des Friedensrichters des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder sein Stellvertreter.

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Reihenfolge.

**Artikel L4125-5 - § 1.** Spätestens am 15. September bezeichnet der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und zwar in der in Artikel L4125-3, § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2. Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3. Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7, § 1, 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

(...)

§ 7. Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sorgt dafür, dass die Tabelle, die es erhalten hat, durch Anschlag von allen Bürgern eingesehen werden kann.

Es übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Vorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

**Artikel L4125-8 –** Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006****12.B30P.BE.1**

Provinz : Wahldistrikt : .....

Wahlkanton : Gemeinde. ....

Wahl mit Papierstimmzettel [ ] Automatisierte Wahl (die genaue Angabe ankreuzen)

**MUSTER 24B - TABELLE MIT DER ZUSAMMENSETZUNG DES GEMEINDEVORSTANDS, DER WAHLBÜROVORSTÄNDE  
UND DER ZÄHLBÜROVORSTÄNDE DER GEMEINDE**

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands bescheinigt hiermit, dass der Gemeindevorstand, die Wahlbürovorstände und die Zählbürovorstände der Gemeinde wie folgt zusammengesetzt sind(13) :

**3. Gemeindevorstand**

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer des Nationalregisters	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					

%

**4. Wahlbürovorstand Nr. ... (14), mit Sitz in .....(15)**

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer des Nationalregisters	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beigeordneter Sekretär 16					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer <sup>3</sup>					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer <sup>3</sup>					

5. Zählbürovorstand der Gemeinde Nr. ...(17), mit Sitz in .....(18)

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer des Nationalregisters	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer <sup>3</sup>					
Beisitzer <sup>3</sup>					
Beisitzer <sup>3</sup>					
Beisitzer <sup>3</sup>					
Ersatzbeisitzer <sup>3</sup>					
Ersatzbeisitzer <sup>3</sup>					
Ersatzbeisitzer <sup>3</sup>					
Ersatzbeisitzer <sup>3</sup>					

....., den..... 2006,

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

## 12.B30P.BE.1

## Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Art. L4125-3 - § 4.** Kein Kandidat darf dem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindesekretärs und eines Gemeindeeinnehmers ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden, eines Besitzers oder Ersatzbesitzers eines Kreisvorstandes.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

**Artikel L4125-3 - (...)**

§ 2. Der Vorsitzende des Distriktsvorstandes bezeichnet in der nachstehend festgelegten Reihenfolge folgende Personen, um den Vorsitz des Gemeindevorstands zu führen :

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Handelsgerichtes nach dem Dienstalter;

2° Friedensrichter oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° Rechtsanwälte und Rechtsanwaltspraktikanten in der Reihenfolge ihrer Eintragung in das Anwaltsverzeichnis oder in die Praktikantenliste;

5° Notare;

6° der Wallonischen Region unterstellte Inhaber eines Amtes der Stufe A oder B und Inhaber eines gleichwertigen Dienstgrades, die dem Föderalstaat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Provinzen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren, den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnt sind oder auch nicht, oder den autonomen öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen unterstehen;

7° Lehrpersonal;

8° Praktikanten der Staatsanwaltschaft;

9° wenn notwendig, die unter den Wählern der Gemeinde bezeichneten Personen, die anderswo Ämter ausüben, die den im Punkt 6° erwähnten Ämtern entsprechen.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstandes ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen Wähler der Gemeinde, in der sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstandes ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten.

Die öffentlichen Behörden, die im vorstehenden Absatz, Punkt 6° und 7° erwähnte Personen beschäftigen, teilen den Verwaltungen der Gemeinde, in der sie ihren Hauptwohnsitz haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift und den Beruf dieser Personen mit.

(...)

**Artikel L4125-5 - § 1.** Spätestens am 15. September bezeichnet der Vorsitzende des Gemeindevorstandes die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Besitzer und Ersatzbesitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und zwar in der in Artikel L4125-3, § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2. Am selben Datum bezeichnet er die Besitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3. Die Vorsitzenden, Besitzer und Ersatzbesitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7, § 1, 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

(...)

§ 7. Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstandes, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sorgt dafür, dass die Tabelle, die es erhalten hat, durch Anschlag von allen Bürgern eingesehen werden kann.

Es übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Vorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

## Notes

- (1) Unzutreffendes bitte streichen
- (2) Den Namen der Gemeinde für die Gemeindewahlen und des Distrikts für die Provinzialwahlen angeben
- (3) Unzutreffendes bitte streichen.
- (4) Unzutreffendes bitte streichen.
- (5) Unzutreffendes bitte streichen.
- (6) Die Gemeinde für die Gemeindewahlen und den Distrikt für die Provinzialwahlen angeben.
- (7) Unzutreffendes bitte streichen.
- (8) Unzutreffendes bitte streichen.
- (9) (bei automatisierter Wahl)
- (10) Diese Tabelle aufgrund der tatsächlichen Anzahl Zählbürovorstände ausfüllen
- (11) Die vom Vorsitzenden des Kantonvorstandes zugeteilte Nummer angeben
- (12) Die vollständige Anschrift angeben
- (13) Diese Tabelle aufgrund der tatsächlichen Anzahl Wahl- und Zählbürovorstände ausfüllen
- (14) Jedes Wahlbüro erhält eine Wählersektion. Die Nummer der entsprechenden Wählersektion angeben, so wie sie in Übereinstimmung mit Art. L4123-1, § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vom Gouverneur zugeteilt wurde.
- (15) Die vollständige Anschrift angeben
- (16) Nur bei automatisierter Wahl ausfüllen
- (17) Die vom Vorsitzenden des Gemeindevorstandes zugeteilte Nummer angeben
- (18) Die vollständige Anschrift angeben

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 2621

[2006/202122]

**22 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de kiesverrichtingen voor de gemeenteraads-, provincieraads- en sectorraadsverkiezingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikelen L4122-5, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1 en 2, L4133-1 en 2, L4135-1 tot en met 4, L4142-37, L4143-3 en 7, L4231-1 en L4151-2;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, lid 1, 2° waarbij de dringende noodzakelijkheid als volgt gemotiveerd wordt :

“De dringende noodzakelijkheid is gemotiveerd door het tijdschema en door de noodzaak om de vlotte organisatie van de verkiezingen van oktober 2006 niet in gevaar te brengen en de operatoren bij de verkiezingen alle onderrichtingen te verstrekken vóór de zomervakantie.

De ontwerp-besluiten die voor advies voorgelegd zijn aan de afdeling wetgeving komen tegemoet aan de doelstelling die bij de opstelling van het decreet vooropstond, namelijk :

— de coördinatie verzorgen van de besluiten die de federale overheid her en der aangenomen heeft door ze per thema samen te brengen aan de hand van de leidraad gevormd door het verloop van de kiesverrichtingen en er de wijzigingen in aan te brengen die voortvloeien uit het ontwerp-decreet tot wijziging van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Die coördinatie moet de doorzichtigheid van het geheel dienstig zijn en voorkomen dat degenen voor wie die verschillende maatregelen bestemd zijn, in verwarring worden gebracht;

— de aldus gecoördineerde teksten aanpassen aan de institutionele realiteit”;

Gelet op advies nr. 11/2006 van de “Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne” (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 4 mei 2006;

Gelet op advies nr. 40.637/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De kiescolleges*

*Afdeling 1.* — Bijeenroeping van de kiescolleges met het oog de gemeente- en provincieraadsverkiezingen

**Artikel. 1.** Openings- en sluitingsuren van de stemlokalen met een geautomatiseerde stemming.

In de gemeenten die voor de geautomatiseerde stemming aangewezen zijn zijn de stemlokalen overeenkomstig artikel 12 van dit besluit voor de geautomatiseerde stemming geopend van acht tot vijftien uur.

De kiezers die nog in de wachtrij staan op het sluitingsuur van de lokalen, worden nog tot de stemming toegelaten.

**Art. 2.** Aantal kiezers toegelaten in het stemlokaal.

In de kieskantons en de gemeenten die aangewezen zijn voor de geautomatiseerde stemming overeenkomstig artikel 12, is het aantal kiezers die toegelaten worden te stemmen, gelijk aan 900, wat overeenkomt met vijf stemmachines per stemafdeling en met 180 kiezers per stemmachine.

**Art. 3.** Onderrichtingen voor de kiezers.

De tekst van de onderrichtingen voor de kiezers in de lokalen waar manueel gestemd wordt, is opgenomen in model 1 in bijlage.

De tekst van de onderrichtingen voor de kiezers in de lokalen waar de stemming geautomatiseerd verloopt, is opgenomen in model 2 in bijlage.

*Afdeling 2.* — Model van oproepingsbrief voor de kiezers

**Art 4.** De oproepingsbrieven voor de Belgische kiezers worden op wit papier gedrukt.

Voor de buitenlandse kiezers, al dan niet onderdanen uit een andere lidstaat van de Europese Unie, ingeschreven in het register van de kiezers, ontvangen een blauwe oproepingsbrief.

**Art. 5.** De oproepingsbrieven voor de Belgische kiezers worden opgesteld overeenkomstig bijgaand model 3.

**Art. 6.** § 1. Voor de buitenlandse kiezers, al dan niet onderdanen uit een andere lidstaat van de Europese Unie, worden de oproepingsbrieven voor de verkiezing van de gemeenteraden opgesteld overeenkomstig bijgaand model 4.

§ 2. De oproepingsbrieven van de kiezers, onderdanen van een andere lidstaat van de Europese Unie, dragen de letter “C”.

De oproepingsbrieven van de kiezers, niet-onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie, dragen de letter “E”.

**Art 7.** In de gemeente Komen-Waasten worden de oproepingsbrieven voor de Belgische kiezers opgesteld overeenkomstig bijgaand model 5.

De oproepingsbrieven van de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie en van de onderdanen van derde staten worden opgesteld overeenkomstig bijgaand model 6 met de meldingen bedoeld in artikel 6, § 2.

**Art. 8.** § 1. Bij buitengewone verkiezing van een gemeente-, provincie- of sectorraad worden de oproepingsbrieven opgesteld overeenkomstig bijgaand model 7.

§ 2. Het model bepaald in § 1 geldt voor de Belgische kiezers, de kiezers die onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie en de kiezers die onderdaan zijn van derde staten, met dien verstande dat de onderdanen van een andere lidstaat van de Europese Unie en van derde staten niet kunnen stemmen voor de provincieraadsverkiezing.

**Art. 9.** § 1. Overeenkomstig artikel L4124-1, § 6, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de teksten van de onderrichtingen voor de kiezers alsook de tekst, zoals bepaald in artikel L4132-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, op de keerzijde van de oproepingsbrieven afgedrukt.

§ 2. Voor de gemeenten waar manueel gestemd wordt zijn die teksten vermeld op bijgaand model 8.

§ 3. Voor de gemeenten waar de stemming geautomatiseerd verloopt zijn die teksten vermeld op bijgaand model 9.

*Afdeling 3. — Stemming bij volmacht*

**Art. 10.** § 1. Het volmachtformulier dat moet worden gebruikt bij de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen stemt overeen met het model 10 in bijlage.

§ 2. Het certificaat dat door de burgemeester afgegeven moet worden aan de kiezers die gemachtigd zijn om bij volmacht te stemmen, overeenkomstig artikel L4132-1, § 1; 7°, van genoemd Wetboek, wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland dat niet gewettigd is door beroeps- of dienstredenen, stemt overeen met model 11 in bijlage.

Dat attest wordt afgeleverd indien er geen er geen bewijs van de reisorganisatie voorhanden is.

*Afdeling 4. — Bijstand bij de stemming*

**Art. 11.** De verklaring bedoeld in artikel L4133-2, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, met betrekking tot de bijstand bij de stemming, wordt afgelegd aan de hand van een formulier overeenkomstig model 12 als bijlage bij dit besluit. Dat formulier wordt kosteloos verstrekt door de gemeentesecretarie.

In de verklaring worden enerzijds de verkiezingen vermeld waarvoor die verklaring geldt, en anderzijds de naam, de voornamen, de geboortedatum, het adres van de kiezer en de begeleider, en het identificatienummer van de kiezer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het formulier wordt ondertekend door de kiezer en de begeleider.

*HOOFDSTUK II. — Aanwijzing van de kantons voor het gebruik van een geautomatiseerd stelsysteem*

**Art. 12.** § 1. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 maart 1998 tot vervanging van het koninklijk besluit van 18 april 1994 houdende aanwijzing van de kieskantons voor het gebruik van een geautomatiseerd kiessysteem gebruiken de hierna vermelde kieskantons een geautomatiseerd stelsysteem voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 :

1° provincie Henegouwen :

kieskantons Lens en Franes-lez-Anvaing;

2° provincie Luik :

kieskantons Luik, Visé, Bitsingen, Fléron, Herstal, Grâce-Hollogne, Aywaille, Saint-Nicolas, Seraing, Verlaine, Eupen en Sankt-Vith;

3° provincie Luxemburg :

kieskanton Durbuy.

§ 2. Bij de hernieuwing van de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen moeten de stemmen, overeenkomstig het ministerieel besluit van 10 maart 1999 tot vaststelling, in de kantons en gemeenten die gebruik maken van een geautomatiseerd stelsysteem, van de volgorde waarin de stemmen worden uitgebracht bij gelijktijdige verkiezingen, worden uitgebracht in deze volgorde : de provincie- en dan de gemeenteraad.

Bij gelijktijdige verkiezingen voor de vernieuwing van de provincie- en gemeenteraden en voor de verkiezing van de sectorraden, moeten de stemmen worden uitgebracht in deze volgorde : de provincieraad, de gemeenteraad en dan de sectorraad.

*HOOFDSTUK III. — Afgeven van het register van de kiezers*

**Art. 13.** § 1. Overeenkomstig artikel L4122-5, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie hebben de door een politieke partij gemachtigde personen het recht exemplaren of afschriften van het register van de kiezers te verkrijgen zodra dat register opgesteld is en voor zover ze zich er schriftelijk en in een gemeenschappelijk document toe verbinden een kandidatenlijst voor te dragen voor de gemeenteraadsverkiezing en de democratische beginselen na te leven, meer bepaald uitgevaardigd bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

De aanvraag wordt verricht bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester.

§ 2. Overeenkomstig artikel L4122-5, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kan elke kandidaat tegen betaling van de kostprijs exemplaren of afschriften van het register van de kiezers verkrijgen op papier of op een gangbare elektronische informatiedrager zodra hij zijn kandidatuur indient en voor zover hij zich ertoe verbindt een kandidatenlijst voor te dragen voor de gemeenteraadsverkiezing en de democratische beginselen na te leven, meer bepaald uitgevaardigd bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

Die aanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de burgemeester gericht.

De aanvraag wordt opgesteld overeenkomstig bijgaand model 14.

**Art. 14.** Voor de afgifte van de exemplaren van het register van de kiezers bedoeld in artikel L4122-5, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie dient het gemeentecollege een bestandsformaat te gebruiken dat de rechtstreekse overdracht van de gegevens ervan mogelijk maakt naar een toepassing voor gegevensverwerking, meer bepaald de opstelling van kiezerslijsten die aan bepaalde selectiecriteria beantwoorden.

*HOOFDSTUK IV. — Stembiljetten*

**Art. 15.** Meldingen betreffende de kandidaat overeenkomstig artikel L4142-4, § 5, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 1. In zijn voordrachtsakte vermeldt de kandidaat, naast zijn volledige identiteit, de naam waaronder hij wenst vermeld te worden op het aanplakbiljet bedoeld in artikel L4142-37, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en op het stembiljet. Het kieskringbureau zal die meldingen gebruiken ter vaststelling van de op het biljet opgenomen meldingen.

§ 2. Eén enkele voornaam mag worden vermeld; een samengestelde voornaam wordt beschouwd als één enkele voornaam.

De gekozen voornaam moet worden vermeld in de opsomming van de voornamen in de geboorteakte.

§ 3. Voor zover de vermelding van die verschillende voornaam niet leidt tot verwarring met een andere kandidaat of een persoon bekend in de kieskring, mag het kieskringbureau een kandidaat toelaten om een andere voornaam te gebruiken op het aanplak- en stembiljet, met naleving van de volgende regels :

1° de voornaam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voornaam maar een andere, vermeld op zijn geboorteakte : in dat geval vermeldt hij de volledige voornaam op zijn voordrachtsakte en wijst hij erop dat hij de gekozen melding wenst gebruikt te zien op het stembiljet;

2° de kandidaat is bekend onder de afkorting van één van zijn voornamen zoals ze staan vermeld op de geboorteakte : bijvoorbeeld, Danny voor Daniël; hij handelt als in punt 1°;

3° de voornaam die hij wenst gebruikt te zien op het stembiljet maakt geen deel uit van de opsomming van de voornamen op zijn geboorteakte : die melding wordt aanvaard door het kieskringbureau tegen voorlegging van een akte van bekendheid afgegeven door een vrederechter, een notaris of een burgemeester; de geboortevoornaam van de kandidaat staat vermeld op het stembiljet, gevolgd door zijn gebruikelijke voornaam.

§ 4. De identiteit van de kandidaat (de candidate), getrouwd of weduwnaar (weduwe), kan worden voorafgegaan of gevolgd door de naam van de echtgenote (echtgenoot) of overleden echtgenote (echtgenoot).

#### **Art. 16.** Opmaken van het stembiljet

§ 1. Voor de toepassing van artikel L4142-37, § 1, maakt het kieskringbureau het stembiljet op overeenkomstig de hiernavermelde nadere regels.

§ 2. Het stembiljet draagt in die volgorde volgende vermeldingen :

1° "Verkiezing", gevolgd door "van de gemeenteraad" of "van de provincieraad";

2° "Kieskring van" gevolgd door de naam van het district of de gemeente;

3° "8 oktober 2006";

4° "Verkiezing van", gevolgd door het aantal te begeven mandaten, gevolgd door "raadsleden";

5° een lijn met letters van hoogstens 10 mm die het nummer vermeldt van elke lijst van kandidaten die zich voordragen, in de door de opeenvolgende lotingen vastgestelde volgorde;

6° een lijn, hoogstens 10 mm hoog en 30 mm breed, die de letterwoorden of logo's vermeldt van de met de nummers overeenstemmende kandidatenlijsten;

7° een lijn met het stemvak bovenaan de lijst waar de kiezer kan instemmen met de volgorde van die lijst of, in het geval van een alleenstaande kandidatuur, met de kandidaat wiens naam onder dat vak vermeld staat;

8° voor elke lijst, het aantal lijnen noodzakelijk om alle kandidaten te vermelden in de volgorde waarin ze voorkomen op de voordrachtsakte, met volgende meldingen : de naam en voornaam overeenkomstig artikel 15, gevolgd door het volgnummer en het vakje dat de kiezer zal aanstippen. De hoogte van het vakje mag niet hoger zijn dan drie tekstlijnen en 20 mm.

De stemvakjes zijn zwart, met in het midden een kleine schijf met een diameter van 4 meter die dezelfde kleur als het papier heeft;

9° een identificatienummer met de in cijfers uitgedrukte datum van de verkiezing en, voor de gemeenteraadsverkiezing, het NIS-nummer van de gemeente en, voor de provincieraadsverkiezing, het NIS-nummer van de provincie, gevolgd door het volgnummer van het district.

§ 3. De vermeldingen van het stembiljet worden opgesteld in het Frans, overeenkomstig bijgaand model 15, behalve voor de volgende gemeenten :

1° in Malmedy en in Weismes wordt het stembiljet opgesteld overeenkomstig bijgaand model 16 in het Frans en in het Duits, met voorrang voor het Frans;

2° in Amel, Bullingen, Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, Kelmis, Lontzen, Raeren en Sankt-Vith wordt het stembiljet opgesteld overeenkomstig bijgaand model 17, in het Duits en in het Frans, met voorrang voor het Duits.

**Art. 17.** Vormen van het stembiljet ter uitvoering van artikel L4142-37, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 1. Voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen worden de afmetingen van de stembiljetten vastgesteld als volgt :

1° de breedte van het stembiljet is gelijk aan 6 cm voor een lijst, plus 4 cm per bijkomende lijst;

2° de hoogte van het stembiljet is gelijk aan 18 cm voor negen mandaten, plus 2 cm per twee bijkomende mandaten.

§ 2. De stembiljetten hebben enkelvoudige bladen. De hoeveelheid kiespapier noodzakelijk voor de behoeften van de verkiezing wordt door de regering ter beschikking gesteld van de voorzitter van elk kieskringbureau.

§ 3. Het papier is wit voor de gemeenteraadsverkiezingen, groen voor de provincieraadsverkiezingen, roze voor de sectorverkiezingen.

§ 4. Stembiljetten met verschillende afmetingen mogen niet worden gebruikt in éénzelfde kieskring. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor eenzelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

#### **Art. 18.** Model.

Ter uitvoering van artikel L4143-7, § 3, ontvangt elk stembureau, tevens als de daartoe bestemde stembiljetten, een maagdelijk kiesblad met dezelfde afmeting als het met hun kieskring overeenstemmende stembiljet, waarop de plaats waar het zal worden gemerkt wordt vastgesteld alvorens te worden overhandigd aan de kiezer.

### HOOFDSTUK V. — *Verkiezingsuitgaven*

**Art. 19.** § 1. De provincies sluiten de contracten af voor de betaling van de verkiezingskosten bedoeld in artikel L4135-2, § 2, en betalen de schuldvorderingen. Daarna vorderen ze bij de gemeenten van hun ambtsgebied de gepaste terug naar rata van de ingeschreven kiezers.

Wanneer gemeenten in de provincie evenwel een geautomatiseerd stemsysteem gebruiken, worden zij van de verdeling uitgesloten voor wat betreft de terugvordering van de kosten die voortvloeien uit de betaling van het presentiegeld aan de leden van de provinciale en gemeentelijke stemopnemingsbureaus die een manueel stemsysteem gebruiken.

§ 2. De presentiegelden worden uitbetaald op grond van de lijst van de aanwezige leden van het kiesbureau gericht aan de voorzitter van het betrokken kiesbureau. Die lijst wordt opgesteld overeenkomstig model 18 als bijlage bij dit besluit gevoegd.

§ 3. Voor de betaling van het presentiegeld aan de leden van de kiesbureaus in de provincie sluit elke provincie met de Post een contract, op grond van de overeenkomst gesloten tussen het Waalse Gewest en deze, houdende uitvoering van de betaling van het presentiegeld door middel van overschrijvingen op de financiële rekeningen van de leden van de kiesbureaus.

§ 4. De leden van de kiesbureaus die recht hebben op een reisvergoeding, sturen hun aangifte van schuldvordering naar de provincie. Die aangifte van schuldvordering wordt opgesteld overeenkomstig model 19 als bijlage bij dit besluit gevoegd en vermeldt het adres van de provincie.

§ 5. De kiezers bedoeld in artikel 21 van dit besluit die de terugbetaling van hun reiskosten aanvragen, stellen hun aangifte van schuldvordering op door middel van model 20 als bijlage bij dit besluit gevoegd, en vermeldt het adres van de provincie.

Op grond van een overeenkomst gesloten tussen elke provincie en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen factureert deze aan de betrokken provincie de kosten die voortvloeien uit de verplaatsingen van de betrokken kiezers die recht hadden op een gratis vervoersbewijs. Zij vermeldt op haar facturen de N.M.B.S.-provinciecode die op de oproepingsbrieven staat vermeld.

§ 6. Elke provincie neemt bij een verzekeringsmaatschappij een polis om de schade te dekken die voortvloeit uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen en verrekent de betrokken uitgaven.

#### *Afdeling 2. — Terugbetaling van reiskosten aan sommige kiezers*

**Art. 20.** § 2. De in artikel L4135-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde kiezer kan binnen drie maanden na de verkiezing een aanvraag indienen bij het Ministerie van het Waalse Gewest voor de terugbetaling van zijn reiskosten.

De aanvraag wordt opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model 20 waarbij de volgende documenten worden gevoegd :

- de door het stembureau afgestempelde oproepingsbrief;
- een certificaat van inschrijving in de bevolkingsregisters als het kiezers betreft die niet meer in de gemeente verblijven waar ze moeten stemmen;

- één van de volgende documenten :

1° een attest van de werkgever waaruit blijkt dat zij door hem bezoldigd worden, als het bezoldigde kiezers betreft die op zending naar het buitenland zijn of hun beroep uitoefenen in een andere gemeente dan die waar ze moeten stemmen;

2° een attest van de directie van de onderwijsinrichting waaruit blijkt dat ze er regelmatig zijn ingeschreven, als het kiezers betreft die op grond van hun studies in een andere gemeente verblijven dan die waar ze moeten stemmen;

3° een getuigschrift van de directie van het opvangcentrum, de verplegingsinrichting of de gezondheidsinstelling waaruit blijkt dat ze opgenomen zijn of zich in behandeling bevinden, als het kiezers betreft die, om medische of gezondheidsredenen, in een andere gemeente verblijven dan die waar ze moeten stemmen;

- in voorkomend geval, het openbaar vervoerbewijs waarvan gebruik werd gemaakt.

§ 2. De kosten worden terugbetaald op grond van het tarief van het reizigersvervoer in tweede klasse, zoals het toegepast wordt door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen op de verkiezingsdag.

§ 3. De kiezers die voor hun verplaatsing de lijnen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gebruiken, kunnen, in plaats van de terugbetaling van hun kosten te vragen, een vrijbiljet tweede klasse krijgen door in het station van vertrek hun oproepingsbrief voor de verkiezing, hun identiteitskaart alsook één van de in § 1 bedoelde documenten voor te leggen.

Het afgegeven vervoerbewijs is geldig van de vrijdag vóór de dag van de verkiezing tot de zondag daarop. Het mag enkel voor de terugreis dienen op overlegging van de door het stembureau behoorlijk afgestempelde oproepingsbrief.

#### *Afdeling 3. — Presentiegeld en vergoedingen ten behoeve van de leden van de bureaus*

**Art. 21.** Presentiegeld – Basisbedrag ter uitvoering van artikel L4135-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 1. Het basisbedrag van het presentiegeld dat de leden van de kiesbureaus krijgen voor elke zitting waarin is voorzien bij het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wordt vastgesteld op 12,50 euro.

§ 2. Rekening houdend met het ambt en de verantwoordelijkheden uitgeoefend door de Voorzitters en de leden van de kieskrings- en kantonbureaus, wordt het bedrag van het presentiegeld aangepast als volgt :

- voor de voorzitters van de kieskrings- en kantonbureaus wordt het basisbedrag van het presentiegeld vermenigvuldigd met zes;

- voor de leden van de kieskrings- en kantonbureaus wordt het basisbedrag van het presentiegeld vermenigvuldigd met vier.

§ 3. Het basisbedrag van het presentiegeld voor de voorzitters, leden, secretarissen en adjunct-secretarissen van de stembureaus die gebruik maken van een geautomatiseerd stemsysteem wordt vermenigvuldigd met 1 1/2.

**Art. 22.** Door het presentiegeld gedekte zittingen.

§ 1. De door de leden van de kiesbureaus ontvangen presentiegelden zijn bestemd voor de vervulling van hun burgerplicht en dekken het geheel van de vergaderingen die deze bureaus moeten houden overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 2. Wat betreft de stembureaus gaat het om de zitting bestemd om de kiezers te ontvangen die komen stemmen.

Wat betreft de stemopnemingsbureaus gaat het om de zitting bestemd om de inhoud van de stembussen waarmee ze belast zijn, te onderzoeken.



Wat betreft de geautomatiseerde stembureaus worden de stem- en stemopnemingsstukken uitgevoerd in één enkele zitting.

§ 3. Wat betreft de kieskringbureaus gaat het om zittingen betreffende de kandidaatstellingen, de toetsing van de ontvankelijkheid van die kandidaatstellingen, het voorlopig afsluiten, de ontvangst van bezwaren tegen kandidaatstellingen en beroepen tegen de verwijdering van sommige kandidatenlijsten, de indiening van de verbeteringsakten, het definitief vaststellen van de kandidatenlijsten, de provincie- en gemeenteloting, het opmaken, de aanmaak van en het toezicht op het drukken van de stembiljetten, het toezicht op de aanmaak van de stemschermen, de verklaringen van lijstenverbinding, de vorming en de eedaflegging van de voorzitters van stem- en stemopnemingsbureaus, de verdeling van de zetels onder de lijsten op de stemmingsdag, de aanwijzing van de verkozenen en de plaatsvervangers en de apparentering.

§ 4. Voor de kantonbureaus betreft het de zittingen met betrekking op de opleiding van de stembureau- en de stemopnemingsbureauvoorzitters en de zitting betreffende de telling van de stemmen.

**Art. 23.** Vergoedingen wegens uitzonderlijke prestaties.

§ 1. Buiten de in artikel 22 van dit besluit opgesomde zittingen waarvoor enkel het presentiegeld kan worden vereist, is het mogelijk dat de leden van de kieskring- en kantonbureaus taken moeten uitvoeren teneinde een vlot verloop van de verkiezingen te verzekeren maar die verder reiken dan één vergadering. Die taken betreffen meer bepaald de zending van de bij het decreet vereiste brieven, overzichten en tabellen, met inbegrip van de zendingen van de processen-verbaal, de aanwijzingsprocedure van de bureauleden, de onderzoeken naar de verkiesbaarheid van de kandidaten, de digitale invoering van de lijsten en het overmaken daarvan, de verbeteringen die volgen op de verificatie door de Regering van dubbele kandidaatstellingen, het opstellen en zenden van het drukverslag naar de kieskringbureaus waar manueel wordt gestemd, het updaten van de stemschermen in de kieskringbureaus met een geautomatiseerde stemming, de mededeling van de officiële kandidatenlijst aan de kandidaten en aan de indieners die het aanvragen, de organisatie door de voorzitter van het kieskringbureau van de levering van de stembiljetten, de mededeling van de uittreksels van het proces-verbaal van de telling aan de verkozenen.

Om die taken uit te voeren stelt de gemeenteraad, op aanvraag van de voorzitter van het kieskringbureau, ter uitvoering van artikel L4145-5, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, het personeel en het materieel noodzakelijk voor de vervulling van de opdracht van genoemde voorzitter ter beschikking van laatstgenoemde.

Het gemeentecollege bepaalt ook de vergoeding die door de gemeente aan de aangewezen personen, waaronder de rekenaars, zal worden betaald. Die rekenaars treden op zowel in het kader van de manuele als van de geautomatiseerde stemming.

§ 2. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, hebben de ambtenaren onder werkovereenkomst het recht afwezig te blijven van het werk met behoud van hun gewone bezoldiging voor de vervulling van de burgerplichten voor maximum vijf dagen. De statutaire ambtenaren van de federale, gewestelijke, Gemeenschaps-, provinciale en gemeentelijke openbare diensten genieten gelijkaardige bepalingen krachtens hun respectieve statuten.

De in § 1 bedoelde taken komen enkel in aanmerking voor een vergoeding voor zover ze worden uitgevoerd buiten de normale werkuren van de betrokken bureauleden in de uitoefening van hun beroep.

§ 3. De schuldvordering betreffende de overeenkomstig § 1 uitgevoerde taken wordt overgemaakt aan het provinciaal bestuur van het ambtsgebied van het kieskring- of kantonbureau, met als bijlage de staat van de gepresteerde uren en de eventuele bewijsstukken. Die aangifte wordt opgesteld overeenkomstig model 21 als bijlage bij dit besluit gevoegd.

§ 4. Elke vergoedingsaanvraag, overeenkomstig § 2, voor een taak die niet uitdrukkelijk staat vermeld in de lijst opgenomen in § 1 van dit artikel, moet het voorwerp uitmaken van een attest op grond van bij dit besluit gevoegd model 22 waaruit blijkt dat die taak noodzakelijk is in de kiesprocedure en dat zij niet kan worden uitgevoerd binnen de normale werkuren.

De vergoeding van de taken wordt verricht op grond van die aangifte van schuldvordering.

**Art. 24.** Terugbetaling van de kosten van de kieskring- en kantonbureaus.

De werkelijke kosten van de kieskring- en kantonbureaus in de uitoefening van hun opdracht maken het voorwerp uit van een terugbetaling op grond van een aangifte van schuldvordering volgens model 23 als bijlage, met als bijlage bewijsstukken, gericht aan het provinciebestuur van hun ambtsgebied. Die kosten omvatten de reproducties van documenten, mededelingen per fax, telefoongesprekskosten, papierkosten, vervoer van toebehoren en andere gelijkaardige kosten.

*Afdeling 4.* — Reiskosten ter uitvoering van artikel L4135-3, § 4 en 5, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

**Art. 26.** § 1. De vergoedingaan de leden van de kiesbureaus voor de terugbetaling van hun verplaatsingskosten is vastgesteld op 0,15 euro per afgelegde kilometer.

§ 2. De aangifte van schuldvordering opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model 20 wordt gericht aan het provinciebestuur van het ambtsgebied binnen drie maanden na de verkiezing.

*Afdeling 5.* — Dekking van de risico's die voortvloeien uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus kunnen overkomen – uitvoering van artikel L4135-2, § 2, 4°.

**Art. 26.** Afsluiten van een verzekeringspolis.

§ 1. Elke provincie neemt bij een verzekeringsmaatschappij een polis om de lichamelijke schade te dekken die voortvloeit uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus bij de verkiezingen kunnen overkomen zowel in de uitoefening van hun ambt als op de heen- of terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau.

§ 2. De afgesloten verzekeringspolis dekt de lichamelijke schade die voortvloeit uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen tijdens de uitoefening van hun opdracht of op de heen- en terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau.

§ 3. Ze dekt ook de burgerlijke aansprakelijkheid die voortvloeit uit de schade die door hun toedoen of schuld werd toegebracht aan derden in de uitoefening van hun opdracht of op de heen- en terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau.

Ten opzichte van elkaar worden de verzekerden als derden beschouwd.

§ 4. Het begrip heen- en terugweg van de woonplaats van de verzekerde naar de vergaderplaats van zijn bureau wordt bepaald met verwijzing naar artikel 8 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1991.

**Art. 27.** Door de verzekeringspolis gedekte personen.

§ 1. Onder verzekerden moet worden verstaan :

1° de leden van de centrale arrondissementbureaus, de provinciale hoofdbureaus, de districthoofdbureaus, de kantonhoofdbureaus en gemeentelijke hoofdbureaus alsook de stem- en de stemopnemingsbureaus, met uitsluiting van de getuigen maar met inbegrip van de plaatsvervangende bijzitters die speciaal zijn opgeroepen door de voorzitter van het bureau waarvoor ze zijn aangewezen;

2° voor de dekking van het risico bedoeld in artikel 28, § 2, de personen bedoeld in 1° hierboven alsook de ambtenaren van het Waalse Gewest die aangewezen zijn door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden om de verkiezingen mede te organiseren.

§ 2. De leden van de kiesbureaus die onderworpen zijn aan het stelsel ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, worden uitgesloten van de dekking bedoeld in § 1.

In geval van het bestaan van één of meerdere verzekeringen die geheel of gedeeltelijk dezelfde risico's dekken als degene die bij dit artikel gedekt worden, vormt de in § 2 bedoelde verzekeringspolis slechts een aanvulling, na uitputting van deze verzekeringen.

**Art. 28.** Door de verzekeringspolis gedekte periode.

§ 1. De verzekeringspolis begint te lopen, naar gelang van de categorieën van kiesbureaus die samengesteld moeten worden, op de data die het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie vastlegt voor hun eerste vergadering.

Ze eindigt wanneer de bureaus het geheel van hun verrichtingen hebben uitgevoerd.

§ 2. De premie die aan de verzekeraar wordt gestort met toepassing van de verzekeringsovereenkomst maakt het voorwerp uit van een terugbetaling die de helft bedraagt van het verschil van vijftientig procent van het bedrag van de premie en het bedrag van de uitgaven.

Onder uitgaven moeten de bedragen worden verstaan die betaald worden ingeval van schade en de reserves voor schade die eventueel nog goedge moet worden.

*HOOFDSTUK VI. — De prijs van de afschriften van de lijst  
met vermelding van de samenstelling van de stem- en stemopnemingsbureaus*

**Art. 29.** § 1. Overeenkomstig artikel L4125-5, § 7, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie maakt de voorzitter van het gemeentelijk bureau een tabel met de samenstelling van hun bureau, opgesteld overeenkomstig bijgaand model 24, over aan de voorzitters van de stembureaus en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het districtbureau en van het kantonbureau, alsook aan het gemeentecollege.

Op de inzagemogelijkheid wordt gewezen door het gemeentecollege bij openbare aanplakking van de tabel die het ontvangen heeft.

§ 2. De afgifte van die afschriften gebeurt tegen betaling van :

1° het bedrag van 1,50 euro per exemplaar, in de gemeenten of kantons die minder dan 25.000 ingeschreven kiezers tellen;

2° het bedrag van 2 euro per exemplaar, in de gemeenten of kantons die van 25.001 tot 100.000 ingeschreven kiezers tellen;

3° het bedrag van 2,48 euro per exemplaar, in de gemeenten of kantons die meer dan 100.000 ingeschreven kiezers tellen;

Als het aantal kiezers die in de gemeente ingeschreven zijn bij de indiening van de aanvraag niet gekend is, wordt het aantal kiezers die bij de vorige verkiezingen ingeschreven waren, als basis genomen.

*HOOFDSTUK VII. — Stemhokje en -materieel*

**Art. 31.** Stemhokjes.

§ 1. In elk stemlokaal worden de stemhokjes zodanig ingericht en geplaatst dat elke kiezer aan het oog onttrokken is en zijn stembiljet kan aankruisen zonder inmenging noch onderbreking.

§ 2. De principes waaraan de stemhokjes moeten voldoen zijn de volgende :

1° het stemhokje moet voldoende hoog zijn zodat de kiezers die zich in aangrenzende stemhokjes bevinden, het biljet van de persoon naast hem niet kunnen zien,

2° de binnenplaat moet voldoende breed en diep zijn zodat de kiezer er zijn biljet op kan leggen zonder het te vouwen;

3° de voor de stemming gebruikte pen of het potlood moet kunnen worden vastgemaakt aan het stemhokje.

§ 3. Het ontwerp van het stemhokje voldoet aan het ministerieel besluit van 10 augustus 1894 betreffende het kiesmaterieel, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 mei 1963 en 6 mei 1980.

**Art. 31.** Aangepaste stemhokjes.

§ 1. Het ontwerp van het stemhokje voldoet aan het ministerieel besluit van 10 augustus 1894 betreffende het kiesmaterieel, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 mei 1963 en 6 mei 1980, lid H.

§ 2. Het aangepaste stemhokje moet ingericht zijn op de gelijkgrondse verdieping in een stemlokaal of vlakbij en zodanig dat het verkeer van bijgestane kiezers die het wensen te gebruiken, vrij gemakkelijk is. Alle niveauverschillen op de gelijkvloerse verdieping zijn voorzien van een al dan niet voorlopig hellend vlak waarbij het gemakkelijke verkeer en de veiligheid van voorbijgangers gewaarborgd is.

§ 3. De gemeentecolleges zorgen ervoor dat de bijgestane kiezers worden opgeroepen in de gebouwen van hun gemeente die het best aangepast zijn aan hun behoeften.

**Art. 32.** Stembussen.

§ 1. De principes waaraan de stembussen moeten voldoen zijn de volgende :

1° de capaciteit van de stembus moet zodanig zijn dat het betrokken aantal biljetten met de nodige hoogte erin kunnen worden gestoken;

2° ze moet zodanig ontworpen zijn dat een stembiljet erin kan worden gestoken maar niet eruit worden gehaald zonder dat het klaarblijkelijk is dat de stembus werd geopend en beschadigd;

3° ze is voorzien van één enkele opening waarbij de stembiljetten erin kunnen worden gestoken.

§ 2. De stembus is ontworpen in overeenstemming met de normen vastgelegd bij het koninklijk besluit van 9 augustus 1894 betreffende het kiesmaterieel, artikelen 1 tot 6.

§ 3. Voor elke verkiezing wordt op de stembus een uniek identificatienummer aangeplakt dat in het proces-verbaal opgenomen wordt.

§ 4. Na het afsluiten van de stemming worden de stembussen verzegeld voor het vervoer naar het stemopnemingscentrum.

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 35.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2006

De Minister-President van de Waalse Regering,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

#### Bijlagen

Model 1. Tekst van de onderrichtingen voor de kiezers in de lokalen waar manueel gestemd wordt.

Model 2. Tekst van de onderrichtingen door de kiezers in de lokalen waar de stemming geautomatiseerd verloopt.

Model 3. Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezingen van de provincie- en gemeenteraden en bestemd voor de Belgische kiezers.

Model 4. Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezingen van de provincie- en gemeenteraden bestemd voor de Europese en buiten-Europese kiezers.

Model 5. Oproepingsbrief te gebruiken voor de gelijktijdige verkiezingen van de provincie- en gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeente Komen-Waasten.

Model 6. Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezing van de gemeenteraad van Komen-Waasten en bestemd voor de Europese en buiten-Europese onderdanen.

Model 7. Oproepingsbrief te gebruiken voor de buitengewone verkiezing van een gemeente-, provincie- of sectorraad.

Model 8. Tekst af te drukken op de keerzijde van de oproepingsbrieven in de gemeenten waar op traditionele wijze wordt gestemd.

Model 9. Tekst af te drukken op de keerzijde van de oproepingsbrieven in de gemeenten waar de stemming geautomatiseerd verloopt.

Model 10. Volmachtformulier.

Model 11. Attest van de burgemeester - volmachtgeving bij verblijf in het buitenland om andere dan beroepsredenen.

Model 12. Verklaring - bijgestane kiezer.

Model 13. Aanvraag om afgeven van exemplaren of afschriften van het register van de kiezers aan een politieke partij.

Model 14. Aanvraag om afgeven van exemplaren of afschriften van het register van de kiezers aan een kandidaat.

Model 15. Stembiljet in het Frans.

Model 16. Stembiljet voor de gemeenten Malmédy en Weismes.

Model 17. Stembiljet voor de gemeenten Amel, Bullingen, Burg-Reuland, Butgenbach, Eupen, Kelmis, Lontzen, Raeren en Sankt-Vith.

Model 18. Lijst van de leden van het kiesbureau met het oog op de betaling van presentiegeld.

Model 19. Terugbetaling van de reiskosten aan de leden van het kiesbureau.

Model 20. Terugbetaling van reiskosten aan de kiezers.

Model 21. Schulvordering betreffende de vergoedingen wegens uitzonderlijke prestaties van de leden van kieskrings- en kantonbureaus.

Model 22. Attest waaruit blijkt dat een bepaalde taak noodzakelijk is in de kiesprocedure.

Model 23. Schulvordering betreffende de werkelijke kosten van de leden van de kiesbureaus

Model 24. Samenstelling van kiesbureaus.

#### **MODEL 1. — Tekst van de onderrichtingen voor de kiezers in de lokalen waar manueel gestemd wordt**

De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 13 uur.

Kiezers die zich echter om 13 uur in het lokaal of de wachtzaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

De Belgische kiezers worden toegelaten te stemmen om de gemeente- en provincieraadsleden en de sectorraadsleden te kiezen.

In Komen-Waasten worden ze ook toegelaten te stemmen om de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn te kiezen.

De onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie en die van derde staten genieten het stemrecht uitsluitend voor de gemeenteraadsverkiezingen, voor de verkiezingen van de leden van de sectorraden indien ze voorzien zijn van hun oproepingsbrief.

Met respectievelijke de letter "C" of "E".

De kiezers melden zich aan bij de ingang van het lokaal, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart.

De kiezer die een hoofddekfel draagt om een onbetwistbare religieuze of medische reden moet ervoor zorgen, zoals op zijn identiteitskaart, dat zijn gezicht volkomen zichtbaar is, met name : het voorhoofd, de wangen, de ogen, de neus en de kin.

De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om zich te laten begeleiden tot in het stemhokje om zijn stemrecht uit te oefenen kan dienaangaand een verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk 23 september 2006.

De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; laatstgenoemde moet evenwel zelf kiezer zijn.

Een kandidaat kan de functie van begeleider uitoefenen voor zijn echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende of een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan eveneens die functie uitoefenen bij een bloed- of aanverwant die zijn hoofdverblijfplaats niet gevestigd heeft in de woonplaats van eerstgenoemde voor zover de verwantschap tot in de derde graad vastgesteld is.

De verklaring wordt afgelegd op een formulier waarvan het model vastgesteld is door de Regering en die kosteloos afgeleverd wordt op de gemeentesecretarie. De verklaring vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldt, en de namen, voornamen, geboortedatum, adres van de kiezer en de begeleider, en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen van de kiezer.

Het formulier wordt ondertekend door de kiezer en de begeleider. De kiezer legt het formulier aan de voorzitter van het stembureau voor, samen met zijn oproepingsbrief.

De secretaris houdt aantekening van hun naam op een kopie van het register van de stemmers.

De voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter vergewist zich dat de opgaven van de tweede kopie van het register van de stemmers overeenstemmen met de vermeldingen van de oproepingsbrief en van de identiteitskaart.

Indien een kiezer tot de stemming wordt toegelaten, wordt ook op die kopie aantekening gehouden van zijn naam.

De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identiteit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

Hij die niet ingeschreven is in het register van de stemmers wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overlegging, hetzij van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van een uittreksel uit een arrest van het hof van beroep waarbij zijn inschrijving wordt bevolen, hetzij van een attest van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene de hoedanigheid van kiezer bezit.

De naam van kiezers die nog niet ingeschreven zijn in het register van de kiezers maar die toegelaten worden tot de stemming door het bureau, wordt vermeld op beide kopieën van het register van de stemmers.

De personen die het bewijs voorleggen van hun Belgische nationaliteit en die bovendien aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoen, worden toegelaten tot alle stemmingen na vertoon van de bewijsstukken.

Ondanks de inschrijving in het register van de kiezers mag het stembureau niet tot de stemming toelaten degenen van wie het college van burgemeester en schepenen of het hof van beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een beslissing of een arrest waaruit een uittreksel is overgelegd.

Op dezelfde wijze mag het bureau de kiezers toelaten die van het kiesrecht zijn uitgesloten of wier kiesrecht geschorst is en waarvan de onbekwaamheid wordt bewezen uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft.

Tenslotte geldt hetzelfde ook voor degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor die documenten.

Voor elke stemming waartoe hij opgeroepen wordt, krijgt de kiezer een biljet.

Het stembiljet is respectievelijk wit, groen of roze voor de gemeenteraadsverkiezingen, de provincie- of sectorraadsverkiezingen. Het is blauw voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeente Komen-Waasten.

De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar één van de stemhokjes en mag er niet langer in blijven dan nodig is om zijn stem uit te brengen.

De kiezer bedoeld in artikel L4133-2 kan zich laten begeleiden door een begeleider. Beider naam wordt in het proces-verbaal vermeld. Indien er geen begeleider van zijn keuze is, kan hij zich laten begeleiden door de voorzitter van het stembureau.

De kiezer die niet beantwoordt aan de voorwaarden van artikel L4133-2 en die wenst zich te laten begeleiden kan een beroep doen op de bijstand van de voorzitter van het stembureau voor zover die noodzaak bij laatstgenoemde verantwoord wordt. Daarvan wordt melding gedaan in het proces-verbaal. Indien de aanvraag ondersteund wordt door een medisch getuigschrift, wordt dat bij het proces-verbaal gevoegd.

De kiezer brengt zijn stem uit.

De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst en overeenkomstig hun volgnummer.

Met het kiesplotlood kruist hij het gekozen vakje aan.

1° hetzij bovenaan de lijst, indien hij zich kan verenigen met de volgorde van voordracht van de gekozen lijst;

2° wil hij die volgorde wijzigen, in het stemvak naast de naam van de kandida(a)t(en) van die lijst aan wie hij bij voorkeur zijn stem wil geven.

De kiezer mag evenveel stemmen uitbrengen als er mandaten te begeben zijn.

Indien de kiezer tegelijk bovenaan een lijst en naast de naam van een of meer kandidaten gestemd heeft, wordt de stem bovenaan de lijst als niet-bestaande beschouwd.

Het stemmer, zelfs op onvolmaakte wijze aangebracht, is geldig, tenzij het voornemen om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk blijkt.

De kiezer die door onoplettendheid het hem overhandigde stembiljet beschadigt, kan aan de voorzitter een ander vragen, tegen teruggave van het eerste, dat onmiddellijk onbruikbaar gemaakt wordt.

De kiezer verlaat het stemhokje en toont aan de voorzitter het rechthoekig in vieren gevouwen stembiljet met het stempel aan de buitenzijde.

Hij steekt het groene biljet in de stembus bestemd voor provincieraadsverkiezingen, het witte in de stembus bestemd voor gemeenteraadsverkiezingen en het roze in de stembus bestemd voor de sectorraadsverkiezingen.

De oproepingsbrief wordt hem teruggegeven nadat de voorzitter of de door hem gemachtigde bijzitter hem heeft afgestempeld. De voorzitter geeft hem eveneens zijn identiteitskaart terug.

Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;

2° de stembiljetten waarop meer dan één lijststem voorkomt of die waarop naamstemmen voor kandidaten van verschillende lijsten zijn uitgebracht;

3° de stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk naast de naam van één of meer kandidaten van een andere lijst;

4° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij dit Wetboek niet geoorloofd merk.

5° de stembiljetten die door de voorzitter zijn teruggenomen indien de kiezer door onoplettendheid zijn biljet heeft beschadigd en een ander heeft ontvangen om geldig te stemmen.

6° de door de voorzitter teruggenomen stembiljetten als de kiezer zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open heeft gevouwd dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doet hij zulks, dan neemt de voorzitter het opengevouwen biljet terug, dat onmiddellijk ongeldig wordt verklaard, en hij verplicht de kiezer opnieuw te stemmen.

De voorzitter schrijft op de biljetten die ter uitvoering van 5° en 6° zijn teruggenomen, de vermelding : "Teruggenomen stembiljet" en parafeert ze.

Kiezers die onmogelijk aan de stemming kunnen deelnemen, mogen de redenen van hun onthouding, met de nodige verantwoording, aan de vrederechter doen kennen.

Zij die op de dag van de stemming krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing van hun vrijheid beroofd zijn, worden geacht onmogelijk aan de stemming te kunnen deelnemen.

Er wordt geen vervolging ingesteld wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de vrederechter, in overeenstemming met de procureur des Konings.

Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de procureur des Konings de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen.

Deze kiezers verschijnen op een eenvoudige oproeping voor de politierechtbank, die, het openbaar ministerie gehoord, beslist zonder mogelijkheid van hoger beroep.

Een eerste, niet gewettigde onthouding wordt naar gelang van de omstandigheden gestraft met berisping of met een geldboete van vijf tot tien euro.

Bij herhaling is de geldboete tien tot vijftientwintig euro.

Vervangende gevangenisstraf wordt niet uitgesproken.

Onverminderd de voormelde strafbepalingen wordt de kiezer, indien de niet-gewettigde onthouding ten minste vier maal voorkomt binnen vijftien jaar, voor tien jaar van de register van de stemmers geschrapt en kan hij gedurende die tijd geen benoeming, bevordering of onderscheiding krijgen van een openbare overheid.

Het afwezig zijn van een verkiezing volgend op het afwezig zijn van een andere verkiezing en andersom is geen herhaling van de overtreding.

Geen uitstel van de tenuitvoering van de straf kan worden verleend.

Tegen een veroordeling bij verstek staat verzet open gedurende zes maanden na de betekening van het vonnis. Het verzet kan worden gedaan bij eenvoudige verklaring, zonder kosten, op het gemeentehuis.

Vallen onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

- 1° stemmen of zich ter stemming aanmelden onder naam van een andere kiezer, uitgezonderd in geval van stemming bij volmacht;
- 2° verstoren of één of meerdere stembiljetten inhouden.

Iedere andere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig tot duizend euro.

Vallen eveneens onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

- 1° volmacht geven ter uitvoering van artikel L4132-1, § 1, bij gebrek aan de daartoe vereiste voorwaarden;
- 2° nadat volmacht is gegeven, zijn of haar gemachtigde laten stemmen ondanks het gebrek op het ogenblik van de stemming van de voorwaarden die vereist zijn voor de uitoefening van de stemming bij volmacht;
- 3° wetens in naam van zijn lastgever stemmen terwijl deze overleden was of zijn stemrecht zelf kon uitoefenen;
- 4° verschillende machtigingen aanvaarden of geven ter uitvoering van de stemming bij volmacht.

Iedere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot duizend euro.

Vallen onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

- 1° in een stemlokaal stemmen in overtreding van artikelen L4121-2 en 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;
- 2° op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemlokalen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemmen, ook al is hij ingeschreven in het register van de stemmers van die verschillende gemeenten of lokalen.

Iedere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van zesentwintig tot tweehonderd euro.

#### MODEL 2. — Tekst van de onderrichtingen voor de kiezers in de lokalen waar geautomatiseerd wordt gestemd

De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 15 uur.

Kiezers die zich echter om 15 uur in het lokaal of de wachtzaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

De Belgische kiezers worden toegelaten te stemmen om de gemeente- en provincieraadsleden alsook de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn te kiezen.

In Komen-Waasten worden ze ook toegelaten te stemmen om de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn te kiezen.

De onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie en die van derde staten genieten het stemrecht uitsluitend voor de gemeenteraadsverkiezingen en voor de verkiezingen van de leden van de sectorraden indien ze voorzien zijn van hun oproepingsbrief met respectievelijke de letter "C" of "E".

De kiezers melden zich aan bij de ingang van het lokaal, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart.

De kiezer die een hoofddekkel draagt om een onbetwistbare religieuze of medische reden moet ervoor zorgen, zoals op zijn identiteitskaart, dat zijn gezicht volkomen zichtbaar is, met name : het voorhoofd, de wangen, de ogen, de neus en de kin.

De kiezers melden zich aan bij de ingang van het lokaal, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart.

De kiezer die een hoofddekkel draagt om een onbetwistbare religieuze of medische reden moet ervoor zorgen, zoals op zijn identiteitskaart, dat zijn gezicht volkomen zichtbaar is, met name : het voorhoofd, de wangen, de ogen, de neus en de kin.

De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om zich te laten begeleiden tot in het stemhokje om zijn stemrecht uit te oefenen kan dienaangaand een verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk op 23 september 2006.

De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; laatstgenoemde moet evenwel zelf kiezer zijn.

Een kandidaat kan de functie van begeleider uitoefenen voor zijn echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende of een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan eveneens die functie uitoefenen bij een bloed- of aanverwant die zijn hoofdverblijfplaats niet gevestigd heeft in de woonplaats van eerstgenoemde voor zover de verwantschap tot in de derde graad vastgesteld is.

De verklaring wordt afgelegd op een formulier waarvan het model vastgesteld is door de Regering en die kosteloos afgeleverd wordt op de gemeentesecretarie. De verklaring vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldt, en de namen, voornamen, geboortedatum, adres van de kiezer en de begeleider, en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen van de kiezer.

Het formulier wordt ondertekend door de kiezer en de begeleider. De kiezer legt het formulier aan de voorzitter van het stembureau voor, samen met zijn oproepingsbrief.

De secretaris houdt aantekening van hun naam op een kopie van het register van de stemmers.

De voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter vergewist zich dat de opgaven van de tweede kopie van het register van de stemmers overeenstemmen met de meldingen van de oproepingsbrief en van de identiteitskaart.

Indien een kiezer tot de stemming wordt toegelaten, wordt ook op die kopie aantekening gehouden van zijn naam.

De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identiteit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

Hij die niet ingeschreven is in het register van de stemmers wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overlegging, hetzij van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van een uittreksel uit een arrest van het hof van beroep waarbij zijn inschrijving wordt bevolen, hetzij van een getuigschrift van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene de hoedanigheid van kiezer bezit.

De naam van kiezers die nog niet ingeschreven zijn op het kiesregister maar die toegelaten worden tot de stemming door het bureau, wordt vermeld op beide kopieën van het register.

De personen die het bewijs voorleggen van hun Belgische nationaliteit en die bovendien aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoen, worden toegelaten tot alle stemmingen na vertoon van bewijsstukken.

Ondanks de inschrijving in het register van de kiezers mag het stembureau niet tot de stemming toelaten degenen van wie het college van burgemeester en schepenen of het hof van beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een beslissing of een arrest waaruit een uittreksel is overgelegd.

Op dezelfde wijze mag het bureau de kiezers toelaten die van het kiesrecht zijn uitgesloten of wier kiesrecht geschorst is en waarvan de onbekwaamheid wordt bewezen uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft.

Tenslotte geldt hetzelfde ook voor degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt de voorzitter in ruil voor die documenten aan de kiezer een magneetkaart voor de stemming.

De kiezers die enkel stemmen voor de gemeenteraadsverkiezingen ontvangen een aangepaste gevalideerde magneetkaart waarmee ze uitsluitend kunnen stemmen voor de verkiezing van de gemeenteraad.

De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar één van de stemhokjes en mag er niet langer in blijven dan nodig is om zijn stem uit te brengen.

De kiezer bedoeld in artikel L4133-2 kan zich laten begeleiden door een begeleider. Beider naam wordt in het proces-verbaal vermeld. Indien er geen begeleider van zijn keuze is, kan hij zich laten begeleiden door de voorzitter van het stembureau.

De kiezer die niet beantwoordt aan de voorwaarden van artikel L4133-2 en die wenst zich te laten begeleiden kan een beroep doen op de bijstand van de voorzitter van stembureau voor zover die noodzaak bij laatstgenoemde verantwoord wordt. Daarvan wordt melding gedaan in het proces-verbaal. Indien de aanvraag ondersteund wordt door een medisch getuigschrift, wordt dat bij het proces-verbaal gevoegd.

De bijgestane kiezer, als dusdanig erkend bij het gemeentebestuur en voorzien van zijn oproepingsbrief waarop de letter "A" staat vermeld, kan op aanvraag vergezeld worden tot en binnen het stembokje door een geleider of een bijstandverlener van zijn keuze.

Elke kiezer kan zich laten bijstaan door de bureauvoorzitter voor zover hij het bewijs van die noodzaak kan aanbrengen bij het bureau.

Om zijn stem uit te brengen, steekt de kiezer eerst de magneetkaart in de gleuf die daartoe is voorzien in de kaartenlees- en registreereenheid van de stemmachine.

De Belgische kiezer brengt eerst zijn stem uit voor de verkiezing van de provincieraad en, nadat hij die bevestigd heeft, brengt hij zijn stem uit voor de verkiezing van de gemeenteraad, die hij eveneens bevestigt.

De kiezers die enkel stemmen voor de gemeente- en sectorraadsverkiezingen, brengen hun stem uit voor de verkiezing van de gemeenteraad en, nadat zij die bevestigd hebben, brengen zij hun stem uit voor de verkiezing van de sectorraad, die zij eveneens bevestigen.

Voor iedere verkiezing geldt het volgende :

- de kiezer duidt de lijst aan waarvoor hij wil stemmen door met de lichtpen loodrecht in de zone van de gekozen lijst te drukken. Nadat de kiezer een lijst gekozen heeft, worden van die lijst de naam en de voornamen van de kandidaten, voorafgegaan door hun volgnummer, op het beeldscherm vertoond;

- indien de kiezer akkoord is met de volgorde waarin de kandidaten voorkomen op de lijst, die hij steunt, plaatst hij de leespen loodrecht op het lichtstipje in het stemvak bovenaan de lijst, linksboven op het scherm;

- anders geeft de kiezer een naamstem voor één of meer kandidaten van die lijst door de leespen loodrecht achtereenvolgens op het stemvak naast de naam van die kandidaat of kandidaten te plaatsen.

Nadat de kiezer zijn stem voor één of meerdere verkiezingen heeft bevestigd, neemt hij zijn magneetkaart terug. De kiezer kan al dan niet opteren voor de visualisatie van zijn uitgebrachte stemmen. De kiezer steekt hiervoor zijn magneetkaart terug in de gleuf; er kan echter niets meer worden gewijzigd aan de uitgebrachte stemmen. De kiezer geeft nadien zijn magneetkaart terug aan de voorzitter.

Nadat de voorzitter ze heeft gecontroleerd, verzoekt de voorzitter de kiezer ze in de stembus te steken. De kiezer krijgt zijn identiteitskaart terug, alsook zijn oproepingsbrief, afgestempeld door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter.

De magneetkaart wordt geannuleerd :

1. indien bij de in vorige paragraaf bedoelde controle blijkt dat een merkteken of opschrift op de kaart werd gemaakt dat de kiezer herkenbaar kan maken;

2. indien de kiezer door een verkeerde manipulatie of door enige andere onvrijwillige beweging de hem overhandigde kaart heeft beschadigd of indien hij verklaart dat de visualisatie van zijn keuze niet overeenstemt met de uitgedrukte stemmen;

3. indien de registratie van de kaart door de elektronische stembus om welke technische reden ook onmogelijk blijkt.

In de in het vorige lid bedoelde gevallen wordt de kiezer erom verzocht opnieuw te stemmen met een andere kaart. Indien de kaart bij een tweede poging opnieuw wordt geannuleerd krachtens het vorige lid, a), wordt de kiezer niet meer toegelaten tot de stemming, aangezien zijn stem ongeldig wordt verklaard.

Kiezers die onmogelijk aan de stemming kunnen deelnemen, mogen de redenen van hun onthouding, met de nodige verantwoording, aan de vrederechter doen kennen.

Zij die op de dag van de stemming krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing van hun vrijheid beroofd zijn, worden geacht onmogelijk aan de stemming te kunnen deelnemen.

Er wordt geen vervolging ingesteld wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de vrederechter, in overeenstemming met de procureur des Konings.

Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de procureur des Konings de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen.

Deze kiezers verschijnen op een eenvoudige oproeping voor de politierechtbank, die, het openbaar ministerie gehoord, beslist zonder mogelijkheid van hoger beroep.

Een eerste, niet gewettigde onthouding wordt naar gelang van de omstandigheden gestraft met een berisping of met een geldboete van vijf tot tien euro.

Bij herhaling is de geldboete tien tot vijftwintig euro.

Vervangende gevangenisstraf wordt niet uitgesproken.

Onverminderd de voormelde strafbepalingen wordt de kiezer, indien de niet-gewettigde onthouding ten minste vier maal voorkomt binnen vijftien jaar, voor tien jaar van de register van de stemmers geschrapt en kan hij gedurende die tijd geen benoeming, bevordering of onderscheiding krijgen van een openbare overheid.

Het afwezig zijn van een verkiezing volgend op het afwezig zijn van een andere verkiezing en andersom is geen herhaling van de overtreding.

Geen uitstel van de tenuitvoering van de straf kan worden verleend.

Tegen een veroordeling bij verstek staat verzet open gedurende zes maanden na de betekening van het vonnis. Het verzet kan worden gedaan bij eenvoudige verklaring, zonder kosten, op het gemeentehuis.

Vallen onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

1° stemmen of zich ter stemming aanmelden onder naam van een andere kiezer, uitgezonderd in geval van stemming bij volmacht.

2° verstoren of één of meerdere stembiljetten inhouden.

Iedere andere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig tot duizend euro.

Vallen eveneens onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

1° volmacht geven ter uitvoering van artikel L4132-1, § 1, bij gebrek aan de daartoe vereiste voorwaarden;

2° nadat volmacht is gegeven, zijn of haar gemachtigde laten stemmen ondanks het gebrek op het ogenblik van de stemming van de voorwaarden die vereist zijn voor de uitoefening van de stemming bij volmacht.

3. wetens in naam van zijn lastgever stemmen terwijl deze overleden was of zijn stemrecht zelf kon uitoefenen;

4. verschillende machtigingen aanvaarden of geven ter uitvoering van de stemming bij volmacht;

Iedere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot duizend euro.

Vallen onder het bedrog tot verkrijging van stemmen, de volgende feiten die door een kiezer begaan zijn :

1° In een stemlokaal stemmen in overtreding van artikelen L4121-2 en 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie;

2° op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemlokalen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemmen, ook al is hij ingeschreven op de register van de stemmers van die verschillende gemeenten of lokalen.

Iedere persoon die schuldig is aan deze vergrijpen, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met geldboete van zesentwintig tot tweehonderd euro.

**MODEL 3. — Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezingen van de provincie-  
en gemeenteraden en bestemd voor de Belgische kiezers**

NMBS-CODE (1)

DE STEMMING IS VERPLICHT.	POSTNR.-GEMEENTE VAN/STAD	KIESDISTRICT	PROVINCIE
---------------------------	------------------------------	--------------	-----------

VERKIEZINGEN VAN 8 OKTOBER 2006 VOOR DE VERNIEUWING VAN DE PROVINCIE- EN DE GEMEENTERAAD (2).

KIESWET

OPROEPINGSBRIEF

Registernr. van de kiezers : .....

Gelieve op ZONDAG 8 oktober 2006 tussen 8 uur en.....uur (4), in het bezit van deze oproepingsbrief en van uw identiteitskaart, zich te begeven naar het vermelde lokaal waar uw stembureau ligt om over te gaan tot de verkiezing van ..... provincieraadsleden (5) en .....gemeenteraadsleden (5) NAAM, VOORNAMEN, GESLACHT (3), IN VOORKOMEND GEVAL, NAAM VAN DE ECHTGENO(O)T(E), HOOFDVERBLIJFPLAATS, NATIONAAL REGISTER-Nr.

Lokaal : Adres :	Bureaunr. :
---------------------	-------------

Voor het college van burgemeester en schepenen :

De secretaris,

De burgemeester

N.B. :

1. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald door de regering.

Opnieuw te vermelden op de keerzijde van de oproepingsbrief :

- de onderrichtingen voor de kiezer;

- de tekst van artikel L4132-1 van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van ...

(1) De NMBS-code hier vermelden met alle nummers met het oog op de terugbetaling aan die maatschappij van de kosten die voortvloeien uit de verplaatsingen die werden gedaan door sub 1 bovenbedoelde kiezers die gebruik maken van de lijnen van genoemde maatschappij om zich naar de gemeente te begeven waar ze als kiezer ingeschreven zijn.

Provincie Waals Brabant : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099020

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Henegouwen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099021

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Luik : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099022

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Luxemburg : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099024

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Namen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099025

Vorderingsnummer : E000001

(2) In de gemeenten waar de sectorraad rechtstreeks verkozen is, toevoegen :

«EN VAN DE SECTORRAAD»;

het te kiezen aantal leden van die raad toevoegen.

(3) De naam laten voorafgaan door "M" voor een mannelijke kiezer en door "Mevr. » voor een vrouwelijke kiezer.

(4) 13 of 15 vermelden naargelang het gaat om een gemeente waar gebruik wordt gemaakt van een traditioneel of geautomatiseerd stemsysteem.

(5) Het aantal te verkiezen leden vermelden.

**MODEL 4. — Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezingen van de provincie-  
en gemeenteraden bestemd voor de Europese en buiten-Europese kiezers**

NMBS-CODE (1)

DE STEMMING IS VERPLICHT.	POSTNR.-GEMEENTE VAN/STAD	KIESDISTRICT	PROVINCIE
---------------------------	------------------------------	--------------	-----------

VERKIEZING VAN 8 OKTOBER 2006 VOOR DE VERNIEUWING VAN DE GEMEENTERAAD (2)

KIESWET

OPROEPINGSBRIEF

Registernr. van de kiezers : .....

Gelieve op ZONDAG 8 oktober 2006 tussen 8 uur en.....uur (4), in het bezit van deze oproepingsbrief en van uw identiteitskaart, zich te begeven naar het vermelde lokaal waar uw stembureau ligt om over te gaan tot de verkiezing van .....gemeenteraadsleden (5).

NAAM, VOORNAMEN, GESLACHTEN, IN VOORKOMEND GEVAL, NAAM VAN DE ECHTGENO(O)T(E), HOOFDVERBLIJFPLAATS, NATIONAAL REGISTER-Nr.

Lokaal : Adres :	Bureaunr. :
---------------------	-------------

Voor het college van burgemeester en schepenen :

De secretaris,

De burgemeester,

N.B. :

1. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald door de Regering.

Opnieuw te vermelden op de keerzijde van de oproepingsbrief :

- de onderrichtingen voor de kiezer;

- de tekst van artikel L4133-1 van het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van ....

(1) De NMBS-code hier vermelden met alle nummers met het oog op de terugbetaling aan die maatschappij van de kosten die voortvloeien uit de verplaatsingen die werden gedaan door sub 1 bovenbedoelde kiezers die gebruik maken van de lijnen van genoemde maatschappij om zich naar de gemeente te begeven waar ze als kiezer ingeschreven zijn.

Provincie Waals Brabant : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099020

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Henegouwen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099021

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Luik : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099022

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Luxemburg : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099024

Vorderingsnummer : E000001

Provincie Namen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099025

Vorderingsnummer : E000001

(2) In de gemeenten waar de sectorraad rechtstreeks verkozen is, toevoegen :

«EN VAN DE SECTORRAAD»;

het te kiezen aantal leden van die raad toevoegen.

(3) De naam laten voorafgaan door "M" voor een mannelijke kiezer en door "Mevr. » voor een vrouwelijke kiezer.

(4) 13 of 15 vermelden naargelang het gaat om een gemeente waar gebruik wordt gemaakt van een traditioneel of geautomatiseerd stelsysteem.

(5) Het aantal te verkiezen leden vermelden.



**MODEL 5. — Oproepingsbrief te gebruiken voor de gelijktijdige verkiezingen van de provincie- en gemeenteraden en de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten**

.....

NMBS-CODE (1)

DE STEMMING IS VERPLICHT.	POSTNR.-GEMEENTE VAN/STAD	KIESDISTRICT	PROVINCIE
---------------------------	------------------------------	--------------	-----------

GELIJKTJDIGE VERKIEZINGEN VAN DE 8 OKTOBER 2006 VOOR DE VERNIEUWING VAN DE PROVINCIE- EN GEMEENTERAAD EN VOOR DE RAAD VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN

KIESWET

OPROEPINGSBRIEF

Registernr. van de kiezers : .....

Gelieve op ZONDAG 8 oktober 2006 tussen 8 uur en 13 uur in het bezit van deze oproepingsbrief en van uw identiteitskaart, zich te begeven naar het vermelde lokaal waar uw stembureau ligt om over te gaan tot de verkiezing van : .....provincieraadsleden (3).....gemeenteraadsleden (3) en.....leden van de raad van maatschappelijk welzijn.

NAAM, VOORNAMEN, GESLACHTEN (2), IN VOORKOMEND GEVAL, NAAM VAN DE ECHTGENO(O)T(E), HOOFDVERBLIJFPLAATS, NATIONAAL REGISTER-Nr. (3).

Lokaal : Adres :	Bureaunr. :
---------------------	-------------

Voor het college van burgemeester en schepenen :

De secretaris,

De burgemeester

N.B. :

1. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald door de regering.

Opnieuw te vermelden op de keerzijde van de oproepingsbrief :

- de onderrichtingen voor de kiezer;
- de tekst van artikel L4132-1 van het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van ....

(1) De NMBS-code hier vermelden met alle nummers met het oog op de terugbetaling aan die maatschappij van de kosten die voortvloeiën uit de verplaatsingen die werden gedaan door sub 1 bovenbedoelde kiezers die gebruik maken van de lijnen van genoemde maatschappij om zich naar de gemeente te begeven waar ze als kiezer ingeschreven zijn.

Provincie Henegouwen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099121

Vorderingsnummer : E000001

(2) De naam laten voorafgaan door "M" voor een mannelijke kiezer en door "Mevr. » voor een vrouwelijke kiezer.

(3) Het aantal te verkiezen leden vermelden.

**MODEL 6. — Oproepingsbrief te gebruiken voor de verkiezing van de gemeenteraad van Komen-Waasten  
en bestemd voor de Europese en buiten-Europese onderdanen**

.....

NMBS-CODE (1)

DE STEMMING IS VERPLICHT.	POSTNR. - GEMEENTE VAN/STAD	KIESDISTRICT	PROVINCIE
---------------------------	--------------------------------	--------------	-----------

VERKIEZINGEN VAN 8 OKTOBER 2006 VOOR DE VERNIEUWING VAN DE GEMEENTERAAD

KIESWET

OPROEPINGSBRIEF

Registernr. van de kiezers : .....

Gelieve op ZONDAG 8 oktober 2006 tussen 8 uur en 13 uur in het bezit van deze oproepingsbrief en van uw identiteitskaart, zich te begeven naar het vermelde lokaal waar uw stembureau ligt om over te gaan tot de verkiezing van :.....gemeenteraadsleden (3) NAAM, VOORNAMEN, GESLACHTEN (2), IN VOORKOMEND GEVÁL, NAAM VAN DE ECHTGENO(O)T(E), HOOFDVERBLIJFPLAATS, NATIONAAL REGISTER-Nr.

Lokaal : Adres :	Bureaunr. :
---------------------	-------------

Voor het college van burgemeester en schepenen :

De secretaris,

De burgemeester

N.B. :

1. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald door de regering.

Opnieuw te vermelden op de keerzijde van de oproepingsbrief :

- de onderrichtingen voor de kiezer;

- de tekst van artikel L4132-1 van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van ...

(1) De NMBS-code hier vermelden met alle nummers met het oog op de terugbetaling aan die maatschappij van de kosten die voortvloeien uit de verplaatsingen die werden gedaan door sub 1 bovenbedoelde kiezers die gebruik maken van de lijnen van genoemde maatschappij om zich naar de gemeente te begeven waar ze als kiezer ingeschreven zijn.

Provincie Henegouwen : NMBS-Code : 098

Instellingsnummer : 099121

Vorderingsnummer : E000001

(2) De naam laten voorafgaan door "M" voor een mannelijke kiezer en door "Mevr. » voor een vrouwelijke kiezer.

(3) Het aantal te verkiezen leden vermelden.

## MODEL 7. — Oproepingsbrief te gebruiken voor de buitengewone verkiezing van een gemeente-, provincie- of sectorraad.(\*)

DE STEMMING IS VERPLICHT.	POSTNR. - GEMEENTE VAN/STAD	KIESDISTRICT	PROVINCIE
---------------------------	--------------------------------	--------------	-----------

VERKIEZING VAN .....VOOR DE VERNIEUWING VAN DE GEMEENTE- PROVINCIE- OF SECTORRAAD (\*)

KIESWET

OPROEPINGSBRIEF

Registrernr. van de kiezers : .....

Gelieve op ZONDAG.....tussen 8 uur en.....uur, in het bezit van deze oproepingsbrief en van uw identiteitskaart, zich te begeven naar het vermelde lokaal waar uw stembureau ligt om over te gaan tot de verkiezing van .....gemeenteraadsleden (2), .....provincieraadsleden (2) en .....sectorraadsleden (2) (\*).

NAAM, VOORNAMEN, GESLACHTEN (1), IN VOORKOMEND GEVAL, NAAM VAN DE ECHTGENO(O)T(E), HOOFDVERBLIJFPLAATS, NATIONAAL REGISTER-Nr.

Lokaal : Adres :	Bureaunr. :
---------------------	-------------

Voor het college van burgemeester en schepenen :

De secretaris,

De burgemeester,

N.B. :

1. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald door de regering.

Opnieuw te vermelden op de keerzijde van de oproepingsbrief :

- de onderrichtingen voor de kiezer;
- de tekst van artikel L4131-1 van het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

(\*) Schrappen wat niet past

1. De naam laten voorafgaan door "M" voor een mannelijke kiezer en door "Mevr. »" voor een vrouwelijke kiezer.
2. Het aantal te verkiezen leden vermelden.
3. 13 of 15 uur al naar gelang manueel dan wel geautomatiseerd wordt gestemd.

**Model 8. — Tekst af te drukken op de keerzijde van de oproepingsbrieven in de gemeenten waar op traditionele wijze wordt gestemd****ONDERRICHTINGEN VOOR DE KIEZER**

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 13 uur.

Kiezers die zich echter om 13 uur in het lokaal of de wachtzaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om zich te laten begeleiden tot in het stemhokje om zijn stemrecht uit te oefenen kan dienaangaand een verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk 23 september 2006.

De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; laatstgenoemde moet evenwel zelf kiezer zijn.

Een kandidaat kan de functie van begeleider uitoefenen voor zijn echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende of een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan eveneens die functie uitoefenen bij een bloed- of aanverwant die zijn hoofdverblijfplaats niet gevestigd heeft in de woonplaats van eerstgenoemde voor zover de verwantschap tot in de derde graad vastgesteld is.

3. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor die documenten.

Voor elke stemming waartoe hij opgeroepen wordt, krijgt de kiezer een biljet.

Het stembiljet is respectievelijk wit, groen of roze voor de gemeenteraadsverkiezingen, de provincie- of sectorraadsverkiezingen. Het is blauw voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeente Komen-Waasten.

4. De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar één van de stemhokjes en mag er niet langer in blijven dan nodig is om zijn stem uit te brengen.

5. De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst en overeenkomstig hun volgnummer.

Met het kiespotlood kruist hij het gekozen vakje aan.

1° hetzij bovenaan de lijst, indien hij zich kan verenigen met de volgorde van voordracht van de gekozen lijst;

2° wil hij die volgorde wijzigen, in het stemvak naast de naam van de kandida(a)t(en) van die lijst aan wie hij bij voorkeur zijn stem wil geven.

6. Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;

2° de stembiljetten waarop meer dan één lijststem voorkomt of die waarop naamstemmen voor kandidaten van verschillende lijsten zijn uitgebracht;

3° de stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk naast de naam van één of meer kandidaten van een andere lijst;

4° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij dit Wetboek niet geoorloofd merk.

5° de stembiljetten die door de voorzitter zijn teruggenomen indien de kiezer door onoplettendheid zijn biljet heeft beschadigd en een ander heeft ontvangen om geldig te stemmen.

6° de door de voorzitter teruggenomen stembiljetten als de kiezer zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open heeft gevouwd dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doet hij zulks, dan neemt de voorzitter het opengevouwde biljet terug, dat onmiddellijk ongeldig wordt verklaard, en hij verplicht de kiezer opnieuw te stemmen.

**UITTREKSEL UIT HET WETBOEK VAN DE PLAATSELIJKE DEMOCRATIE EN DE DECENTRALISATIE**

**Art. L4132-1.** - § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen :

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a. in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin of van zijn gevolg, die met hem aldaar verblijven;

b. zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de kiezer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven;

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkenen zich bevindt;

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om een dergelijke reden kan blijken uit een attest van de reisorganisatie. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de dag vóór de dag van de verkiezingen.

§ 2. Elke kiezer kan als volmachtouder aangewezen worden.

Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als volmachtouder bij een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voor zover de band tot in de derde graad bewezen is.

Als de volmachtgever en de volmachtouder allebei ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier de verwantschapsband.

Indien ze niet in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van de gemeente waar de volmachtouder ingeschreven is de verwantschapsband na overlegging van een akte van bekendheid. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

Elke gemachtigde kan slechts over één volmacht beschikken.

In afwijking van vorige leden wordt de volmachtouder vrij door de volmachtgever aangewezen voor wat betreft de kiezer die wegens zijn religieuze overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachtouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachtouder ondertekend.

#### **Model 9. — Tekst af te drukken op de keerzijde van de oproepingsbrieven in de gemeenten waar de stemming geautomatiseerd verloopt**

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 13 uur.

Kiezers die zich echter om 13 uur in het lokaal of de wachtzaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om zich te laten begeleiden tot in het stemhokje om zijn stemrecht uit te oefenen kan dienaangaand een verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk 23 september 2006.

De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; laatstgenoemde moet evenwel zelf kiezer zijn.

Een kandidaat kan de functie van begeleider uitoefenen voor zijn echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende of een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan eveneens die functie uitoefenen bij een bloed- of aanverwant die zijn hoofdverblijfplaats niet gevestigd heeft in de woonplaats van eerstgenoemde voor zover de verwantschap tot in de derde graad vastgesteld is.

3. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt de voorzitter in ruil voor die documenten aan de kiezer een magneetkaart voor de stemming.

De kiezers die enkel stemmen voor de gemeenteraadsverkiezingen ontvangen een aangepaste gevalideerde magneetkaart waarmee ze uitsluitend kunnen stemmen voor de verkiezing van de gemeenteraad.

4. De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar één van de stemhokjes en mag er niet langer in blijven dan nodig is om zijn stem uit te brengen. Om zijn stem uit te brengen, steekt de kiezer eerst de magneetkaart in de gleuf die daartoe is voorzien in de kaartenlees- en registreereenheid van de stemmachine.

De Belgische kiezer brengt eerst zijn stem uit voor de verkiezing van de provincieraad en, nadat hij die bevestigd heeft, brengt hij zijn stem uit voor de verkiezing van de gemeenteraad, die hij eveneens bevestigt.

De kiezers die enkel stemmen voor de gemeente- en sectorraadsverkiezingen, brengen hun stem uit voor de verkiezing van de gemeenteraad en, nadat zij die bevestigd hebben, brengen zij hun stem uit voor de verkiezing van de sectorraad, die zij eveneens bevestigen.

5. Voor iedere verkiezing geldt het volgende :

- de kiezer duidt de lijst aan waarvoor hij wil stemmen door met de lichtpen loodrecht in de zone van de gekozen lijst te drukken;
- indien de kiezer akkoord is met de volgorde waarin de kandidaten voorkomen op de lijst, die hij steunt, plaatst hij de leespen loodrecht op het lichtstipje in het stemvak bovenaan de lijst, linksboven op het scherm;
- anders geeft de kiezer een naamstem voor één of meer kandidaten van die lijst door de leespen loodrecht achtereenvolgens op het stemvak naast de naam van die kandidaat of kandidaten te plaatsen.

6. Nadat de kiezer zijn stem voor één of meerdere verkiezingen heeft bevestigd, neemt hij zijn magneetkaart terug. De kiezer kan al dan niet opteren voor de visualisatie van zijn uitgebrachte stemmen. De kiezer steekt hiervoor zijn magneetkaart terug in de gleuf; er kan echter niets meer worden gewijzigd aan de uitgebrachte stemmen. De kiezer geeft nadien zijn magneetkaart terug aan de voorzitter.

Nadat de voorzitter ze heeft gecontroleerd, verzoekt de voorzitter de kiezer ze in de stembus te steken. De kiezer krijgt zijn identiteitskaart terug, alsook zijn oproepingsbrief, afgestempeld door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter.

7. De magneetkaart wordt geannuleerd :

1. indien bij de in vorige paragraaf bedoelde controle blijkt dat een merkteken of opschrift op de kaart werd gemaakt dat de kiezer herkenbaar kan maken;
2. indien de kiezer door een verkeerde manipulatie of door enige andere onvrijwillige beweging de hem overhandigde kaart heeft beschadigd of indien hij verklaart dat de visualisatie van zijn keuze niet overeenstemt met de uitgedrukte stemmen;
3. indien de registratie van de kaart door de elektronische stembus om welke technische reden ook onmogelijk blijkt.

In de in het vorige lid bedoelde gevallen wordt de kiezer erom verzocht opnieuw te stemmen met een andere kaart. Indien de kaart bij een tweede poging opnieuw wordt geannuleerd krachtens het vorige lid, a), wordt de kiezer niet meer toegelaten tot de stemming, aangezien zijn stem ongeldig wordt verklaard.

## UITTREKSEL UIT HET WETBOEK VAN DE PLAATSELIJKE DEMOCRATIE EN DE DECENTRALISATIE

**Art. L4132-1.** - § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen :

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a. in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin of van zijn gevolg, die met hem aldaar verblijven;

b. zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de kiezer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven;

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkenen zich bevindt;

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om een dergelijke reden kan blijken uit een attest van de reisorganisatie. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de dag vóór de dag van de verkiezingen.

§ 2. Elke kiezer kan als volmachthouder aangewezen worden.

Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als volmachthouder bij een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voor zover de band tot in de derde graad bewezen is.

Als de volmachtgever en de volmachthouder allebei ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier de verwantschapsband.

Indien ze niet in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van de gemeente waar de volmachthouder ingeschreven is de verwantschapsband na overlegging van een akte van bekendheid. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

Elke gemachtigde kan slechts over één volmacht beschikken.

In afwijking van vorige leden wordt de volmachthouder vrij door de volmachtgever aangewezen voor wat betreft de kiezer die wegens zijn religieuze overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachthouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachthouder ondertekend.

## Model 10. — volmachtformulier

... 2006 (Datum)

Bijlage : een attest

Eventueel een akte van bekendheid

Ondergetekende .....(naam en voornaam)

Geboren op .....

Verblijvende te....., straat : ..., nr. ..., bus ...

Identificatienummer in het Rijksregister der natuurlijke personen : .....

Ingeschreven als kiezer in de gemeente .....

Geeft volmacht aan ..... (naam en voornaam)

Geboren op .....

Verblijvende te ..... straat : ..., nr. ..., bus : ...

Om in mijn naam en opdracht te stemmen bij de verkiezingen van 8 oktober 2006.

Om volgende reden : (1)

0 Ik verkeer wegens ziekte of gebrekkigheid van mezelf, van een bloed- of aanverwant of een samenwonende in de onmogelijkheid om me naar het stembureau te begeven of ernaar vervoerd te worden. Hierbij voeg ik een medisch getuigschrift.

0 Om beroeps- of dienstredenen ben ik :

1. in het buitenland opgehouden, evenals de kiezers, familieleden of leden van mijn gevolg, die met mij verblijven;

2. in het Rijk op de dag van de stemming, maar in de onmogelijkheid om me naar het stemcentrum te begeven.

Hierbij voeg ik een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever waarvan ik afhang.

0 Ik ben een zelfstandige en de onmogelijkheid, zoals bedoeld onder *a)* en *b)*, wordt bewezen aan de hand van een verklaring op erewoord die ik voorafgaandelijk afgeef bij mijn gemeentebestuur.

0 Ik ben werkzaam als schipper, marktkramer of kermisreiziger (mijn familieleden die met mij samenwonen kunnen insgelijks volmacht geven). Hierbij voeg ik een attest van de burgemeester van de gemeente waar ik in het bevolkingsregister ingeschreven ben.

0 Op de dag van de stemming bevind ik mij in een vrijheidsberovende toestand wegens een rechterlijke maatregel. Daarvan wordt akte gegeven door de directie van de inrichting waar betrokkene verblijft.

0 Wegens mijn religieuze overtuiging verkeer ik in de onmogelijkheid mij in het stemcentrum aan te melden. Hierbij voeg ik een attest van de religieuze overheid.

0 Ik ben student(e) en wegens mijn studies verkeer ik in de onmogelijkheid mij in het stemcentrum aan te melden. Hierbij voeg ik een attest van de instelling waar ik de lessen volg.

0 Om andere redenen dan die, welke hierboven aangegeven zijn, zal ik van mijn woonplaats afwezig zijn op de dag van de stemming wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland en verkeer ik bijgevolg in de onmogelijkheid mij naar het stemcentrum te begeven. Hierbij voeg ik een attest van de reisorganisatie of een attest van de burgemeester van mijn woonplaats.

De volmachthouder verklaart op erewoord, indien hij kandidaat is (2) :

0 ofwel dat hij als begeleider optreedt voor zijn echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende, een bloed- of aanverwant wiens verblijfplaats in mijn woonplaats gevestigd is;

0 ofwel dat hij als begeleider optreedt voor een bloed- of aanverwant wiens verblijfplaats niet in de woonplaats van de volmachthouder gevestigd is maar waarvan de verwantschapsband tot in de derde graad vastgesteld is.

Opgemaakt te ..., op ... 2006

De volmachtgever (handtekening),

De volmachthouder (handtekening),

3. De ondergetekende burgemeester van de gemeente ... bevestigt hierbij dat volmachtgever zowel als volmachthouder als voornoemd allebei ingeschreven zijn in het bevolkingsregister en dat M. .... (naam van de volmachtgever) de ..... (bloed- of aanverwantschapsband hier opgeven) van M. .... (naam van de volmachtgever) is.

Zegel van de gemeente (handtekening van de burgemeester)

3. De ondergetekende burgemeester van de gemeente ..... bevestigt hierbij dat M. .... (naam van de volmachtgever) er ingeschreven is in het bevolkingsregister en bevestigt op zicht van de akte van bekendheid die mij voorgelegd is dat voornoemde persoon ..... (bloed- of aanverwantschapsband) van M. .... (naam van de volmachtgever) is.

Zegel van de gemeente (handtekening van de burgemeester)

Deze rubriek (3) moet worden ingevuld door de burgemeester van de gemeente waar volmachtgever en volmachthouder in het bevolkingsregister ingeschreven zijn.

Deze rubriek (4) moet worden ingevuld door de burgemeester van de gemeente waar de volmachthouder in het bevolkingsregister ingeschreven is indien de hoofdverblijfplaats van de volmachtgever in een andere gemeente gelegen is.

Opmerking : geen enkele rubriek (3 noch 4) moet worden ingevuld indien de volmachtgever in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau aan te melden wegens zijn/haar religieuze overtuiging en bij machte is om daartoe een attest af te geven van de religieuze overheid waaronder hij/zij ressorteert.

## UITTREKSEL UIT HET WETBOEK VAN DE PLAATSELIJKE DEMOCRATIE EN DE DECENTRALISATIE

**Art. L4132-1.** - § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen :

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a. in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin of van zijn gevolg, die met hem aldaar verblijven;

b. zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de kiezer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven;

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkenen zich bevindt;

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om een dergelijke reden kan blijken uit een attest van de reisorganisatie. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de dag vóór de dag van de verkiezingen.

§ 2. Elke kiezer kan als volmachthouder aangewezen worden.

Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als volmachthouder bij een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voor zover de band tot in de derde graad bewezen is.

Als de volmachtgever en de volmachthouder allebei ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier de verwantschapsband.

Indien ze niet in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van de gemeente waar de volmachthouder ingeschreven is de verwantschapsband na overlegging van een akte van bekendheid. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

Elke gemachtigde kan slechts over één volmacht beschikken.

In afwijking van vorige leden wordt de volmachthouder vrij door de volmachtgever aangewezen voor wat betreft de kiezer die wegens zijn religieuze overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachthouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachthouder ondertekend.

**Art. L4143-20.** § 6. De kiezers mogen zich niet doen vervangen dan op grond van artikel L4132-1.

Teneinde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de volmachthouder aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en één van de in artikel L4132-1, § 1, vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt : "heeft bij volmacht gestemd".

De volmachten worden bij de in artikel L4143-25, lid 1, 2° van dit Wetboek bedoelde staat gevoegd.



## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.O10.E5.4

**Model 11. — Attest van de burgemeester - volmachtgeving bij verblijf in het buitenland om andere dan beroepsredenen bij verblijf in het buitenland om andere dan beroepsredenen.**

(Datum) ..... 2006

Gemeente : .....

Ik, ondergetekende, ....., burgemeester van de gemeente ....., bevestig hierbij, na kennis te hebben genomen van de mij voorgelegde bewijsstukken, dat de heer/mevr ..... (naam en voornamen) (1), met verblijfplaats te ..... straat ..... nr. bus., identificatienummer ..... in het Rijksregister der natuurlijke personen, ingeschreven als kiezer onder het nummer ....., in de onmogelijkheid verkeert zich naar het stembureau te begeven wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, namelijk ..... (2) dat niet ingegeven is door beroeps- of dienstredenen. Betrokkene, die zijn verzoek indiende vóór ..... (3), bijgevolg de voorwaarden bepaald in artikel L4132-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering vervult, om een andere kiezer volmacht te geven om in zijn naam en opdracht te stemmen.

Afgegeven te ..... op .....

Burgemeester

Stempel van de gemeente (handtekening)

**UITTREKSELS UIT HET WETBOEK VAN DE PLAATSELIJKE DEMOCRATIE EN DE DECENTRALISERING****Art. L4132-1. - § 1.** De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen :

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om een dergelijke reden kan blijken uit een attest van de reisorganisatie. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de dag vóór de dag van de verkiezingen.

123.010.E5.1

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.O10.E5.1

**Model 12. — Verklaring bijgestane kiezerkiezer**

Op .....2006.

Ik ondergetekende .....(naam en voornamen),

Geboren op .....

Woonachtig te ....., straat.....nr.....bus.....

Ingeschreven als kiezer in de gemeente.....

Verklaar gebruik te willen maken van de mij toegekende hoedanigheid om erkend te zijn als bijgestane kiezer met het oog op de gemeente-, provincie- en sectorraadsverkiezingen alsook die van de raad van maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten van 8 oktober 2006 om de volgende reden(en) :

? Ik ben in mijn bewegingen gehinderd wegens mijn grootte, mijn gezondheidstoestand, mijn leeftijd of wegens de apparaten of instrumenten die ik nodig heb om mij te verplaatsen.

? Ik lijd aan instrumentale stoornissen.

? Mijn moedertaal is niet één van de landstalen, waardoor ik leesproblemen heb.

? Ik lijd onder een permanente handicap die een invaliditeit van 66 % of meer verantwoordt.

Bij dit formulier voeg ik de bewijsstukken waarover ik beschik.

Handtekening

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

123.O10.E5.1

**Uittreksel uit het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie**

**Artikel L4133-2.** § 1. De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om tot in het stemhokje begeleid te worden om zijn stemrecht uit te oefenen, kan een dienovereenkomstige verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk de vijftiende dag vóór de dag van de verkiezing.

Een behoefte aan begeleiding is verantwoord bij :

1° personen die moeilijkheden ondervinden in hun verstandelijk functioneren of bij het leren;

2° personen die moeilijkheden ondervinden in hun lichamelijk functioneren;

3° personen die moeilijkheden ondervinden in hun zintuiglijk functioneren;

4° personen die moeilijkheden van psychische aard ondervinden;

5° personen die moeilijkheden ondervinden ten gevolge van een hronische of degeneratieve aandoening;

6° personen wier moedertaal niet één van de talen bepaald in artikel 4 van de Grondwet is, wanneer zulks tot moeilijkheden bij het lezen leidt.

§ 2. De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; die moet evenwel zelf kiezer zijn.

Een kandidaat kan enkel als begeleider optreden van zijn (haar) echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende, of van een bloes- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is.

§ 3. De verklaring wordt afgelegd op een formulier waarvan het model vastgesteld is door de Regering en dat kosteloos verstrekt wordt door de gemeentesecretarie.

In de verklaring worden de verkiezingen vermeld waarvoor ze geldt, evenals de namen, voornamen, geboortedatum, adres van de kiezer en de begeleider en het identificatienummer van de kiezer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het formulier wordt ondertekend door de kiezer en de begeleider. De kiezer legt het aan de stembureauvoorzitter voor, samen met zijn oproepingsbrief.

§ 4. De stembureauvoorzitter verwijderd de begeleider die het bepaalde van vorige leden overtreedt.

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006**

12.C5.O10.1

Provincie : Kiesdistrict : .....

Kieskanton : Gemeente : .....

**Model 13. — Aanvraag om afgeven van exemplaren of afschriften van het register van de kiezers aan een politieke partij**

Geachte heer burgemeester,

Wij, ondergetekenden, ..... (4) ..... kiezers van de gemeente of het district, verbinden ons ertoe een kandidatenlijst voor te dragen voor de gemeenteraads- en/of provincieraadsverkiezingen (5) van 8 oktober 2006 voor te dragen in de kieskring (6) .....

en de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

en vragen bijgevolg de afgifte van ... afschrift(en) of exemplaar (exemplaren) van het register van de gemeenteraads- en/of provincieraadskiezers (7) van uw gemeente.

Wij wensen de afschriften of exemplaren op papier of op een elektronische informatiedrager te krijgen (8) en verklaren de heer/mevr (9) ..... te machtigen die afschriften in onze naam in ontvangst te nemen.

Wij erkennen kennis te hebben genomen van de verbodsbepalingen in het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering en efdrukt op de achterkant van dit document en wij verbinden ons ertoe ze na te leven.

Te ....., op ..... 2006

Handtekening(en),

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.C5.O10.1

## Uittreksels uit het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering

**Art. L4122-5.** - § 1. Zodra het register bedoeld in vorig artikel is opgesteld, is het gemeentecollege, of de door dat college aangewezen gemeentelijke ambtenaar, ertoe gehouden exemplaren of afschriften ervan te verstrekken aan de personen die daartoe gemachtigd zijn door een politieke partij die zich schriftelijk en in een gemeenschappelijk document toe verbindt een kandidatenlijst voor te dragen bij de verkiezingen in de gemeente en de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

De aanvragen dienen bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester gericht te worden.

De exemplaren worden verstrekt op papier en een bruikbare elektronische informatiedrager waarvan het formaat door de Regering wordt vastgesteld.

§ 2. Elke politieke partij bedoeld in § 1 kan kosteloos twee exemplaren of afschriften van dat register krijgen op papier dan wel op een elektronische informatiedrager bedoeld in § 1, naar keuze van de partij, voor zover zij in de gemeente een kandidatenlijst indient voor de verkiezingen.

Voor de afgifte van bijkomende exemplaren of afschriften wordt de door het gemeentecollege te bepalen kostprijs ervan aangerekend.

Indien de partij geen kandidatenlijst voordraagt, kan zij niet meer gebruik maken van het register van de kiezers, ook niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities. (...)

§ 6. Het gemeentecollege mag geen exemplaren of afschriften van het register van de kiezers verstrekken aan andere personen dan die welke ze overeenkomstig § 1, 3 en 4 aangevraagd hebben, op straffe van de sancties bepaald in artikel L4122-34. De personen die deze exemplaren of afschriften hebben ontvangen, mogen ze op hun beurt niet medelen aan derden.

De exemplaren of afschriften van het register van de kiezers die worden verstrekt met toepassing van dit artikel, mogen enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt worden, inbegrepen buiten de periode die tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de verkiezing valt, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

**Art. L4122-34.** - § 1. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die als dader, mededader of medeplichtige, met schending van artikel L4122-5, § 6, hetzij exemplaren of afschriften van het register van de kiezers heeft afgegeven aan personen die niet gemachtigd zijn om ze te ontvangen, hetzij die exemplaren heeft medegedeeld aan derden na ze regelmatig te hebben ontvangen, hetzij van de gegevens uit het register van de kiezers gebruik heeft gemaakt voor andere dan verkiezingsdoeleinden.

§ 2. De straffen die de medeplichtigen van de in lid 1 vermelde strafbare feiten oplopen, mogen niet meer bedragen dan twee derde van de straffen die hun zouden zijn opgelegd indien zij de dader van die strafbare feiten waren.

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.C1.O10.1

Provincie : Kiesdistrict

Kieskantons : Gemeente : .....

## Model 14. — Aanvraag om afgeven van exemplaren of afschriften van het register van de kiezers aan een kandidaat

Geachte heer burgemeester;

Ik, ondergetekende (10) ....., kandidaat bij de gemeenteraads- en/of provincieraadsverkiezing (11) in de kieskring (12) .....

verzoek om de afgifte van ... afschrift(en) of exemplaar (exemplaren) van het register van de gemeenteraads- of provincieraadskiezers (13) van uw gemeente en verbind me ertoe de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

Ik wens die afschriften of exemplaren op papier/op een elektronische informatiedrager te krijgen (14).

Ik erken kennis te hebben genomen van de verbodsbepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering en afgedrukt op de achterkant van dit document en verbind me ertoe ze na te leven.

Te ....., op .....2006.

Handtekening.....

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

## 12.C1.O10.1

## Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

**Art. L4122-5.** - § 1. Zodra het register bedoeld in vorig artikel is opgesteld, is het gemeentecollege, of de door dat college aangewezen gemeentelijke ambtenaar, ertoe gehouden exemplaren of afschriften ervan te verstrekken aan de personen die daartoe gemachtigd zijn door een politieke partij die zich schriftelijk en in een gemeenschappelijk document toe verbindt een kandidatenlijst voor te dragen bij de verkiezingen in de gemeente en de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

De aanvragen dienen bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester gericht te worden.

De exemplaren worden verstrekt op papier en een bruikbare elektronische informatiedrager waarvan het formaat door de Regering wordt vastgesteld.

(...)

§ 3. Iedere persoon die als kandidaat voorkomt op een akte van voordracht ingediend met het oog op de verkiezing, kan tegen betaling van de kostprijs exemplaren of afschriften van het register van de kiezers krijgen, op papier dan wel op een elektronische informatiedrager bedoeld in § 1, voor zover hij ernaar gevraagd heeft bij aangetekend schrijven gericht aan de Burgemeester en dat hij zich ertoe verbindt de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven. Het gemeentecollege onderzoekt, op het ogenblik van de afgifte, of de belanghebbende als kandidaat bij de verkiezing is voorgedragen.

Indien de aanvrager later van de kandidatenlijst wordt geschrapt, mag hij van het register van de kiezers niet meer gebruik maken, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

(...)

§ 6. Het gemeentecollege mag geen exemplaren of afschriften van het register van de kiezers verstrekken aan andere personen dan die welke ze overeenkomstig § 1, 3 en 4 aangevraagd hebben, op straffe van de sancties bepaald in artikel L4122-34. De personen die deze exemplaren of afschriften hebben ontvangen, mogen ze op hun beurt niet meedelen aan derden.

De exemplaren of afschriften van het register van de kiezers die worden verstrekt met toepassing van dit artikel, mogen enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt worden, inbegrepen buiten de periode die tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de verkiezing valt, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

**Art. L4122-34.** - § 1. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die als dader, mededader of medeplichtige, met schending van artikel L4122-5, § 6, hetzij exemplaren of afschriften van het register van de kiezers heeft afgegeven aan personen die niet gemachtigd zijn om ze te ontvangen, hetzij die exemplaren heeft medegedeeld aan derden na ze regelmatig te hebben ontvangen, hetzij van de gegevens uit het register van de kiezers gebruik heeft gemaakt voor andere dan verkiezingsdoeleinden.

§ 2. De straffen die de medeplichtigen van de in lid 1 vermelde strafbare feiten oplopen, mogen niet meer bedragen dan twee derde van de straffen die hun zouden zijn opgelegd indien zij de dader van die strafbare feiten waren.

## Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006

12.B13.E5.1

## Model 15. — Stembiljet in de Franse taal

Election .....

Circonscription électorale de .....

8 octobre 2006

Election de ..... conseillers.

--

Onderrichtingen voor het drukken van het stembiljet

1. Het stembiljet vermeldt in die volgorde volgende gegevens :

1° “Verkiezing”, gevolgd door “van de gemeenteraad” of “van de provincieraad”;

2° “Kieskring” gevolgd door de naam van het district of de gemeente;

3° “8 oktober 2006”

4° “Verkiezing van” gevolgd door het aantal te begeven mandaten, gevolgd door “raadsleden”;

5° Een regel met het nummer van elke opkomende kandidatenlijst, met letters van hoogstens 10 mm, in de volgorde bepaald door de opeenvolgende lotingen waarbij het bureau indien nodig kan beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in éénzelfde kolom geplaatst worden. Indien daar aanleiding toe is, bepaalt het bij loting de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in die kolommen zijn opgenomen.

De verenigde lijsten krijgen het gemeenschappelijk volgnummer vermeld in artikel L4142-26 tot en met 31 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering, en geen andere lijst mag één van die nummers krijgen, zelfs niet indien in de gemeente geen verenigde lijst wordt voorgedragen.

6° Een regel met een hoogte van hoogstens 10 mm, waarin de letterwoorden of logo's van de kandidatenlijsten die aan de nummers beantwoorden, opgenomen worden;

7° Een regel met de lijststem waar de kiezer kan instemmen met de lijstvolgorde of wanneer het om een alleenstaande kandidaat gaat, met de kandidaat wiens naam onderaan het vakje wordt vermeld;

8° Voor elke lijst, het aantal noodzakelijke regels om alle kandidaten op te geven, in de volgorde waarin ze op de voordrachtsakte voorkomen, met vermelding van volgende gegevens : naam en voornaam, voorafgegaan door het volgnummer en gevolgd door het vak waarin de kiezer zijn keuze bekendmaakt. Het vak mag niet hoger dan drie tekstregels en 20 mm zijn. De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4mm mm diameter;

9° Een identificatienummer met de cijfermatige aanduiding van de datum van de verkiezing en, voor de gemeenteraadsverkiezing, de vermelding van het NIS-nummer van de gemeente en voor de provincieraadsverkiezing, het NIS-nummer van de provincie gevolgd door het volgnummer van het district.

2. De gegevens vermeld op het stembiljet zijn in de Franse en de Duitse taal opgesteld, met voorrang voor het Frans.

3. De afmetingen van de stembiljetten worden als volgt vastgesteld :

1° Voor een lijst is het stembiljet zes cm breed, vermeerderd met 4 cm per bijkomende lijst.

2° Het stembiljet is voor negen mandaten 18 cm hoog, telkens vermeerderd met 2 cm als er twee mandaten bijkomen.

4° De stembiljetten hebben een enkelvoudig blad. De regering stelt de hoeveelheid stempapier die voor de behoeften van de verkiezing nodig is ter beschikking van de voorzitter van elk kieskringbureau.

5° Voor de gemeenteraadsverkiezingen is het papier wit van kleur, voor de provincieraadsverkiezingen groen.

6° Voor éénzelfde kiescollege mag niet gebruik worden gemaakt van stembiljetten van verschillend formaat. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

## 12.B13.E5.2

## MODEL 16. — Tweetalige Stembiljetten Duits - Frans

“Election ..... / Wahl von .....” (Verkiezing van .....)

“Circonscription électorale/Wahlkreis von de .....” (Kieskring.....)

“8 octobre 2006/8 Oktober 2006” (8 oktober 2006)

“Election..... / Wahl von.....” (Verkiezing van ..... raadsleden)

Wahl von..... Mitgliedern

Onderrichtingen voor het drukken van het stembiljet

1. Het stembiljet vermeldt in die volgorde volgende gegevens : 1° “Verkiezing”, gevolgd door “van de gemeenteraad” of “van de provincieraad”;

2° “Kieskring” gevolgd door de naam van het district of de gemeente; 3° “8 oktober 2006”

4° “Verkiezing van” gevolgd door het aantal te begeven mandaten, gevolgd door “raadsleden”;

5° Een regel met het nummer van elke opkomende kandidatenlijst, met letters van hoogstens 10 mm, in de volgorde bepaald door de opeenvolgende lotingen waarbij het bureau indien nodig kan beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in éénzelfde kolom geplaatst worden. Indien daar aanleiding toe is, bepaalt het bij loting de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in die kolommen zijn opgenomen.

De verenigde lijsten krijgen het gemeenschappelijk volgnummer vermeld in artikel L4142-26 tot en met 31 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering, en geen andere lijst mag één van die nummers krijgen, zelfs niet indien in de gemeente geen verenigde lijst wordt voorgedragen.

6° Een regel met een hoogte van hoogstens 10 mm, waarin de letterwoorden of logo's van de kandidatenlijsten die aan de nummers beantwoorden, opgenomen worden;

7° Een regel met de lijststem waar de kiezer kan instemmen met de lijstvolgorde of wanneer het om een alleenstaande kandidaat gaat, met de kandidaat wiens naam onderaan het vakje wordt vermeld;

8° Voor elke lijst, het aantal noodzakelijke regels om alle kandidaten op te geven, in de volgorde waarin ze op de voordrachtsakte voorkomen, met vermelding van volgende gegevens : naam en voornaam, voorafgegaan door het volgnummer en gevolgd door het vak waarin de kiezer zijn keuze bekendmaakt. Het vak mag niet hoger dan drie tekstregels en 20 mm zijn. De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4mm mm diameter;

9° Een identificatienummer met de cijfermatige aanduiding van de datum van de verkiezing en, voor de gemeenteraadsverkiezing, de vermelding van het NIS-nummer van de gemeente en voor de provincieraadsverkiezing, het NIS-nummer van de provincie gevolgd door het volgnummer van het district.

2. De gegevens vermeld op het stembiljet zijn in de Franse en de Duitse taal opgesteld, met voorrang voor het Frans.

3. De afmetingen van de stembiljetten worden als volgt vastgesteld :

1° Voor een lijst is het stembiljet zes cm breed, vermeerderd met 4 cm per bijkomende lijst.

2° Het stembiljet is voor negen mandaten 18 cm hoog, telkens vermeerderd met 2 cm als er twee mandaten bijkomen.

4° De stembiljetten hebben een enkelvoudig blad. De regering stelt de hoeveelheid stempapier die voor de behoeften van de verkiezing nodig is ter beschikking van de voorzitter van elk kieskringbureau.

5° Voor de gemeenteraadsverkiezingen is het papier wit van kleur, voor de provincieraadsverkiezingen groen.

6° Voor éénzelfde kiescollege mag niet gebruik worden gemaakt van stembiljetten van verschillend formaat. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.B13.E5.4

## MODEL 17. — Tweetalige Stembiljetten Duits - Frans

“Wahl von ...../Election .....” (Verkiezing van.....)

“Wahlkreis von/Circonscription électorale de.....” (Kieskring.....)

“8 Oktober 2006/8 octobre 2006” (8 oktober 2006)

“Wahl von..... / Election de.....” (Verkiezing van..... raadsleden)/Election de ..... conseillers.



Onderrichtingen voor het drukken van het stembiljet

1. Het stembiljet vermeldt in die volgorde volgende gegevens :

1° “Verkiezing”, gevolgd door “van de gemeenteraad” of “van de provincieraad”;

2° “Kieskring” gevolgd door de naam van het district of de gemeente;

3° “8 oktober 2006”

4° “Verkiezing van” gevolgd door het aantal te begeven mandaten, gevolgd door “raadsleden”;

5° Een regel met het nummer van elke opkomende kandidatenlijst, met letters van hoogstens 10 mm, in de volgorde bepaald door de opeenvolgende lotingen waarbij het bureau indien nodig kan beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in éénzelfde kolom geplaatst worden. Indien daar aanleiding toe is, bepaalt het bij loting de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in die kolommen zijn opgenomen.

De verenigde lijsten krijgen het gemeenschappelijk volgnummer vermeld in artikel L4142-26 tot en met 31 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisering, en geen andere lijst mag één van die nummers krijgen, zelfs niet indien in de gemeente geen verenigde lijst wordt voorgedragen.

6° Een regel met een hoogte van hoogstens 10 mm, waarin de letterwoorden of logo's van de kandidatenlijsten die aan de nummers beantwoorden, opgenomen worden;

7° Een regel met de lijststem waar de kiezer kan instemmen met de lijstvolgorde of wanneer het om een alleenstaande kandidaat gaat, met de kandidaat wiens naam onderaan het vakje wordt vermeld;

8° Voor elke lijst, het aantal noodzakelijke regels om alle kandidaten op te geven, in de volgorde waarin ze op de voordrachtsakte voorkomen, met vermelding van volgende gegevens : naam en voornaam, voorafgegaan door het volgnummer en gevolgd door het vak waarin de kiezer zijn keuze bekendmaakt. Het vak mag niet hoger dan drie tekstregels en 20 mm zijn. De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4mm mm diameter;

9° Een identificatienummer met de cijfermatige aanduiding van de datum van de verkiezing en, voor de gemeenteraadsverkiezing, de vermelding van het NIS-nummer van de gemeente en voor de provincieraadsverkiezing, het NIS-nummer van de provincie gevolgd door het volgnummer van het district.

2. De gegevens vermeld op het stembiljet zijn in de Duitse en de Franse taal opgesteld, met voorrang voor het Duits.

3. De afmetingen van de stembiljetten worden als volgt vastgesteld :

1° Voor een lijst is het stembiljet zes cm breed, vermeerderd met 4 cm per bijkomende lijst.

2° Het stembiljet is voor negen mandaten 18 cm hoog, telkens vermeerderd met 2 cm als er twee mandaten bijkomen.

4. De stembiljetten hebben een enkelvoudig blad. De regering stelt de hoeveelheid stempapier die voor de behoeften van de verkiezing nodig is ter beschikking van de voorzitter van elk kieskringbureau.

5. Voor de gemeenteraadsverkiezingen is het papier wit van kleur, voor de provincieraadsverkiezingen groen.

6. Voor éénzelfde kiescollege mag niet gebruik worden gemaakt van stembiljetten van verschillend formaat. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

Modèle 18 - 12.B13.E5.4

123.BE.B20.1

Provincie : Kieskanton : Gemeente :

Stembureau/Stemopnemingsbureau nr. Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

(Schrappen wat niet past) (gepaste vermelding aanstippen)

**Model 18° : Lijst van de leden van het kiesbureau met het oog op de uitbetaling van aanwezigheidsgeld**

Overgemaakt aan de voorzitter van het hoofdkantonnabureau van..... , (Datum) ... : 2006.

VOOR EEN SPOEDIGE BETALING, UW ADRESGEGEVENS DUIDELIJK EN VOLLEDIG OPGEVEN UW REKENINGNUMMER NAKIJKEN

De heer/mevrouw..... Voorzitter van het bureau, telnr of gsm-nr.

Adres Postcode Gemeente

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

De heer/mevrouw..... Secretaris van het bureau

Adres Postcode Gemeente

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

De heer/mevrouw..... Adjunct-secretaris1

Adres Postcode Gemeente

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

De heer/mevrouw..... Bijzitter

Adres Postcode Gemeente

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

De heer/mevrouw..... Bijzitter

Adres Postcode Gemeente

| | | | - | | | | | | | | | | - | | |

Bedrag Rekeningnummer Handtekening



---

De heer/mevrouw..... Bijzitter

---

Adres Postcode Gemeente

| | | | | - | | | | | | | | | | - | | |

---

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

---

De heer/mevrouw..... Bijzitter

---

Adres Postcode Gemeente

| | | | | - | | | | | | | | | | - | | |

---

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

---

De heer/mevrouw..... Bijzitter

---

Adres Postcode Gemeente

| | | | | - | | | | | | | | | | - | | |

---

Bedrag Rekeningnummer Handtekening

De voorzitter van dit kiesbureau bevestigt dat de personen wier naam op deze lijst opgenomen zijn, aanwezig zijn.

Oprecht en volledig verklaard.

De secretaris,

De adjunct-secretaris (15)

De Voorzitter,

De Bijzitters,

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.BE.010.1

Annexe au procès-verbal du bureau électoral

Provincie : Kieskanton :

Gemeente :

Stembureau/Stemopnemingsbureau nr. Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

(Schrappen wat niet past) (gepaste vermelding aanstippen)

**Model 19. — Terugbetaling van de reiskosten van de leden van het kiesbureau**

Over te maken aan het provinciebestuur ... (Naam van de provincie).

(Adres van de provincie).

**VOOR EEN SPOEDIGE BETALING, UW ADRESGEGEVENS DUIDELIJK EN VOLLEDIG OPGEVEN UW REKENINGNUMMER NAKIJKEN**

Ondergetekende

De heer/mevrouw..... Tel. of gsm-nr.

Adres	Postcode	Gemeente

Functie in het bureau

Rekeningnummer (moet overeenstemmen opgegeven naam)

Verklaart dat de terugbetaling van de reiskosten voor de verkiezingen tussen volgende gemeenten hem verschuldigd is :

Vertrek (gemeente waar zich het kiesbureau van betrokkene bevindt)	Bestemming

Aantal afgelegde kilometer	Aantal reizen	Reden van de reizen

Terug te betalen \_\_\_\_\_ km x 0,15 €, nl.

€

Totaal

De som moet op bovenvermelde rekening gestort worden.

Deze schuldvordering moet uiterlijk op 8 januari 2007 op bovenvermeld adres van het provinciebestuur toekomen.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de voorzitter van het kieskringbureau.

Handtekening van betrokkene

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.BE.010.1

## Model 20. — Terugbetaling van reiskosten aan sommige kiezers

Over te maken aan (adres provinciebestuur)

**VOOR EEN SPOEDIGE BETALING, UW ADRESGEGEVENS DUIDELIJK EN VOLLEDIG OPGEVEN UW REKENINGNUMMER NAKIJKEN**

Ondergetekende

De heer/Mevrouw..... Tel. of gsm-nr.

Adres	Postcode	Gemeente
-	-	

Rekeningnummer (moet overeenstemmen met opgegeven naam)

Verklaart dat de terugbetaling van de reiskosten voor de verkiezingen tussen volgende gemeenten hem verschuldigd is :

Vertrek (gemeente waar zich het kiesbureau van betrokkene bevindt)	Bestemming
voor hemzelf en volgende personen, familie-/gezinsleden die eveneens kiezers zijn, _____ in aantal	
De heer/mevrouw..... De heer/mevrouw.....	
De heer/mevrouw..... De heer/mevrouw.....	
De heer/mevrouw..... De heer/mevrouw.....	
Reden van de reis	
Wijziging verblijfplaats	
Bezoldigden/loontrekkenden die hun beroep uitoefenen in het buitenland of in een andere gemeente dan waar ze moeten stemmen, geldt ook voor familie-/gezinsleden	
Studenten die wegens hun studies in een andere gemeente verblijven dan waar ze moeten stemmen.	
Opname in een ziekenhuisinrichting of in een gezondheidsinstelling in een andere gemeente dan waar de kiezer moet gaan stemmen.	
Terug te betalen _____ x _____ € , nl €	
Totaal	

De som moet op bovenvermelde rekening gestort worden.

Deze schuldvordering moet uiterlijk op 8 januari 2007 op bovenvermeld adres van het provinciebestuur toekomen.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

Handtekening van betrokkene

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****123.BE.O30.1**

Provincie : Kieskanton : Gemeente :

Gemeente-/ district-/kantonbureau Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

(Schrappen wat niet past) (gepaste vermelding aanstippen)

**Model 21. — Schuldvordering betreffende vergoedingen voor bijzondere uitzonderlijke prestaties van de leden van de kieskring- en kantonbureaus**

Overgemaakt aan het provinciebestuur van het ambtsgebied van het kieskring- of kantonbureau op ... 2006.

**VOOR EEN SPOEDIGE BETALING, UW ADRESGEGEVENS DUIDELIJK EN VOLLEDIG OPGEVEN UW REKENINGNUMMER NAKIJKEN**

Ik, ondergetekende,

De heer/mevrouw..... Tel. of gsm-nr.

Adres Postcode Gemeente

			-								-			
--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

Rekeningnummer (moet overeenstemmen met opgegeven naam)

Verklaar volgende prestaties te hebben verricht :

1. Versturen van brieven, staten/overzichten en tabels zoals vereist bij het Wetboek van de plaatselijke democratie, met inbegrip van het versturen van de processen-verbaal ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
2. Aanwijzing van de bureauleden : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
3. Onderzoekingen in verband met de verkiesbaarheid van de kandidaten : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
4. Digitaal invoeren van de lijsten en overmaken ervan : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
5. Corrigeren van dubbele kandidaatstellingen ten gevolge van nazicht door Regering : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
6. Opstellen en versturen van het drukverslag (enkel in de kieskringbureaus met manuele stemming) : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
7. Bijwerking van de stemschermen (enkel in de kieskringbureaus met een geautomatiseerde stemming) : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
8. Meedelen van de officiële kandidatenlijst aan de kandidaten en de indieners die erom verzoeken : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
9. Organisatie van de levering van de stembiljetten : ja/nee voor een duur van \_\_\_ uur
10. Andere (aard van de prestatie opgeven) : .....

Hierbij voeg ik voor elke bovenbedoelde prestatie de eventuele verantwoordingsstukken.

Overigens voeg ik hierbij het verantwoordingsstuk model 22 waarbij de noodzaak van taak nr. 9° verzekerd wordt.

De voorzitter van dit kiesbureau verzekert dat deze aangifte juist is.

Oprecht en volledig verklaard.

De voorzitter,

De indiener,

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****123.BE.O30.2**

Provincie : Kieskanton : Gemeente :

Gemeente-/ district-/kantonbureau Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

(Schrappen wat niet past) (gepaste vermelding aanstippen)

**Model 22. — Attest ter verantwoording van de noodzaak van een specifieke uitzonderlijke taak (bij te voegen bij model 21)**

Ik, ondergetekende, de heer/Mevr.

Verklaar volgende prestaties te hebben verricht :

.....

Deze taak was verantwoord om volgende redenen :

.....

Het was voor me onmogelijk om die taak tijdens mijn normale werkuren te verrichten om volgende redenen :

.....

Oprecht en volledig verklaard.

Te....., op .....2006.

De indiener,

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

123.BE.O30.3

Provincie : Kieskanton : Gemeente :

Gemeente-/ district-/kantonbureau Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

(Schrappen wat niet past) (gepaste vermelding aanstippen)

## Model 23. — Schuldvordering betreffende de werkelijke kosten van de leden van de kieskring- en kantonbureaus

Overgemaakt aan het provinciebestuur van het ambtsgebied van het kieskring- of kantonbureau op ... 2006.

**VOOR EEN SPOEDIGE BETALING, UW ADRESGEGEVENS DUIDELIJK EN VOLLEDIG OPGEVEN UW REKENINGNUMMER NAKIJKEN**

Ik, ondergetekende,

De heer/mevrouw..... Voorzitter / Secretaris / Bijzitter (schrappen wat niet pas) van het bureau, tel- of gsm-nr.

Adres

Postcode

Gemeente

				-								-			
--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

Bedrag

Rekeningnummer

Handtekening

Verklaar dat de terugbetaling van werkelijke kosten voor het hieronder opgegeven globale bedrag i.v.m. volgende taken mij verschuldigd is :

1. Vermenigvuldiging van documenten : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;
2. Gefaxte documenten : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;
3. Telefoonoproepen : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;
4. Papierwaren : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;
5. Vervoer van benodigdheden : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;
6. Andere gelijkaardige kosten : ja/nee, voor een bedrag van \_\_\_ euro;

Oorsprong en verantwoording van die kosten : .....

Hierbij voeg ik voor elke bovenbedoelde uitgavenpost de eventuele verantwoordingsstukken.

De voorzitter van dit kiesbureau verzekert dat deze aangifte juist is.

Oprecht en volledig verklaard.

De voorzitter,

De indiener,

**Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006****20.B20P.BE.1**

Provincie : Kiesdistrict

Kieskanton : Gemeente : .....

Manuele stemming [ ] geautomatiseerde stemming

**Model 24a. — Samenstellingstabel van het kantonbureau en van de provinciale stemopnemingsbureaus**

De Voorzitter van het Kantonbureau verzekert dat het Kantonbureau et de provinciale stemopnemingsbureaus als volgt (16) zijn samengesteld :

**Kantonbureau**

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Beroep en niveau	Rijksregistre- nummer	Hoofdverblijfplaats en volledig adres
Voorzitter					
Secretaris					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					

**Provinciaal stemopnemingsbureau nr. ...(17), zetelend te ...(18)**

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Beroep en niveau	Rijksregistre- nummer	Hoofdverblijfplaats en volledig adres
Voorzitter					
Secretaris					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					

Te....., op .....2006. 2006,

De voorzitter van het kantonbureau,

## Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

20.B20P.BE.1

## Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

**Art. L4125-7.** - § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15.

§ 2. Het wordt voorgezeten :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van het district met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

**Art. L4125-5.** - § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

(...)

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

**Art. L4125-8.** — Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.





## Gemeentelijk stemopnemingsbureau nr. ...(23), zetelend te ...(24)

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Beroep en niveau	Rijksregisternummer	Hoofdverblijfplaats en volledig adres
Voorzitter					
Secretaris					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					
Plaatsvervangend bijzitter					

Te....., op .....2006. 2006,

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

12.B30P.BE.1

### Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

**Artikel L4125-1.** § 4. Geen enkele kandidaat mag van een kiesbureau deel uitmaken. De kandidaten en de lijsten van kandidaten kunnen getuigen aanwijzen om de verrichtingen van de bureaus te overzien volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4134-1.

De functie van provinciegriffier, provincieontvanger, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger is onverenigbaar met het ambt van voorzitter, bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een kiesbureau of de rol van lid van een kieskringbureau.

Hetzelfde geldt voor het bezit van een politiek mandaat of de opdracht van getuige.

**Art. L4125-3.** (...)

§ 2. Om het gemeentelijk bureau voor te zitten, wijst de voorzitter van het districtbureau in de hierna opgegeven volgorde aan :

1° de rechters of plaatsvervangende rechters, naar dienstouderdom, in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank en in de rechtbank van koophandel;

2° de vrederechters of plaatsvervangende vrederechters naar dienstouderdom;

3° de rechters in de politierechtbanken of hun plaatsvervaarders naar dienstouderdom;

4° de advocaten en de advocaten-stagiairs naar de orde van hun inschrijving op het tableau of de lijst van stagiairs;

5° de notarissen;

6° de bekleeders van een ambt van niveau A of B die onder het Waalse Gewest ressorteren en de bekleeders van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder de federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de provincies, de gemeenten, de openbare centra van maatschappelijk welzijn of onder enige instelling van openbaar nut al dan niet bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of de zelfstandige openbare ondernemingen bedoeld bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

7° het onderwijzend personeel;

8° de stagiairs van het parket;

9° zo nodig de personen aangewezen uit de kiezers van de gemeente die elders functies bekleeden die overeenstemmen met de functies bedoeld onder punt 6°.

Behalve de rechters, die aangewezen kunnen worden om het gemeentelijk bureau van hun zetel voor te zitten, los van de gemeente waar ze kiezers zijn, zijn de personen bedoeld in deze paragraaf kiezers van de gemeente waar ze het ambt van voorzitter van het gemeentelijk bureau uitoefenen.

Indien de voorzitter van het gemeentelijk bureau ertoe gehouden is zich naar een andere gemeente te begeven om te stemmen, wijst hij een plaatsvervanger aan om hem de dag van de stemming te vervangen tijdens de duur die noodzakelijk is om zijn kiesplicht na te komen.

De overheden die personen bedoeld in vorig lid onder 6° en 7° tewerkstellen delen de naam, voornamen, adres en beroep mee van die personen aan de gemeentebesturen waar ze hun hoofdverblijfplaats hebben.

(...)

**Art. L4125-5.** - § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

1 Naam en voornamen vooraf laten gaan door aanspreektitel : Mevrouw (mevr.) of de heer (M.).

2 Naam van het land vermelden.

3 Datum van de vijftiende dag voor de verkiezing aangeven.

41 Naam en voornaam laten voorafgaan door aanspreektitel Mevrouw (mevr.) of de Heer (M.).

5<sup>2</sup> Schrappen wat niet past.

6<sup>3</sup> Naam van de gemeente voor de gemeenteraadsverkiezingen aangeven, en van het district voor de provincieraadsverkiezingen.

7<sup>4</sup> Schrappen wat niet past.

8

9

10 Naam en voornaam laten voorafgaan door aanspreektitel Mevrouw (mevr.) of de Heer (M.)

11 Schrappen wat niet past.

12 Naam van de gemeente voor de gemeenteraadsverkiezingen aangeven, en van het district voor de provincieraadsverkiezingen.

13 Schrappen wat niet past.

14 Schrappen wat niet past.

15 Bij geautomatiseerde stemming.

16 Deze tabel invullen in functie van het daadwerkelijk aantal stemopnemingsbureaus.

17 Getal opgeven als toegewezen door de voorzitter van het kantonbureau.

18 Volledig adres opgeven.

19 Deze tabel invullen in functie van het daadwerkelijk aantal stem- en stemopnemingsbureaus.

20 Elk stembureau krijgt een kiezersafdeling toegewezen. Overeenstemmend nummer van die afdeling opgeven zoals toegewezen door de Regering overeenkomstig artikel L4123-1, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering.

21 Volledig adres opgeven.

22 Enkel bij geautomatiseerde stemming opgeven.

23 Nummer opgeven als toegewezen door de Voorzitter van het gemeentelijk bureau.

24 Volledig adres opgeven. 53